

Publications périodiques

Comptes annuels

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 5 021 289 259,20 €
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris.
542 044 524 R.C.S. Paris.

(Exercice clos le 31 décembre.)

I. — **Bilan consolidé.**
(En millions d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales		36 901	26 704
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	184 497	187 628
Instruments dérivés de couverture	6.2	339	1 220
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4	57 885	54 990
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6.5	45 289	58 783
Dont activité institutionnelle			
Prêts et créances sur la clientèle	6.5	136 768	140 303
Dont activité institutionnelle		779	758
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6	1 885	2 066
Actifs d'impôts courants		577	436
Actifs d'impôts différés	6.8	1 585	1 908
Comptes de régularisation et actifs divers	6.9	46 624	46 109
Actifs non courants destinés à être cédés		738	947
Participation aux bénéfices différés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3.4	734	666
Immeubles de placement	6.10	1 073	1 084
Immobilisations corporelles	6.10	758	672
Immobilisations incorporelles	6.10	732	744
Écarts d'acquisition	6.12	3 601	3 600
Total des actifs		519 987	527 859

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	144 885	146 226
Instruments dérivés de couverture	6.2	710	2 011
Dettes envers les établissements de crédit	6.13	104 318	101 374
Dont activité institutionnelle		46	46
Dettes envers la clientèle	6.13	94 571	86 472
Dont activité institutionnelle		851	844
Dettes représentées par un titre	6.14	32 574	48 921
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		138	193
Passifs d'impôts courants		532	554
Passifs d'impôts différés	6.8	620	685
Comptes de régularisation et passifs divers	6.9	37 936	44 464
Dont activité institutionnelle		0	0
Dettes sur actifs destinés à être cédés		698	813
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.15	76 601	68 810
Provisions	6.16	1 742	1 994
Dettes subordonnées	6.17 et 6.18	3 674	4 209
Capitaux propres part du groupe		19 795	19 836
Capital et réserves liées		10 976	10 895
Réserves consolidées		6 697	6 417
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		772	1 323
Gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres		-318	-174
Résultat de l'exercice		1 669	1 374
Participations ne donnant pas le contrôle		1 192	1 296
Total des passifs et capitaux propres		519 987	527 859

II. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	7.1	5 880	5 111
Intérêts et charges assimilés	7.1	-3 191	-2 457
Commissions (produits)	7.2	5 777	5 164
Commissions (charges)	7.2	-2 208	-2 011
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.3	2 784	2 119
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	7.4	426	216
Produits des autres activités	7.5	11 448	20 840
Charges des autres activités	7.5	-11 448	-20 265
Produit net bancaire		9 467	8 718
Charges générales d'exploitation	7.6	-6 390	-5 997
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation		-242	-241
Des immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		2 835	2 480
Coût du risque	7.7	-258	-305
Résultat net d'exploitation		2 577	2 174
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		26	13
Gains ou pertes sur autres actifs	7.8	48	175
Variation de valeur des écarts d'acquisition			-75
Résultat avant impôt		2 651	2 287
Impôts sur les bénéfices	7.9	-789	-822
Résultat sur activité abandonnée			
Résultat net de la période		1 861	1 465
Dont :			
Part revenant au Groupe		1 669	1 374
Part des participations ne donnant pas le contrôle		192	90
<i>Résultat par action</i>			
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>	5.24		
<i>Résultat dilué par action</i>			
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>	5.24		
<i>Résultat par action (en euro)</i>			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (cf. Annexe 5.24) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		0,50	0,41
<i>Résultat dilué par action (en euro)</i>			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (cf. Annexe 5.24) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>		0,50	0,41

III. — État du résultat net et des autres éléments du résultat global.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net		1 861	1 465
Écarts de revalorisation des régimes à prestations définies		4	-53
Réévaluation du risque de crédits propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat		-185	-156
Effets d'impôts sur éléments non recyclables en résultat		33	71
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat			
Éléments non recyclables en résultat		-148	-139
Écarts de conversion	8.1	-677	129
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	8.1	-58	273
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	8.1	180	51
Effets d'impôts sur éléments recyclables en résultat	8.2	-21	-107
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises		-3	3

mises en équivalence recyclable en résultat			
Éléments recyclables en résultat	-580	349	
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	-728	210	
Résultat global	1 133	1 675	
Part du Groupe	969	1 568	
Participations ne donnant pas le contrôle	164	107	

IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En millions d'Euros)	Capital et réserves liées		Réserves consolidées			Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres					Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
						Recyclables			Non recyclables					
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Autres instruments de capitaux propres émis (2)	Élimination des titres autodétenus	Autres réserves consolidées	Écart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat (3)	Écart de réévaluation des régimes à prestations définies				
Capitaux propres au 31 décembre 2015 après affectation du résultat	5 005	5 864	1 213	-12	6 173	825	459	-289		-78	0	19 160	1 341	20 500
1ère application d'IFRS9 pour les passifs financiers à juste valeur sur option (3)					-32				32			0		0
Augmentation de capital	14	12										26		26
Élimination des titres autodétenus				13	4							17		17
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					5							5		5
Distribution 2016 au titre du résultat 2015					-1 094							-1 094	-111	-1 205
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	14	12	0	13	-1 084							-1 046	-111	-1 157
Émissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence			398		0							398		398
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence					-78							-78		-78

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES														
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						168	170	34	-103			269	20	289
Affectation en réserve du risque de crédit propre réalisé sur la période					-8				8			0		0
Variation des écarts actuariels IAS19 R										-33		-33	-3	-36
Résultat au 31 décembre 2016											1 374	1 374	90	1 465
Effet des acquisitions et des cessions (4)					-158	-41	0					-199	-43	-241
Autres					-8	-2						-9	1	-8
Capitaux propres au 31 décembre 2016	5 019	5 875	1 611	1	4 805	950	629	-255	-62	-111	1 374	19 836	1 296	21 131
Affectation du résultat de l'exercice 2016		81			1 293						-1 374	0		
Capitaux propres au 31 décembre 2016 après affectation du résultat	5 019	5 956	1 611	1	6 098	950	629	-255	-62	-111	0	19 836	1 296	21 131
Augmentation de capital	0	-0										0		0
Élimination des titres auto-détenus				-25	-0							-26		-26
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					10							10		10
Distribution 2017 au titre du résultat 2016					-1 098							-1 098	-79	-1 176
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	-0	0	-25	-1 087	0	0	0	0		0	-1 113	-79	-1 191
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence			621		0							621		621
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence					-94							-94		-94
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-645	-13	108	-137			-688	-28	-715
Affectation en réserve du risque de crédit propre réalisé sur la période					-4				4			0		0
Variation des										-11		-11		-11

écarts actuariels IAS19 R														
Résultat au 31 décembre 2017											1 669	1 669	192	1 861
Effet des acquisitions et des cessions (5)					-344	-22	21			-0		-345	-190	-535
Autres (6)					-80							-80	0	-80
Capitaux propres au 31 décembre 2017	5 020	5 956	2 232	-25	4 490	282	637	-148	-196	-123	1 669	19 795	1 192	20 987

1. Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus-values à long terme et autres réserves de Natixis ;

2. Autres instruments de capitaux propres émis : il s'agit des titres super subordonnés à durée indéterminée. Au 31 décembre 2017, deux nouvelles émissions de TSSDI ont été souscrites par BPCE pour un montant total de 897 millions d'euros et un remboursement de -276 millions d'euros sur des TSSDI émis en 2007 a été constaté. Au 31 décembre 2016, une nouvelle émission de TSSDI avait été souscrite par BPCE pour 400 millions d'euros (janvier 2016) et un remboursement partiel de - 2 millions d'euros avait été constaté ;

3. Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1er janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat.

L'impact de l'application anticipée des dispositions sur les passifs financiers de la norme IFRS9 « Instruments financiers » constaté dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » dans les capitaux propres d'ouverture correspond au spread de crédit propre au 1er janvier 2016 soit 49 millions d'euros (montant brut) et -17 millions d'euros d'impact en impôt associé (cf. Note 1.6).

Les « variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » de l'exercice 2016 comptabilisées en capitaux propres, latentes et réalisées, s'élèvent à -156,5 millions d'euros (montant brut et +53,9 millions d'euros d'impact en impôt associé)

Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres en 2016 s'élèvent à + 12 millions d'euros (montant brut et - 4 millions d'euros d'impact en impôt associé)

Les « variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au 31 décembre 2017 comptabilisées en capitaux propres, latentes et réalisées, s'élèvent à -185,3 millions d'euros (montant brut et +48,5 millions d'euros d'impact en impôt associé)

Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres au 31 décembre 2017 s'élèvent à + 5,3 millions d'euros (montant brut et -1,8 millions d'euros d'impact en impôt associé) ;

4. En 2016, les capitaux propres part du groupe comprennent les effets suivants :
-224

Expliqué 31/12/2016

- 73 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Peter J. Solomon Company (PJSC) ;

- 24 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Ciloger ;

- 65 millions d'euros d'effet lié à la réévaluation et à la désactualisation des options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de l'entité DNCA France ;

- 18 millions d'euros relatifs à l'acquisition de 40% d'AEW Europe ;

- 44 millions d'euros d'écart de conversion faisant suite au remboursement de 400 millions de dollars de report à nouveau par la succursale de New York ;

5. Au 31 décembre 2017, les capitaux propres part du groupe comprennent les effets suivants :

- 111 millions d'euros d'effet lié à la réévaluation et à la désactualisation des options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires des entités DNCA France (-63,1 million d'euros), Ciloger (-16,1 million d'euros), Dorval (-29 million d'euros), Darius (-6,7 million d'euros) et Lakooz (+3,8 million d'euros) ;

- 38 millions d'euros relatifs à l'acquisition en deux temps (51% sur le 1er semestre 2017 et 49% sur le second semestre 2017) auprès de BPCE de 100% de l'entité S-Money et de sa filiale Lakooz ;

+ 18 millions d'euros relatifs à l'acquisition auprès du Crédit Coopératif des entités Batilease et intercoop ;

- 94 millions d'euros relatifs au rachat des 40% de minoritaires (Macif et Maif) chez BPCE Assurances ;

- 7 millions d'euros relatifs au rachat des parts d'un manager d'Ossiam ;

+8 millions d'euros relatifs à la cession d'Ellisphère ;

- 62 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Dalenys ;

- 56 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société IML (Investors Mutual Limited) ;

- 4 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Payplug ;

6. Au 31/12/2017, les autres reclassements inclus - 87 millions d'euros relatifs à la sortie de la plus-value de reclassement suite au remboursement d'une ligne de TSSDI.

V. — Tableau des flux de trésorerie nette.

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie résultant de l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant impôts	2 651	2 287
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	320	304
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-5	78
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	7 536	4 493
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	-26	-13
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-418	-481
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	87	139
+/- Autres mouvements	-1 939	-1 123
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	5 556	3 398
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 958	7 266
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	14 212	-706
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-18 739	-203
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-5 551	1 662
- Impôts versés	-213	-488
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-12 249	7 531
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-4 042	13 216
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (1)	200	196
+/- Flux liés aux immeubles de placement	50	143
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-324	-62
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-74	278
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-1 176	-1 179
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement (3)	-127	-884
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 303	-2 063
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés	-1	-6
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-1 981	887
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-7 401	12 312
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-4 042	13 216
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-74	278
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-1 303	-2 063
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés	-1	-6
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-1 981	887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	37 969	25 656
Caisse, Banques Centrales (actif et passif)	26 703	21 190
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	11 266	4 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	30 568	37 969
Caisse, Banques Centrales (actif et passif)	36 901	26 703
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	-6 333	11 266
Variation de la trésorerie nette	-7 401	12 312

(1) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations comprennent notamment :

- Les flux liés aux actifs détenus jusqu'à l'échéance pour + 244 millions d'euros ; (contre + 316 millions d'euros sur l'exercice 2016)
- les flux liés aux titres de participation consolidés pour - 460 millions d'euros correspondant à l'achat de 52% d'Investors Mutual Limited (-104 millions d'euros), 54% de Danelys (-91 millions d'euros), S-Money et sa filiale Lakooz (-39 millions d'euros), 97% de Batlease et de sa filiale Intercoop (-38 millions d'euros), 79% de Payplug (-21 millions d'euros), 51% d'Althélia Ecosphère (-3 millions d'euros), l'acquisition complémentaire de 13,67% d'Ossiam (-5 millions d'euros), le rachat des 40% de minoritaires chez BPCE Assurances (-272 millions d'euros), +14 millions d'euros de trésorerie acquise (dont +10 millions d'euros sur la consolidation du véhicule de titrisation Purple Finance Clo 1 et +4 millions d'euros lors de l'acquisition d'IML), la cession d'Ellisphère (+55 millions d'euros), d'JCOF Corporate (+9 millions d'euros) et d'IDFC (+35 millions d'euros), l'exercice d'une partie du put sur Euro Private Equity (-1 million d'euros) ;
- les flux liés aux titres de participation non consolidés pour + 416 millions d'euros, dont +380 millions d'euros sur la cession de notre participation de 15% dans CACEIS

(2) Les flux provenant ou à destination des actionnaires comprennent les dividendes versés à BPCE à hauteur de - 780 millions d'euros et ceux versés au hors groupe - 396 millions d'euros

(3) Les flux provenant des activités de financement se décomposent notamment de la manière suivante :

- Une variation positive des TSSDI de +621 millions d'euros correspondant d'une part à deux nouvelles émissions souscrites par BPCE pour 500 millions de dollars chacune, la première réalisée sur le premier trimestre et la deuxième sur le dernier trimestre (contre-valorisées en euro respectivement pour +474 millions d'euros et +423 millions d'euros) et d'autre part, à un remboursement sur le dernier trimestre d'une émission valorisée en juste valeur en 2009 lors de sa comptabilisation initiale en capitaux propres pour une valeur de +276 millions d'euros ;
- arrivée à échéance le 20 janvier 2017 d'un EMTN émis en 2006 pour -500 millions d'euros et remboursement le 7 décembre 2017 d'un emprunt auprès de BPCE pour -40 millions d'euros ;
- Intérêts payés sur les titres subordonnés pour - 115 millions d'euros ;
- Rémunération des titres super subordonnés inscrits en capitaux propres pour - 94 millions d'euros

VI. — Notes et Annexes.

Note 1. — Normes comptables appliquées.

1.1. Normes IFRS et interprétations IFRIC appliquées par Natixis. — En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de Natixis au 31 décembre 2017 sont établis conformément aux normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC telles qu'adoptées dans l'Union européenne et applicables à cette date¹.

Les comptes consolidés de Natixis sont composés du bilan, du compte de résultat, de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global (antérieurement dénommé état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres), du tableau de variation des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des notes annexes.

Les comptes présentés au titre du comparatif sont ceux publiés par Natixis dans le document de référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 21 mars 2017. Conformément au règlement européen 809/2004 relatif aux informations contenues dans les prospectus, les comptes du 31 décembre 2015 publiés dans le document de référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 10 mars 2016 sont inclus par référence dans le présent document de référence.

Textes applicables depuis le 1^{er} janvier 2017 :

— L'amendement à la norme IAS 7 « État des flux de trésorerie » intitulé « Initiative concernant les informations à fournir » adopté par la Commission européenne le 6 novembre 2017 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 dans les comptes de Natixis. Cet amendement vise à améliorer les informations à fournir relatives à la variation de l'endettement provenant des opérations de financement, que cette variation résulte de mouvements de trésorerie ou non. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;

— L'amendement à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » intitulé « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » adopté par la Commission européenne le 6 novembre 2017 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 dans les comptes de Natixis. Cet amendement vise à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes latentes sur les instruments de dettes évalués à la juste valeur. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis.

Natixis n'a pas appliqué par anticipation les textes suivants adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2017 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

— **La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers »** a été adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016 et sera applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018, à l'exception des dispositions relatives aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, pour lesquelles Natixis a mis en œuvre l'option offerte par la norme permettant de les appliquer par anticipation dans les comptes de Natixis à compter du 1^{er} janvier 2016 (cf. ci-après).

La norme IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs financiers, une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers, ainsi qu'un nouveau mode de traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB. Les traitements suivants s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, en substitution des principes comptables actuellement appliqués pour la comptabilisation des instruments financiers. En application des dispositions de la norme IFRS 9 relatives à la transition, Natixis ne prévoit pas de communiquer une information comparative pour ses états financiers.

Classement et Évaluation. — Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat, et, pour les instruments de dettes, en fonction de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou « business model ») et des caractéristiques de leurs flux contractuels (« SPPI » Solely Payments of Principal & Interests).

Modèle de gestion ou « Business model »

Le « Business model » de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire à l'entité pour apprécier le modèle économique mis en œuvre.

La détermination du modèle économique doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes. A titre d'exemple :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, la rémunération est-elle fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et la motivation de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle économique doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle économique n'est donc pas déterminé instrument par instrument, mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

— Un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :

- Les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
- Les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dûs ;
- Les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

— Pour Natixis, le modèle de collecte s'appliquerait notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;

— Un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »). Natixis appliquerait le modèle de collecte et de vente essentiellement aux activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité ;

Et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'appliquerait à l'activité de syndication et aux activités de marché mises en œuvre par la Banque de Grande Clientèle.

Détermination du caractère basique ou « SPPI »

Un actif financier est basique si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû.

¹ Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Le « principal » est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les « intérêts » représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques des taux applicables ;
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (« Benchmark test ») consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

Les actifs financiers basiques « SPPI » sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (« mismatch ») de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère « SPPI ».

Les actifs financiers non-basiques « non-SPPI » incluent notamment : les parts d'OPCVM et les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions.

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et ;
- les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. Dans ce cas, l'actif est dit basique et ses flux sont réputés « SPPI ».

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et ;
- les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. Dans ce cas, l'actif est dit basique et ses flux sont réputés « SPPI ».

Les instruments de dette inclus dans les deux business model de collecte ou de collecte et de vente ne respectant pas les critères « SPPI » sont évalués à la juste valeur par résultat.

Les instruments de dette inclus dans un business model propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, sont évalués à la juste valeur par résultat.

Les instruments de dette dits « SPPI » et inclus dans les deux business model de collecte et de collecte et de vente ne pourront être désignés à la juste valeur par résultat que si cette option permet de réduire une incohérence en résultat (dénommé « non concordance comptable » sous IAS 39).

Enfin, la norme requiert l'identification des contrats renégociés ou autrement modifiés et qui ne donnent pas lieu à décomptabilisation. Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels en actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans possibilité de reclasser ultérieurement les gains et pertes réalisés en résultat.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers.

Concernant **les passifs financiers**, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation relatifs aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Depuis 2016, Natixis applique de façon anticipée les dispositions relatives à la comptabilisation des profits et pertes des passifs financiers désignés à la juste valeur sur option telles que prévues par la norme IFRS 9 « Instruments financiers », adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016. Suivant ces nouvelles dispositions, le montant de variations de juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur sur option, attribuable aux variations du risque de crédit de ces passifs est présenté dans les autres éléments du résultat global, dès lors que ce mode de comptabilisation ne crée pas ou n'accroît pas une non-concordance comptable au niveau du résultat net.

En conséquence, au 1^{er} janvier 2016, Natixis avait constaté, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » de ses capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2016, le montant de juste valeur du spread émetteur, soit 49 millions d'euros (montant brut).

Natixis avait comptabilisé dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » parmi les gains et pertes du résultat global non recyclables 144,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2016 (montant brut) et a constaté à ce même titre 180 millions d'euros en 2017 (montant brut).

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9.

Dépréciation. — La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé non plus sur les pertes de crédit avérées, mais sur les pertes de crédit attendues calculées sur l'ensemble des portefeuilles comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (recyclables), ainsi que sur les créances de location-financement au titre d'IAS 17 et sur les actifs sur contrats au titre d'IFRS 15. Ce modèle unique de dépréciation s'applique également au provisionnement des engagements de financement situés en dehors du champ d'application de la présente norme (pour leur évaluation) et au provisionnement des engagements de garantie financière, à l'exception de ceux qui sont valorisés à la juste valeur par le résultat.

Le nouveau dispositif de dépréciation de la norme IFRS 9 impose de constater, à l'initiation, les pertes attendues à un an (statut 1), puis dans un second temps, si le risque de crédit s'est détérioré de façon significative depuis l'origine, les pertes attendues à maturité (statut 2). Dans un troisième temps, si la qualité du crédit se dégrade au point que la recouvrabilité de la créance est menacée, les pertes attendues à maturité doivent être provisionnées (statut 3), à l'identique de ce que prescrit la norme IAS 39 pour la dépréciation sur base individuelle des créances en défaut (cf. note 5.3). Une dépréciation doit être enregistrée selon les trois catégories suivantes :

Statut 1 (stage 1) :

- Il n'y a pas de dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- Une dépréciation pour risque de crédit est comptabilisée à hauteur des pertes attendues à un an ;
- Les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'actif avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2) :

- En cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'entrée au bilan de l'actif financier, ce dernier est transféré depuis la catégorie 1 vers cette catégorie ;
- La dépréciation pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) ;
- Les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'actif avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3) :

- Dans le cas d'une indication objective de perte de valeur liée à un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif ;
- La dépréciation pour risque de crédit reste calculée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) ;
- Les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'actif après dépréciation.

Par ailleurs, la norme distingue les purchased or originated credit impaired « POCI » ou actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur origination, qui correspondent à des actifs financiers acquis ou créés et déjà dépréciés au titre du risque de crédit lors de leur comptabilisation initiale.

Lors de la comptabilisation initiale, un taux d'intérêt effectif doit être ajusté en fonction de la qualité de crédit : les flux estimés recouvrables prennent en compte les pertes de crédit attendues. Les dépréciations ultérieures sont calculées en réestimant les flux recouvrables à partir du taux d'intérêt effectif réestimé. En cas de réestimation des flux supérieurs aux flux recouvrables, alors un gain peut être constaté en résultat.

Couverture. — La norme IFRS 9 introduit un modèle de comptabilité de couverture modifié, davantage en adéquation avec les activités de gestion des risques.

Mise en œuvre de la norme IFRS 9. — Compte tenu de l'importance des changements apportés par la norme IFRS 9, Natixis conduit des travaux de mise en œuvre dans le cadre d'une organisation de projet faisant intervenir l'ensemble des métiers et fonctions supports concernés.

Entamés dès le premier semestre 2015, les travaux d'analyse, de conception et de développement informatique se sont poursuivis au cours de l'exercice 2016 et du 1^{er} semestre 2017. Le second semestre 2017 a été consacré principalement aux recettes, à la finalisation des travaux de calibrage des modèles, à l'achèvement de la documentation et à l'adaptation des processus découlant de la mise en œuvre de cette nouvelle norme dans le cadre de la conduite du changement.

Sur la base des travaux menés à date sur le volet Classification et Evaluation, il ressort que l'essentiel des actifs financiers qui étaient comptabilisés jusqu'au 31 décembre 2017 au coût amorti sous IAS 39 continueraient à remplir les conditions pour une comptabilisation au coût amorti sous IFRS 9 et de même, que l'essentiel des actifs financiers qui étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente ou parmi les actifs à la juste valeur par résultat sous IAS 39 continueraient à être évalués à la juste valeur par capitaux propres ou par résultat sous IFRS 9.

Les reclassements identifiés, compte tenu des travaux menés, sont les suivants :

— Pour les portefeuilles de financement :

- Les opérations de pension classées en juste valeur sur option selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction seront comptabilisées dans les « Actifs à la juste valeur par résultat » ;
- Les opérations de pension classées en prêts et créances selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de trading selon IFRS 9 seront classées parmi les « Actifs à la juste valeur par résultat ».

Les financements et créances resteraient, dans leur très grande majorité, classés et valorisés au coût amorti. Concernant ces financements, Natixis détient un portefeuille de prêts à taux fixe intégrant une clause de remboursement symétrique : Le board de l'IASB a été saisi en décembre 2016 de questions concernant l'interprétation de ces clauses et l'évaluation du caractère basique des instruments auxquels elles sont attachées. L'amendement a été publié le 12 octobre 2017 par l'IASB et est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Natixis l'appliquera par anticipation au 1^{er} janvier 2018 dès lors que le texte de l'amendement sera adopté par la Commission européenne. Cet amendement ouvre la possibilité de considérer ces instruments comme basiques, en permettant ainsi une comptabilisation au coût amorti ou selon le modèle de collecte et de vente dès lors qu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte sous IFRS 9.

— Pour les portefeuilles de titres, les reclassements devraient concerner principalement :

- Les titres de dette détenus dans le cadre de la réserve de liquidité comptabilisés sous IAS 39 en actifs disponibles à la vente et qui, étant gérés dans le cadre d'un modèle économique de collecte et vente, seront reclassés parmi les actifs à la juste valeur par OCI recyclables ;
- Les parts d'OPCVM ou de FCPR, à l'exception de ceux du métier de l'assurance, qualifiées d'instruments de capitaux propres sous IAS 39 et classées dans les catégories des « Actifs disponibles à la vente » ou « Actifs financiers à la juste valeur sur option » qui sont analysées sous IFRS 9 comme des instruments de dettes ayant des caractéristiques non basiques et en conséquence, qui seront comptabilisées dans les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ;
- Les titres de participation comptabilisés parmi les actifs disponibles à la vente sous IAS 39, qui comme la norme IFRS 9 le permet seront, sur option individualisée, soit enregistrés dans les « Actifs à la juste valeur par résultat », soit dans les « Actifs à la juste valeur par OCI » (non recyclables y compris en cas de cession), seuls les dividendes demeurent enregistrés en résultat en cas d'option pour cette dernière catégorie.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers au coût amorti et d'actifs financiers à la juste valeur ont un impact net sur les capitaux propres consolidés de Natixis en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs. Néanmoins, ces reclassements étant peu nombreux ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût compte tenu notamment de la maturité résiduelle des opérations concernées, il n'est pas attendu de ces reclassements d'impact significatif, dans les capitaux propres d'ouverture de Natixis au 1^{er} janvier 2018.

Concernant la déclinaison des nouvelles dispositions en matière de dépréciation :

La mesure de la dégradation significative sera principalement opérée au travers de la combinaison de données historiques internes issues, pour la plupart, du dispositif actuel de suivi du risque et adaptées aux caractéristiques des portefeuilles. La mesure de la dégradation significative prendra en compte notamment :

– Pour les prêts et les engagements de financement et de garantie : l'évolution entre la date d'octroi et la date d'arrêté de la note de la contrepartie, le statut de la contrepartie dans le cadre du processus de surveillance du risque de crédit de Natixis (intégrant le statut « forbearance »), l'impayé non technique, ainsi que la note interne du secteur ou du pays d'appartenance de la contrepartie ;

– Pour les titres de dettes : la norme IFRS 9 permet de supposer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition pourrait être appliquée pour les titres de dette notés « Investment Grade ».

Pour les titres de dette notés « Non Investment Grade », les critères identiques à ceux mentionnés supra pour les prêts et les engagements de financement et de garantie seront appliqués.

Natixis s'appuiera pour le calcul des dépréciations sur les modèles de calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le cadre des stress tests réglementaires.

La méthodologie de calcul des dépréciations sera basée sur les trois paramètres principaux : la probabilité de défaut « PD », la perte en cas de défaut « LGD » (Loss Given Default) et le montant de l'exposition en cas de défaut « EAD » (Exposure at default). Les dépréciations seront le produit de la PD par la LGD et l'EAD, sur la durée de vie de l'instrument (Catégorie 2) ou sur un horizon d'un an (catégorie 1). Ces dépréciations seront calculées en tenant compte d'un facteur d'actualisation en date d'arrêté basé sur le taux d'intérêt effectif ou d'une approximation de celui-ci.

Des ajustements spécifiques seront réalisés pour prendre en compte les conditions courantes et les projections prospectives macro-économiques (Forward Looking). Les mesures pourront donc, dans certains cas, être significativement différentes des mesures utilisées dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres, compte tenu des marges de prudence intégrées dans ces dernières et de leur caractère « à travers le cycle », ces deux éléments n'étant pas retenus dans l'évaluation des paramètres utilisés pour la détermination des provisions sous IFRS 9 en conformité avec la norme. Ainsi :

– les paramètres IFRS 9 viseront ainsi à estimer au plus juste les pertes dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels seront dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs de ces marges de prudence seront retraitées ;

– les paramètres IFRS 9 devront permettre d'estimer les pertes jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels seront définis afin d'estimer les pertes sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an seront donc projetés sur des horizons plus longs.

L'ajustement des paramètres au contexte économique se fera via la définition de scénarii économiques raisonnables et justifiables, associés à des probabilités d'occurrence. Le dispositif de projection se fondera également sur le processus budgétaire. Trois scénarios économiques (le scénario budgétaire médian accompagné de la vision optimiste et pessimiste de celui-ci), associés à des probabilités, seront ainsi définis sur un horizon de trois ans. Les scénarii et pondérations seront définis à l'aide d'analyses du département de la Recherche économique Natixis et du jugement expert du management.

Les modèles qui seront mis en œuvre pour le calcul des dépréciations sont élaborés ou mis en cohérence de manière centralisée afin d'assurer une consistance des méthodes au sein de Natixis, du Groupe BPCE et d'autres entités dont Natixis Financement, selon la nature des expositions considérées.

Dans le cadre du processus de détermination et de contrôle des dépréciations, des comités seront mis en place. Ils seront composés de membres de plusieurs directions de Natixis associant notamment la direction financière et la direction des risques, ainsi que d'experts. Les objectifs de ces comités seront de proposer pour validation les paramètres utilisés et les scénarios macro-économiques et de s'assurer de la cohérence des hypothèses.

Le nouveau modèle de provisionnement pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations pour risque de crédit dans la mesure où tous les actifs financiers seront évalués sur la base de pertes de crédit attendues au moins à 12 mois. De plus, le volume d'actifs financiers auxquels s'applique la perte de crédit attendue sur la durée de vie restante sera probablement plus important que celui pour lequel il existe une indication objective de dépréciation conformément à IAS 39.

S'agissant de la comptabilité de couverture :

Natixis, à l'instar du Groupe BPCE, a choisi en cohérence avec la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilité des opérations de couverture. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture sous IAS 39 restera documenté de la même façon en couverture à partir du 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, les informations en annexes respecteront les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

S'agissant de l'application de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance :

L'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers a été adopté le 3 novembre 2017 et est applicable au 1^{er} janvier 2018. Ce règlement européen permet aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur d'assurance jusqu'au 1^{er} janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

– de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments à la juste valeur par le résultat) ;

– d'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;

– d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Natixis étant un conglomérat financier prévoit d'appliquer cette disposition pour ses entités d'assurance qui demeureront suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, Natixis Assurances, BPCE vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, ADIR, BPCE prévoyance, BPCE Assurances et BPCE IARD.

— **La nouvelle norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »** a été adoptée par la Commission Européenne le 22 septembre 2016 et sera applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018. L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » adopté par la Commission européenne le 31 octobre 2017 est également applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 15 remplacera les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits et impose désormais un modèle de comptabilisation unique pour tous les revenus tirés de contrats conclus avec des clients.

Selon cette norme, la comptabilisation du produit des activités ordinaires devra désormais refléter le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services.

La norme IFRS 15 introduit ainsi une nouvelle démarche générale de comptabilisation du revenu en 5 étapes :

– Identification des contrats avec les clients ;

– Identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;

– Détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;

– Allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;

– Comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4), des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Les travaux d'analyses d'impacts de l'application de cette nouvelle norme, engagés par Natixis depuis le second semestre 2016, sont finalisés. Ces travaux se sont appuyés sur des diagnostics réalisés au sein des entités concernées et ont permis d'identifier les principaux postes potentiellement impactés, dont :

- Les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière ;
- Les produits des autres activités, notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location.

Ces travaux ont confirmé que Natixis n'est que très peu concernée par certains enjeux de première application de la norme IFRS 15 identifiés au sein d'autres établissements bancaires tels que la promotion immobilière, les programmes de fidélité ou la téléphonie.

Sur la base des travaux réalisés, Natixis n'anticipe pas d'impacts significatifs de première application de la norme IFRS 15, ni sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018, ni sur les postes du compte de résultat de l'exercice 2018.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 15, Natixis ne prévoit pas de communiquer une information comparative dans ses états financiers.

— **La norme IFRS 16 « Contrats de Locations »** adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de ces contrats. Elle sera applicable au 1^{er} janvier 2019 de façon rétrospective suivant des modalités de transition spécifiques.

Selon la norme IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Pour le preneur, la norme imposera la comptabilisation au bilan de tous les contrats de location sous forme d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, enregistré dans les immobilisations et au passif la comptabilisation d'une dette financière au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location. Natixis a prévu d'utiliser l'exception prévue par la norme en ne modifiant pas le traitement comptable des contrats de location de courte durée (inférieure à 12 mois) ou portant sur des actifs sous-jacents de faible valeur (valeur à neuf unitaire 5000 euros au plus).

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et la dette financière actuariellement sur la durée du contrat de location. La charge d'intérêt relative à la dette financière et la charge d'amortissement du droit d'utilisation seront portées distinctement au compte de résultat. A contrario, selon l'actuelle norme IAS 17, les contrats dits de location simple ou opérationnelle ne donnent pas lieu à un enregistrement au bilan et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

Les travaux d'estimation du montant des droits d'utilisation à comptabiliser au bilan ont débuté en 2016 et se sont poursuivis au cours de l'exercice 2017. A ce stade, les effets de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 portent principalement sur les actifs immobiliers loués pour les besoins de l'exploitation à titre de bureaux. Natixis s'attend à ce que cet impact soit significatif au bilan sur le poste immobilisations et sur les postes de passifs financiers.

Pour la première application de cette norme, Natixis a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 1^{er} janvier 2019, sans comparatif au niveau de l'exercice 2018 et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

En outre, Natixis a tenu compte pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2017 :

- pour la valorisation de ses instruments financiers, de la recommandation publiée le 15 octobre 2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission Bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, ainsi que du guide intitulé « Evaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables au 31 décembre 2017, à l'instar des précédents arrêtés, compte tenu de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs ;
- pour l'information relative aux expositions à risques, de la déclinaison française des recommandations du Forum de Stabilité Financière (FSF). Ces informations présentées suivant le format proposé par la Commission Bancaire dans son document « Note de présentation relative à la déclinaison française des recommandations formulées par le FSF en matière de transparence financière », publié le 29 mai 2008, ont été intégrées dans la partie 3.13 du chapitre « **Risques et adéquation des fonds propres** » du document de référence.

1.2. Présentation des comptes consolidés. — Les comptes consolidés sont établis suivant les principes d'évaluation et de présentation exposés dans les notes 2 et 5 ci-après.

1.3. Date de clôture. — Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2017 des entités comprises dans le périmètre de consolidation de Natixis.

1.4. Notes aux états financiers. — Les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en millions d'euros (sauf mention particulière).

Note 2. – Principes et modalités de consolidation.

2.1. Périmètre de consolidation. — Les comptes consolidés de Natixis regroupent les comptes de la société Natixis et de ses principales filiales.

Seules les filiales qui contribuent de façon significative aux comptes de Natixis sont consolidées.

La notion de significativité résulte de la mise en œuvre de seuils différenciés par métier et d'une appréciation qualitative de la pertinence de l'apport des entités dans les comptes consolidés de Natixis. Les principaux seuils applicables sont les suivants :

Métiers (En millions d'Euros)	Total bilan	Produit net bancaire	Résultat net
Banque de Grande Clientèle	250	15	+/- 2
Gestion d'actifs et de Fortune	60	5	+/- 2
Assurance	60	5	+/- 2
Services Financiers spécialisés	60	12	+/- 2
Coface et Hors-pôle	60	5	+/- 2

Par exception aux seuils décrits ci-dessus, et pour se conformer à l'article 19 du règlement (UE) n° 575/2013, le seuil de consolidation est ramené à 10 millions d'euros (total bilan et engagements de hors bilan hors dérivés) pour les entités répondant à la définition d'établissements financiers ou entreprises de services auxiliaires.

Concernant les OPCVM et les participations immobilières du périmètre de Natixis Assurances, le seuil de matérialité retenu pour l'intégration dans le périmètre de consolidation est le suivant :

- total du bilan ou de la situation nette de l'OPCVM supérieur à 0,5% des placements de Natixis Assurances ;
- le total des entités exclues du périmètre ne représentant pas plus de 5% du total des placements.

Le périmètre de consolidation inclut toutes les entités significatives que Natixis contrôle ou sur lesquelles elle exerce un contrôle conjoint ou une influence notable. Les normes IFRS prévoient trois types de contrôles : le contrôle au sens du contrôle exclusif, le contrôle conjoint et l'influence notable. L'analyse du contrôle ne se limite pas à l'identification des droits de vote détenus, mais inclut l'analyse économique et juridique des relations qui lient les différentes entités faisant l'objet de l'analyse précitée.

L'existence d'un contrôle ou d'une influence notable s'apprécie notamment au regard des droits de vote et des droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont exerçables ou convertibles à tout moment et qu'ils confèrent un pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité. Ces droits peuvent provenir, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché ou de conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt sauf si l'on concluait que ces droits de vote donnent accès aux avantages économiques attachés aux titres sous-jacents.

Le périmètre des entités consolidées par Natixis figure en note 17 des états financiers.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage de contrôle et d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par Natixis, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part de Natixis dans l'actif net de la société détenue.

2.2. Notion de contrôle et méthodes de consolidation :

2.2.1. Contrôle d'une entité. — Les entités contrôlées par Natixis sont consolidées selon la norme IFRS 10 en appliquant la méthode de l'intégration globale. Cette norme définit un modèle unique de contrôle applicable à l'ensemble des entités, qu'il s'agisse d'entités à gouvernance classique ou bien d'entités structurées (cf. note 4). Le contrôle d'une entité doit être analysé au travers de trois critères cumulatifs :

- la détention du pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité,
- l'exposition ou le droit aux rendements variables en raison de ses liens avec l'entité,
- la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant des rendements variables obtenus.

Lorsque les droits de vote ou droits similaires constituent le facteur déterminant pour diriger une entité, le contrôle est généralement établi lors d'une détention de plus de 50% des droits de vote.

Dans le cas contraire, l'évaluation du contrôle nécessite l'exercice du jugement et la prise en compte de tous les faits et circonstances tels que :

- l'objectif et les modalités et circonstances de création de l'entité ;
- la nature des activités pertinentes de l'entité et la façon dont sont prises les décisions les concernant ;
- l'étendue des droits décisionnels (résultant des droits de vote ou d'accords contractuels) détenus par Natixis concernant la gestion des activités pertinentes de l'entité, celles-ci correspondant aux activités ayant une incidence importante sur les rendements de l'entité ;
- l'exposition à la variabilité des rendements de l'entité (*importance des rendements perçus par Natixis par rapport à ceux perçus par les autres investisseurs,...*) ;
- les droits détenus par les autres parties (*droits de révocation, droits de remboursement anticipé, droits de dissolution de l'entité,...*).

Si, après la revue de ces critères, Natixis conclut que les droits décisionnels dont elle dispose sur la gestion des activités pertinentes de l'entité lui permettent d'influencer sur le montant des rendements variables obtenus, alors Natixis en détient le contrôle aux termes d'IFRS 10 et cette entité est consolidable en intégration globale.

La méthode de l'intégration globale consiste à substituer à la valeur comptable de la participation, chacun des éléments d'actif et de passif de la filiale.

La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan, au compte de résultat et dans l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global.

2.2.2. Contrôle conjoint : coentreprises et activités conjointes. — Natixis exerce un contrôle conjoint lorsqu'en vertu d'un accord contractuel, les décisions sur les activités pertinentes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle du partenariat et que chaque partenaire a la capacité d'empêcher les autres partenaires de contrôler l'accord.

La norme IFRS 11 distingue deux types de partenariats : les coentreprises et les activités conjointes.

— Les coentreprises sont des partenariats dans lesquels les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Elles sont consolidées par mise en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable de la participation dans les comptes du détenteur, la quote-part d'intérêt de Natixis dans les capitaux propres et le résultat de l'entité détenue. Les titres sont inscrits pour cette valeur réévaluée à l'actif du bilan consolidé, au poste « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La différence entre la valeur historique des titres et leur valeur réévaluée est comptabilisée au passif du bilan dans les « Capitaux propres part du groupe » et au résultat dans les postes de « Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence » du compte de résultat consolidé et « Quote-part de gains ou pertes directement comptabilisées en capitaux propres sur entités mises en équivalence » dans l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global. L'écart d'acquisition lié à des coentreprises est inclus dans la valeur comptable.

— Ces participations sont soumises à un test de dépréciation dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation. Si la valeur recouvrable de la participation est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est alors enregistrée sur la ligne « Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence » du compte de résultat consolidé.

Si la quote-part de Natixis dans les pertes d'une entreprise mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entreprise, Natixis cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de l'entreprise associée sont provisionnées uniquement lorsque Natixis a une obligation légale ou implicite de les couvrir ou lorsqu'elle a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise.

Au 31 décembre 2016, les tests de dépréciation menés avaient conduit à déprécier de 12,6 millions d'euros les titres de participation mis en équivalence des entités IDFC, entités du pôle Épargne. Cette dépréciation était comprise dans la ligne « Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence » du compte de résultat. L'écart d'acquisition après dépréciation inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence s'élevait à 4,3 millions d'euros. Les entités IDFC ont été cédées au cours de l'exercice 2017, et le résultat de cession lié à la vente des entités et à la fermeture NGAM Asia s'élève à 0,6 millions d'euros au 31 décembre 2017 (cf. note 3.2).

— Les activités conjointes sont des partenariats dans lesquels les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur les actifs et des obligations sur les passifs relatifs à celle-ci. Une participation dans une activité conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité conjointe, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global.

2.2.3. Influence notable sur les entreprises associées. — L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée quand Natixis dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entreprise précitée. La norme IAS 28 définit les entreprises sur lesquelles une influence notable est exercée comme des entreprises associées. Celles-ci sont consolidées par mise en équivalence selon les mêmes modalités que les coentreprises (voir ci-avant), à l'exception des participations de capital investissement que Natixis classe dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat, conformément à l'option ouverte dans la norme IAS 28.

En outre, s'agissant de la participation de Natixis dans l'entité EFG Hermès détenue par le biais de l'entité DF EFG 3 limited, bien que la fraction des droits de vote détenue représente 12,9%, elle a été analysée comme consolidable suivant la méthode de la mise en équivalence en raison notamment du nombre de sièges détenus par Natixis au conseil d'administration de la société. Elle n'est toutefois pas consolidée dans les comptes au 31 décembre 2017 comme au 31 décembre 2016, en raison de l'absence de comptes consolidés au format IFRS. La participation a été acquise pour un prix de 85 millions de dollars. Elle est enregistrée en « Actifs financiers disponibles à la vente » pour une valeur de 87,5 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 96,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

2.3. Variation de périmètre. — En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt de Natixis dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les « Réserves consolidées ». En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de Natixis dans une entité sans perte de contrôle, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part d'intérêts cédés est également enregistrée dans les « Réserves consolidées ».

La prise de contrôle par achats successifs de titres d'une entité précédemment comptabilisée en actifs financiers disponibles à la vente (Available For Sale : AFS) est reflétée comptablement comme deux opérations lors de la prise de contrôle :

- la cession des titres précédemment constatés en actifs financiers disponibles à la vente, et ,
- l'acquisition de la totalité des titres détenus après la prise de contrôle.

Dans ce cas, l'écart d'acquisition est déterminé en une seule fois à partir de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en date de prise de contrôle de l'entité.

Lors de la perte de contrôle d'une filiale consolidée, la quote-part éventuellement conservée est évaluée à sa juste valeur et la plus ou moins-value de cession est comptabilisée parmi les « Gains ou pertes sur autres actifs » du compte de résultat consolidé.

Les plus ou moins-value dégagées lors des cessions d'entreprises mises en équivalence sont présentées parmi les « Gains ou pertes sur autres actifs » du compte de résultat consolidé.

2.4. Traitement des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires. — La mise en place par Natixis d'une option de vente au bénéfice des actionnaires minoritaires n'a pas d'impact sur le calcul du pourcentage de contrôle de Natixis dans la filiale considérée tant que l'option n'est pas exercée, sauf si Natixis détient, en sus, une option d'achat exercable immédiatement.

La mise en place d'une option de vente à des actionnaires minoritaires n'a pas d'incidence sur le pourcentage d'intérêt de Natixis dans la filiale considérée sauf cas particulier où l'option de vente est associée à la détention par Natixis d'une option d'achat et que les options croisées donnent droit immédiatement aux avantages économiques attachés aux titres sous-jacents.

La mise en place d'une option de vente à des actionnaires minoritaires, qui ne transfère pas à Natixis avant son exercice les risques et avantages liés aux titres sous-jacents, donne lieu à la comptabilisation d'une dette pour la valeur actuelle estimée du prix d'exercice de l'option. La contrepartie de cette dette est enregistrée dans les capitaux propres, en déduction des intérêts minoritaires à hauteur de leur valeur comptable et pour le solde en déduction des réserves consolidées part du groupe. Les variations ultérieures de la dette liées à l'ajustement du prix d'exercice de l'option de vente sont comptabilisées dans les réserves consolidées part du groupe.

Les résultats afférents aux intérêts minoritaires faisant l'objet de l'option de vente sont présentés dans la rubrique « Résultat net de la période – part revenant aux intérêts minoritaires » au compte de résultat consolidé.

2.5. Traitement des acquisitions et écarts d'acquisition. — Les opérations de regroupements donnant lieu à une prise de contrôle sont traitées suivant :
— La norme IFRS 3 avant révision dès lors qu'elles sont antérieures au 1^{er} janvier 2010, à l'exception de celles intervenues avant le 1^{er} janvier 2004. A la date de première application des normes IFRS, Natixis a choisi l'option offerte par la norme *IFRS 1 Première application* de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 selon les dispositions de la norme IFRS 3 ;

— La norme IFRS 3 révisée (IFRS 3R) lorsqu'elles sont réalisées après le 1^{er} janvier 2010. La norme IFRS 3R est en effet applicable de manière prospective aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition correspond ou est postérieure à la date d'application d'IFRS 3R.

Conformément à la norme IFRS 3 (avant ou après révision), les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Dans le cadre de cette méthode, les actifs et les passifs identifiables de l'entité acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'évaluation.

Le mode d'évaluation des intérêts minoritaires et des écarts d'acquisition diffère selon qu'est appliquée la norme IFRS 3 ou la norme IFRS 3R.

— Application de la norme IFRS 3 aux regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2010 :

- Les intérêts minoritaires ont été déterminés sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode dite du goodwill partiel) ;
- Les écarts d'acquisition représentent l'écart entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ;

— Application de la norme IFRS 3R aux regroupements postérieurs au 1^{er} janvier 2010 :

- Natixis choisit pour chaque regroupement d'entreprises d'évaluer les intérêts minoritaires :
 - soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un écart d'acquisition au titre des intérêts minoritaires (méthode dite du goodwill partiel) ;
 - soit à leur juste valeur à la date d'acquisition, impliquant en conséquence la comptabilisation d'un écart d'acquisition à la fois pour la part groupe et pour les intérêts minoritaires (méthode du goodwill complet) ;
- L'écart d'acquisition est donc un élément résiduel calculé par différence entre, d'une part, la somme du prix d'acquisition, la juste valeur à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêt détenue dans l'entité acquise avant la date d'acquisition et le montant des intérêts minoritaires (déterminés suivant la méthode du goodwill partiel ou du goodwill complet) et, d'autre part, le montant net des actifs et passifs assumés évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition positif, ou survalueur, est comptabilisé à l'actif sur une ligne spécifique du bilan dès lors qu'il se rapporte à une entité contrôlée. Il est affecté, à la date d'acquisition, à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de retirer des avantages de l'acquisition et n'est pas amorti. Il fait l'objet d'un test de dépréciation, au minimum une fois par an et de façon plus fréquente en cas d'apparition d'indices objectifs de dépréciation. Ce test de dépréciation s'effectue par comparaison entre la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT comprenant l'écart d'acquisition et sa valeur recouvrable.

L'écart d'acquisition négatif d'une entité contrôlée est comptabilisé immédiatement en résultat au poste « Variation de valeur des écarts d'acquisition ».

L'écart d'acquisition lié à une entreprise associée ou une coentreprise est inclus dans la valeur comptable des « Participations dans les entreprises mises en équivalence » à l'actif du bilan, quand il est positif, sans pouvoir être, par la suite, amorti. Il fait l'objet d'un test de dépréciation, au minimum une fois par an (cf. note 2.2.2.). Il est comptabilisé immédiatement en résultat au poste « Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence » quand il est négatif.

Cas particulier des regroupements d'entreprises effectués sous contrôle commun :

Les regroupements entre entités ou activités sous contrôle commun s'entendent des regroupements dans lesquels plusieurs activités sont regroupées et la totalité des parties prenantes au regroupement (entités ou activités) est contrôlée in fine par une même partie ou par plusieurs parties et ce, pendant une période assez longue avant et après le regroupement. Ces opérations n'entrent pas dans le champ d'application de la norme IFRS3 R.

A défaut de précision de la norme IFRS3 R sur le traitement comptable à appliquer aux regroupements d'entreprises sous contrôle commun, Natixis applique à ces opérations une méthode reposant sur les valeurs comptables historiques. Selon cette méthode, l'écart entre le prix payé et la quote-part de Natixis dans les valeurs comptables historiques des actifs et passifs de l'entité acquise est comptabilisé en diminution des capitaux propres. L'utilisation de cette méthode revient donc à imputer sur les capitaux propres consolidés à la fois les écarts d'acquisition et les écarts d'évaluation qui auraient résulté de l'application de la méthode de l'acquisition.

Les valeurs comptables retenues sont celles qui figurent dans les comptes consolidés de la mère ultime à la date de réalisation de l'opération.

Sont notamment considérées comme étant réalisées par des entités sous contrôle commun des opérations impliquant deux entités contrôlées par Natixis et celles impliquant une entité contrôlée par Natixis et une entité contrôlée par BPCE.

Principes retenus pour l'évaluation et la comptabilisation des opérations constitutives de Natixis en 2006 :

Les apports de l'ex CNCE à Natixis comprenaient deux catégories d'actifs :

- des titres des filiales de banque de financement, d'investissement et de services ;
- une quote-part de certificats coopératifs d'investissement (CCI) ouvrant droit au capital des Caisses d'Épargne.

Pour ces deux catégories d'actifs, les valeurs d'apports ont été retenues en consolidation pour les montants que présentaient ces actifs dans les comptes consolidés de l'ex CNCE retraités conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Concernant les autres opérations de structures ayant conduit à la création de Natixis, conformément à la norme IFRS 3, elles ont été traitées en consolidation selon la méthode de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition déterminés dans le cadre de l'opération de rapprochement précitée en date du 31 décembre 2006 ont été traités comme suit :

— Écarts concernant les entités apportées

Les apports étant comptabilisés à la valeur nette comptable IFRS, aucun écart d'évaluation n'a été constaté sur les différents éléments d'actifs et passifs apportés. En outre, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt dans l'actif net des entités apportées ne représente pas une survalueur au sens d'IFRS 3, puisque le coût d'acquisition prend en compte la valeur réelle des titres alors que les apports sont comptabilisés à la valeur nette comptable. Chacun des écarts constatés à ce titre a été affecté aux « Réserves consolidées ».

A ce titre, 3 170 millions d'euros ont été imputés sur la prime d'émission au 31 décembre 2006.

— Écarts issus des autres opérations

Les écarts d'acquisition mis en évidence au travers de l'opération de rapprochement constitutive de Natixis représentent un montant de 484 millions d'euros qui se décompose de la façon suivante : 229 millions d'euros sur ex IAMG, 21 millions d'euros sur ex IXIS CIB et 8 millions d'euros sur ex Novacredit, auxquels s'ajoutaient les écarts d'acquisition compris dans le poste « Participations dans les entreprises mises en équivalence » soit 190 millions d'euros pour les CCI Caisses d'épargne et 36 millions d'euros pour les CCI Banques Populaires.

Les écarts d'acquisition relatifs à ex IXIS CIB ont depuis lors été totalement dépréciés.

Par ailleurs, compte tenu de la cession durant l'exercice 2013 des Certificats Coopératifs d'Investissement, les écarts d'acquisition qui y étaient attachés ne figurent plus au bilan consolidé.

Autres écarts d'acquisition : Au cours de l'exercice 2017, hors écarts de conversion (-201 millions d'euros), les écarts d'acquisition ont augmenté de + 202 millions d'euros.

Tests de dépréciation : L'ensemble des survalueurs a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles elles sont rattachées. Pour l'UGT Coface, entité cotée depuis juin 2014, qui ne fait pas partie des métiers cœurs de Natixis et dont la participation est gérée dans une optique patrimoniale, la valeur d'utilité a été complétée par d'autres approches s'appuyant sur des données de marché à l'instar de la méthode mise en œuvre lors des précédents arrêts, dont les méthodes de valorisation par multiples boursiers, par cours de bourse et par cours cible des brokers. Une valorisation moyenne a été déterminée en pondérant les différentes approches, les pondérations respectives de chacune d'entre elles étant inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2017, en lien avec le nouveau plan stratégique « New Dimension » (cf. note 9) et en cohérence avec la création du nouveau pôle « Assurances », l'UGT Epargne a été scindée en deux UGT distinctes : l'UGT « Gestion d'Actifs et de Fortune » et l'UGT « Assurances ». Les écarts d'acquisition, attachés aux entités composant ces deux nouveaux pôles, ont été réaffectés de manière symétrique à ces deux nouvelles UGT.

Au 31 décembre 2016, l'ex UGT Corporate Data Solution (CDS) était restreinte aux entités Ellipse et IJCOF. Ces dernières ayant fait l'objet d'une cession au cours du 1^{er} semestre 2017 (cf. note 3.1), le pôle CDS ne détient plus d'actifs et les écarts d'acquisition qui y étaient attachés ne figurent plus au bilan consolidé au 31 décembre 2017.

La détermination de la valeur d'utilité a reposé principalement sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs des UGT (i.e. méthode Discounted Cash Flows (DCF)) tels qu'ils résultent des plans à moyen terme à 5 ans établis pour les besoins du pilotage de Natixis.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

- flux futurs estimés : données prévisionnelles issues du plan pluriannuel établi par les métiers et actualisé dans le cadre du nouveau plan stratégique « New dimension » ;
- taux de croissance à l'infini : 2,5% pour l'ensemble des valorisations ;
- taux d'actualisation : utilisation d'un taux différencié par UGT : 9,7% pour la Gestion d'Actifs et de Fortune et 11,5% pour l'Assurance (9,8% pour l'Épargne en 2016), 12,2 % pour les Services Financiers Spécialisés (11,3% en 2016), 10,8% pour Coface (10,5% en 2016), 11,4% pour la Banque de Grande Clientèle (11% en 2016).

Les taux d'actualisation ont été déterminés en prenant en compte :

- pour les UGT Gestion d'Actifs et de Fortune, Assurance, Services Financiers Spécialisés et Banque de Grande Clientèle, le taux sans risque de la zone Euro-Bund moyenné sur une profondeur de 10 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives de l'UGT ;
- pour l'UGT Coface, les références de taux utilisées ont été déterminées selon une méthode similaire aux autres UGT, en s'appuyant sur des échantillons de sociétés comparables pour les activités d'assurances, de services et d'entaffage.

Ces tests n'ont conduit à constater aucune dépréciation au 31 décembre 2017.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, les tests menés concernant l'UGT Coface à la suite de la hausse du niveau du « Loss ratio » telle que mentionnée dans le communiqué de presse du 4 juillet 2016 (indicateur constitutif d'un indice de dégradation de la valeur recouvrable) avait conduit à déprécier de 75 millions d'euros (31 millions d'euros en part du groupe) l'écart d'acquisition de l'entité Coface. Le montant net de l'écart d'acquisition après dépréciation s'élevait à 281,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Une augmentation de 20 bp des taux d'actualisation (hypothèse basée sur la variabilité annuelle historique observée sur un an à partir des données historiques 2012-2017) associée à une diminution de 50 bp des taux de croissance à l'infini contribuerait à minorer la valeur d'utilité des UGT de :

- -7,1% pour l'UGT Gestion d'Actifs et de Fortune ;
- -3,3% pour l'UGT Banque de Grande Clientèle ;
- -5,3% pour l'UGT Assurance ;
- -3,6% pour l'UGT Services Financiers Spécialisés ;
- -2,6% pour l'UGT Coface.

et ne conduirait pas à constater de dépréciation de ces UGT.

De même, la sensibilité des flux futurs des plans d'affaires des métiers à la variation des hypothèses clés n'affecte pas de façon significative la valeur recouvrable des UGT :

- pour la Gestion d'Actifs et de Fortune, une baisse de 10% des marchés « actions » (baisse uniforme sur l'ensemble des années) engendrerait un impact négatif limité à 8 % sur la valeur recouvrable de l'UGT et n'amènerait pas à constater de dépréciation ;
- pour l'Assurances : le facteur de sensibilité principal pour l'Assurance-vie est l'évolution des taux d'intérêt, mais différentes mesures sont mises en œuvre pour en atténuer les impacts (diversification des placements, réserves, ...). De ce fait, l'impact sur le compte de résultat est limité et n'impacterait pas significativement la valorisation de l'UGT.

Concernant l'assurance non vie, le vecteur principal de sensibilité est le niveau de sinistralité, mesuré notamment à travers le ratio combiné. Ce dernier est fixé à un niveau inférieur à 94% dans le cadre du plan stratégique New Dimension. Une dégradation d'un point de ce ratio sur l'ensemble des années à compter de 2018 par rapport à la trajectoire utilisée pour la valorisation de l'UGT conduirait à une baisse limitée de 3% de la valeur cette dernière, sans incidence en termes de dépréciation ;

- pour les Services Financiers Spécialisés, une hausse d'un point de l'Euribor 3M appliquée au métier de l'affacturage et la réplication d'un scénario de type « crise 2008/2009 » (baisse de la production et augmentation du coût du risque) sur le métier crédit-bail aurait un impact négatif sur la valeur recouvrable de l'UGT de -6 % et n'aurait pas d'incidence en termes de dépréciation ;
- pour la Banque de Grande Clientèle, la sensibilité au dollar ou à l'évolution du CAC aurait un impact limité sur le produit net bancaire et n'amènerait pas à constater de dépréciation ;

- pour Coface, le principal vecteur de sensibilité est le « Loss ratio ». Le niveau prévisionnel de ce ratio devrait être inférieur à 54% (net de réassurance) pour l'année 2017. Une hausse d'un point de ce Loss ratio sur l'ensemble des années à compter de 2018 par rapport à la trajectoire utilisée pour le DCF aurait une incidence sur la valeur moyenne multi-critères inférieure à 5% et ne conduirait pas à constater de dépréciation de l'UGT. Par ailleurs, une valorisation au cours le plus bas de l'année 2017 conduirait à un impact limité sur la valorisation moyenne pondérée des différentes méthodes (-2%).

2.6. Filiales destinées à être cédées. — Le total des actifs et des passifs des filiales contrôlées destinées à être cédées dans le délai maximum de douze mois et pour lesquelles Natixis a initié la recherche active d'un acquéreur, constitue des actifs et passifs non courants présentés de manière distincte sur deux lignes spécifiques du bilan consolidé (cf. note 5.9).

Natixis avait engagé des négociations concernant la cession d'une quote-part de sa participation détenue dans les entités Caspian, entités du pôle épargne. Natixis avait maintenu au 31 décembre 2016, la consolidation par intégration globale de ses entités et présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de ces entités de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été finalisée au cours de l'exercice 2017, les entités ne figurent plus dans le périmètre de consolidation de Natixis au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, Natixis avait engagé des discussions concernant la vente de ses filiales Ellisphere et IJCOF, entités du pôle Corporate Data Solution. Natixis avait maintenu, au 31 décembre 2016, la consolidation par intégration globale de sa filiale Ellisphere et avait présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de cette entité de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». L'entité IJCOF, consolidée par mise en équivalence, avait également été traitée sous IFRS 5, avec présentation de la participation en « Actifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été finalisée au cours de l'exercice 2017, les filiales ne figurent plus au bilan de Natixis au 31 décembre 2017.

2.7. Homogénéisation des données individuelles et traitement des opérations réciproques. — Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font, le cas échéant, l'objet de retraitements pour être mis en conformité avec les principes comptables de Natixis décrits ci-après.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat des opérations internes réalisées entre entités consolidées par intégration globale est éliminé. Les résultats internes des entités consolidées par mise en équivalence sont éliminés à hauteur de la quote-part d'intérêt de Natixis dans la coentreprise ou l'entreprise associée.

2.8. Intégration des entreprises d'assurance. — Les règles suivantes sont retenues pour l'intégration des comptes des filiales exerçant une activité d'assurance :

- les charges et les produits font l'objet d'un classement par nature selon les principes bancaires et non par destination ;
- les postes de bilan sont présentés dans les postes de même nature que ceux existant dans le format bancaire.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 39, les placements en titres des sociétés d'assurance sont classés à l'actif du bilan dans les différentes catégories de titres définies par cette norme.

Les contrats gérés par les filiales d'assurance des sous-groupes Coface, Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC) et Natixis Assurances répondent aux définitions des contrats d'assurance ou des contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaires données par IFRS 4. Conformément à cette norme, ces contrats donnent donc lieu à la comptabilisation au passif du bilan de provisions techniques évaluées selon les principes fixés par la réglementation comptable française, dans l'attente de la publication d'une norme IFRS traitant du passif technique des entreprises d'assurance.

Les provisions techniques des contrats d'assurance correspondent aux engagements des compagnies d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats.

Conformément à IFRS 4, les provisions techniques d'assurance sont calculées selon les méthodes prescrites par la réglementation locale. Un test de suffisance des passifs est réalisé afin de vérifier que les passifs d'assurance tels qu'ils ressortent des comptes consolidés sont suffisants pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Le test réalisé repose sur une modélisation stochastique ou déterministe des flux futurs actualisés.

Les provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont principalement constituées des provisions mathématiques, qui correspondent à la valeur de rachat des contrats.

Les garanties proposées couvrent principalement les risques décès, l'invalidité, l'incapacité de travail, la dépendance, les dommages aux biens et aux personnes, la santé, la protection juridique et les pertes pécuniaires. Les provisions techniques afférentes sont calculées en utilisant des tables adaptées (tables de mortalité, d'expérience ou du Bureau Commun Assurances Collectives (BCAC)).

Les provisions techniques d'assurance non-vie comprennent les provisions pour primes non acquises et les provisions pour sinistres à payer (non actualisés).

Les provisions pour primes non acquises sont calculées prorata temporis séparément pour chaque contrat d'assurance. Elles correspondent à la partie de la prime restant à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime.

Les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et après toute action de recouvrement.

Les provisions incluent également les aléas de conjoncture liés aux émissions de primes de fin d'année ainsi qu'une provision pour frais de gestion. En sus de cette estimation statistique, des provisions spécifiques sont enregistrées sur des sinistres majeurs sur la base d'une probabilité de défaut et de sévérité, estimées au cas par cas.

Les frais d'acquisition des contrats sont constatés en charges de l'exercice. En particulier, pour les contrats d'assurance non-vie, la constatation en charges est effectuée suivant le rythme d'acquisition des primes : la quote-part de frais d'acquisition reportés est calculée au prorata des primes non acquises à la clôture l'exercice.

En application du paragraphe 30 d'IFRS 4, les contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire (assurance-vie) font l'objet d'une comptabilité reflet (« shadow accounting »), consistant à reconnaître en provision pour participation aux bénéfices (PB) différée la quote-part des plus ou moins-values latentes comptabilisées revenant potentiellement aux assurés. La provision pour participation aux bénéfices différée reflète ainsi le droit potentiel des assurés sur les plus-values latentes des placements financiers ou leur participation éventuelle aux pertes en cas de moins-values latentes. Compte tenu du taux de distribution prévu au budget 2017 et en cohérence avec le taux de distribution observé pour l'exercice 2016, le taux de PB différée retenu au 31 décembre 2017 est de 89% contre 87% au 31 décembre 2016.

En situation de moins-value latente nette, une participation aux bénéfices différée active est reconnue à hauteur du montant dont l'imputation sur des participations aux bénéfices futurs des assurés est estimée fortement probable.

Les principales sources de PB différée sont les suivantes :

- la réévaluation des « Actifs financiers disponibles à la vente » et des « Actifs à la juste valeur par résultat » ;
- la réévaluation des actifs immobiliers en représentation des contrats d'assurance ;
- le retraitement dans les comptes consolidés de la réserve de capitalisation et de la provision pour risque d'exigibilité.

La variation de PB différée est enregistrée :

- en capitaux propres pour les variations de valeur des actifs classés en « Actifs disponibles à la vente » ;
 - en résultat pour les variations de valeur des actifs classés en « Actifs à la juste valeur par résultat » et des immeubles de placement venant en représentation des contrats d'assurance, ainsi que pour les variations de provisions pour dépréciation durable sur les « Actifs disponibles à la vente ».
- L'application du mécanisme de comptabilité reflet a conduit à reconnaître une participation aux bénéfices différée passive au 31 décembre 2017 comme au 31 décembre 2016.

(En millions d'Euros)		2017	2016
PB différée totale active nette			
PB différée totale passive nette		3 275	3 108

En cas d'actif net de PB différée, un test de recouvrabilité est effectué. Le caractère recouvrable de la PB différée est fonction de l'intention et de la capacité des compagnies à piloter la rémunération future des contrats en fonction des ressources. Celles-ci sont sensibles :

- à l'évolution des marchés actions et obligataires ;
- à l'évolution de la collecte nette, qui résulte notamment de l'attractivité commerciale des contrats et de la propension des assurés à racheter leurs contrats ;
- aux réserves et ressources propres disponibles au sein des compagnies pour détenir les actifs sur une durée compatible avec l'évolution des passifs et cohérente avec les cycles de marché.

Une analyse prospective du caractère recouvrable de la PB différée active est alors réalisée afin de démontrer la capacité et l'intention des compagnies de ne pas céder les placements en moins-values latentes pour faire face à des besoins de liquidité à l'horizon de recouvrabilité. Ce processus correspond à une vision prospective des flux futurs, construits dans le respect des conditions réglementaires et contractuelles applicables aux contrats et à l'aide de scénarii économiques en probabilité historique.

2.9. Activités institutionnelles :

— de Natixis : Dans le cadre de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 1997 (n° 97-1239 du 29 décembre 1997) modifié par l'article 121 de la loi de finances rectificative pour 2008 (n°2008-1443 du 30 décembre 2008), de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 2014 (n°2014-1655 de 29 décembre 2014) et de la convention signée avec l'État le 10 mai 2017, Natixis gère un ensemble de procédures publiques pour le compte de l'État dont principalement les prêts et dons du Trésor aux États étrangers consentis dans le cadre de l'Aide Publique au Développement, les prêts du Trésor non concessionnels à des États étrangers, les dons au titre du « Fonds d'Études et d'Aide au Secteur Privé » et la stabilisation de taux d'intérêt des crédits à l'exportation garantis par l'État. Les opérations relevant de ces missions font l'objet d'un enregistrement comptable distinct et certaines d'entre elles peuvent recevoir la garantie de l'État. Est ainsi constitué le patrimoine de Natixis affecté à la gestion des procédures publiques sur lequel l'État et les autres créanciers des procédures ont un droit spécifique. Les emplois et ressources de la banque au titre de ces activités institutionnelles sont identifiés au bilan de chacune des rubriques concernées par ces procédures.

— de Coface : Pour rappel au 31 décembre 2016, Coface a cédé son activité de gestion des garanties publiques à l'export effectué pour le compte de l'État français à Bpifrance. Les équipes et les systèmes d'information dédiés à cette activité ont été transférés à compter du 2 janvier 2017.

La gestion des garanties publiques à l'export représentait environ 4% du chiffre d'affaires consolidé de Coface en 2016.

Pour rappel dans le cadre de cette activité, les primes payées par les clients, les sinistres indemnisés et les récupérations au titre de ces garanties revenaient à l'État et, en conséquence, n'apparaissaient pas dans les comptes consolidés de Natixis. Les frais liés à la gestion des procédures publiques comprenaient essentiellement des frais engagés dans le cadre de la délivrance des garanties de l'État, de la gestion des sinistres et du recouvrement des impayés couverts par ces garanties.

Au 31 décembre 2016, Coface avait perçu, en contrepartie de ce transfert, une indemnité correspondant à un gain exceptionnel de 77 millions d'euros (montant brut) comptabilisé dans les comptes. Le gain net, après prise en compte des coûts directs et indirects, s'élevait à 75 millions d'euros (montant brut).

2.10. Conversion des comptes des filiales et succursales étrangères. — Les comptes consolidés de Natixis sont établis en euros.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice, à l'exception du capital, des réserves et des dotations en capital qui sont convertis au cours historique. Le cours de change moyen de la période est utilisé pour la conversion des produits et charges. Les écarts de conversion qui en résultent, tant concernant les éléments de bilan que de compte de résultat, sont portés dans les capitaux propres à la rubrique « Ecart de conversion » pour la part revenant au groupe et « Intérêts minoritaires » pour la part revenant aux tiers.

Lors de la cession totale ou partielle de l'entité ou lors d'un remboursement de capital de l'entité, les écarts de conversion sont reclassés en résultat proportionnellement au montant cumulé des différences de change comptabilisées en « Ecart de conversion » dans les capitaux propres recyclables.

Dans le cadre des choix ouverts par la norme de première application IFRS 1, les écarts de conversion existant au 1^{er} janvier 2004 ont été transférés en réserves consolidées. En cas de cession ultérieure de ces entités, le résultat de cession n'inclura ainsi que la reprise des écarts de conversion qui aurait été générés à compter du 1^{er} janvier 2004.

Note 3. — Périmètre de consolidation.

3.1. Faits marquants. — En 2017, Natixis a acquis en deux temps (51% sur le 1^{er} semestre 2017 et 49% sur le second semestre 2017), une participation majoritaire de 100% auprès de BPCE dans l'entité S-Money et sa filiale Lakooz, toutes deux spécialisées dans les nouveaux moyens de paiement en ligne.

Etant réalisée entre entités sous contrôle commun, les actifs et passifs des entités acquises ont été repris à leur valeur comptable dans les comptes consolidés de Natixis et l'écart entre le prix payé et la quote-part de Natixis dans la valeur comptable des actifs et passifs de l'entité acquise est comptabilisé en diminution des capitaux propres pour un montant de 19,8 millions d'euros.

L'acquisition complémentaire des 49% sur le second semestre 2017 est traitée comme les effets des variations de pourcentage d'intérêt sans perte de contrôle sur les entités consolidées. L'impact dans les capitaux propres est une diminution pour un montant de 18,6 millions d'euros.

L'écart d'acquisition antérieur, calculé selon la méthode du goodwill complet, qui pré-existait dans les comptes consolidés de BPCE et qui avait été constaté au titre de l'entrée dans le Groupe BPCE de Lakooz a été repris dans les comptes de Natixis pour la valeur qu'il présentait dans ceux de BPCE, soit 11,8 millions d'euros.

Natixis exerce le contrôle sur ces deux entités suivant IFRS 10 et consolide ces entités par intégration globale.

En 2017, Natixis a finalisé l'acquisition de la société PayPlug, Fintech spécialisée dans le paiement en ligne pour les PME et les TPE.

A la suite de l'augmentation de capital réalisée immédiatement après l'acquisition, Natixis détient 78,54% du capital de PayPlug au 31 décembre 2017. Le management reste actionnaire aux côtés de Natixis et bénéficie d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient à Natixis d'acquiescer le cas échéant, l'intégralité du capital. Ces promesses croisées d'achat et de vente d'actions ont fait l'objet d'une constatation de puts sur minoritaires pour un montant de 5,8 millions d'euros.

Natixis, exerce le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel qui s'établit à 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, au cours du 4^{ème} trimestre 2017, Natixis, via Natixis Belgique Investissements, a finalisé l'acquisition de 54,3% du capital de Dalenys (représentant 61,3% des droits de vote) auprès des actionnaires principaux de Dalenys.

Postérieurement à cette acquisition, Natixis Belgique Investissements a réalisé une offre publique d'acquisition obligatoire, dont la période d'acceptation initiale s'est déroulée du 11 décembre 2017 au 22 janvier 2018, sur l'ensemble des actions de Dalenys non encore détenues, au prix de 9 euros par action. A ce titre, Natixis a comptabilisé au 31 décembre 2017 une dette financière à hauteur de 77,5 millions d'euros.

Natixis, au travers de Natixis Belgique Investissements, exerce le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et le consolide par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel qui s'établit à 72,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Natixis, via Mirova filiale de Natixis Investment Managers, a également finalisé l'acquisition de « Althelia Ecosphère », société de gestion spécialiste de l'investissement d'impact en matière de capital naturel (réchauffement climatique et protection des territoires, de la biodiversité, des sols et des ressources maritimes).

Natixis, au travers de Mirova, détient 51% du capital de « Althelia Ecosphère » au 31 décembre 2017. Elle exerce donc le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et la consolide par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel qui s'établit à 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2017.

En outre, Natixis, via Natixis Assurances, a finalisé l'acquisition de 40% du capital de BPCE Assurances auprès de Macif (25%) et de Maif (15%). Suite à cette opération, Natixis Assurances est l'unique actionnaire de BPCE Assurances.

Cette opération n'ayant pas d'impact sur la situation de contrôle de Natixis, l'écart d'acquisition a été imputé directement sur les capitaux propres pour 94 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, Natixis a acquis des participations majoritaires dans les entités Intercoop et Bati Lease auprès du Crédit Coopératif, filiale détenue par BPCE. Ces deux entités sont respectivement détenues à 100% et 96,77%.

L'acquisition des entités Intercoop et Bati Lease étant réalisée entre entités sous contrôle commun, les actifs et passifs des entités acquises ont été repris à leur valeur comptable dans les comptes consolidés de Natixis et l'écart entre le prix payé et la quote-part de Natixis dans la valeur comptable des actifs et passifs de l'entité acquise est comptabilisé en augmentation (badwill) des capitaux propres pour un montant de 18,4 millions d'euros.

Natixis, exerce le contrôle sur ces deux entités suivant IFRS 10 et consolide ces entités par intégration globale.

De plus, Natixis, via Natixis Investment Managers, a acquis une participation majoritaire (51,9%), dans la société de gestion australienne Investors Mutual Limited (IML).

Le management reste actionnaire aux côtés de Natixis et bénéficie d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient à Natixis d'acquiescer le cas échéant, l'intégralité du capital. Ces promesses croisées d'achat et de vente d'actions ont fait l'objet d'une constatation de puts sur minoritaires pour un montant de 57,9 millions d'euros.

Natixis, au travers de Natixis Investment Managers, exerce le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel qui s'établit à 100,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Enfin, s'agissant des activités de Corporate Date Solution, Natixis a procédé, au cours de la période, à la cession de l'entité Ellisphe et de sa filiale IJCOF Corporate. Ces entités étaient, depuis 2016, traitées sous IFRS 5 en raison des négociations engagées en vue de leur cession. La vente complète de ces entités à l'extérieur de Natixis a dégagé une plus-value (hors effet d'impôt) de 21,5 millions d'euros. A la suite de ces cessions, le pôle Corporate Date Solution ne détient plus d'actifs, sa holding Natixis HCP a été absorbée (TUP) par Natixis au mois de juin 2017. Cette dernière opération n'a pas généré d'impact dans les comptes consolidés, s'agissant d'une restructuration interne à Natixis.

3.2. Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2017. — Les principales évolutions de périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2017 sont les suivantes :

3.2.1. Banque de Grande Clientèle :

— Sorties de périmètre :

- Déconsolidation au 1^{er} janvier 2017 de Natixis Corporate Solutions Ltd suite au passage sous les seuils ;
- Liquidation au 4^{ème} trimestre 2017 de l'entité Nexgen Financial Holding Ltd.

— Variation du pourcentage d'intérêts :

- le taux de détention dans l'entité Natixis Partners évolue de 92% à 84% suite à l'attribution au 4^{ème} trimestre 2017 d'actions gratuites aux dirigeants.

3.2.2. Gestion d'Actifs et de Fortune :

— Entrées de périmètre :

- Acquisition le 4 octobre 2017 de 52% de la société Investors Mutual Limited, spécialisée dans la gestion des investissements en actions ;
- Acquisition le 9 octobre 2017 par Mirova de 51% d'Althelia Ecosphère, spécialisée dans l'investissement en matière de capital naturel. Post-opération, Althelia Ecosphère a été renommée Mirova-Althelia, et a ouvert une succursale en France ;
- Consolidation au 3^{ème} trimestre 2017 d'AEW Europe Global Lux. Cette participation précédemment non consolidée rentre dans le périmètre de consolidation dans le cadre de la mise en place du mécanisme de financement de la Seed Money du Groupe AEW Europe. En effet, suite à l'entrée au capital de La Banque Postale, cette entité est destinée à porter les nouveaux investissements en Seed Money, en se refinançant auprès de Natixis Investment Managers et de LBP ;
- Consolidation au 4^{ème} trimestre 2017 du véhicule de titrisation Purple Finance Clo I ;
- Consolidation au 4^{ème} trimestre 2017 des fonds ASG Managed Futures et DNCA Archer MID-CAP Europe suite au passage au dessus des seuils ;
- Création par AEW Asia Limited, filiale d'AEW Capital Management à Hong Kong, courant 2017 d'une succursale en Australie. Cette entité est consolidée au 4^{ème} trimestre 2017 ;
- Les activités de NAM dédiées aux produits de gestion de la volatilité et aux produits structurés ont été apportées fin décembre 2017 à NAM Austerlitz 1, présentée auparavant en titres de participation non consolidés dans les comptes consolidés de Natixis IM. Dans le cadre de cette opération, NAM Austerlitz 1 a été renommée Seeyond et est dorénavant consolidée.

— Sorties de périmètre :

- Déconsolidation au 1^{er} trimestre 2017 du fonds Ossiam Emerging Market Minimum Variance suite au passage sous les seuils ;
- Cession au cours du 1^{er} trimestre 2017 de deux entités du Capital Investissement, Natixis Private Equity Caspian IA, LP et Natixis Private Equity Caspian IB, LP ;
- Le 20 mars 2017, Natixis Investment Managers a cédé sa participation dans les entités IDFC Asset Management Company Limited et IDFC AMC Trustee Company Limited. Cette participation était auparavant détenue directement par NGAM Asia. Dans la mesure où NGAM Asia est une société holding qui était dédiée au portage des parts du Groupe Natixis Investment Managers dans IDFC, il a été décidé de fermer cette structure, le 27 mars 2017 ;
- Suite à la réorganisation des activités d'AEW Europe en France au cours du 3^{ème} trimestre 2017, NAMI AEW Europe et AEW Europe SGP ont été absorbés par AEW CILOGER.

— Variations du pourcentage d'intérêts

- Au cours du 1^{er} trimestre 2017, le taux de détention des entités DNCA Finance, DNCA Courtage et DNCA Luxembourg est passé de 75% à 72% suite au passage du pourcentage d'intérêts de la société de cadres dans DNCA Finance de 3% à 6% ;
- Le taux de détention de Euro Private Equity SA et Euro Private Equity France est passé de 80% à 94% suite à l'acquisition complémentaire de 14% du capital (10% au 2^{ème} trimestre et 4% au 4^{ème} trimestre 2017) conformément au protocole initial signé lors de l'acquisition de l'entité ;
- Le taux de détention d'Ossiam est passé de 64% à 83% suite au rachat des parts de managers.

— Changements de dénomination sociale :

- Suite à la réorganisation des activités d'AEW Europe en France au cours du 3^{ème} trimestre 2017, CILOGER a été renommée AEW CILOGER et AEW Europe a été renommée AEW SA ;
- Au cours du 4^{ème} trimestre 2017, NGAM (Natixis Global Asset Management) a changé de dénomination sociale ; l'entité se nomme dorénavant Natixis Investment Managers. A ce titre, toutes les entités portant l'acronyme NGAM ont changé de nom ;
- Au cours du 4^{ème} trimestre 2017, Banque Privée 1818 a changé de dénomination sociale, l'entité se nomme dorénavant Natixis Wealth Management.

3.2.3. Assurances :

— Entrées de périmètre

- Consolidation au 3^{ème} trimestre 2017 du fonds Selectiz suite au passage au dessus des seuils ;
- Consolidation au 3^{ème} trimestre 2017 de la SCI Duo Paris ;
- Consolidation au 4^{ème} trimestre 2017 des fonds Selection Protection 85 et Selectiz Plus FCP 4 Dec suite au passage au dessus des seuils.

— Sortie de périmètre ;

- Déconsolidation au 1^{er} trimestre 2017 du fonds ABP Alternatif Offensif suite au passage sous les seuils.

— Variations du pourcentage d'intérêts

- Le taux de détention de BPCE Assurances passe de 60% à 100% suite au rachat au 4^{ème} trimestre 2017 des actions détenues par les minoritaires (MACIF et MAIF). Cette acquisition complémentaire modifie en cascade le taux de détention de BPCE APS qui passe de 30% à 50%.

3.2.4. Services financiers spécialisés :

— Entrées de périmètre :

- Consolidation au 1^{er} trimestre 2017 de la holding Natixis Paiement Holding. Celle-ci est destinée à porter les entités du métier Paiements au sein de Natixis ;
- Acquisition le 9 février 2017 de 51% de la société S-Money et de 85% de sa filiale Lakooz, spécialisées dans les nouveaux moyens de paiements. Les 49% restants de S-Money ont été acquis le 30 octobre 2017 faisant passer le taux de détention de celle-ci à 100%. Les 15% de minoritaires de Lakooz ont été acquis le 10 novembre 2017, faisant passer le taux de détention de celle-ci à 100% ;
- Acquisition le 3 avril 2017 de 79% de l'entité Payplug, également spécialisée dans les nouveaux moyens de paiements ;
- Acquisition le 31 octobre 2017 de 54% de la société Dalenys SA ;
- Acquisition le 2 octobre 2017 de 95% de l'entité Bati Lease spécialisée dans le crédit-bail immobilier. 2% complémentaire ont été rachetés aux minoritaires au cours du 4^{ème} trimestre 2017 faisant passer le taux de détention de celle-ci à 97% ;
- Acquisition le 2 octobre 2017 de 100% de l'entité Inter-Coop spécialisée dans le crédit-bail immobilier.

— Restructurations :

- L'entité Natixis Consumer Finance IT a été absorbée par une opération de transmission universelle de patrimoine (TUP) au sein de Natixis Financement le 30 avril 2017 ;
- L'entité Natixis Consumer Finance a été absorbée par TUP au sein de Natixis SA le 30 avril 2017.

— Sorties de périmètre

- Liquidation du véhicule de titrisation Nordri le 19 juin 2017 ;

3.2.5. Coface :

— Variation du pourcentage d'intérêts :

– Au cours du 1^{er} trimestre 2017, le taux de détention de Coface Central Europe Holding par Coface est passé de 75% à 100% suite au remboursement de capital aux minoritaires. Cette opération modifie en cascade le taux de détention des entités Coface Poland CMS et Coface Romania CMS.

3.2.6. Hors-pôle :

— Sorties de périmètre

– Cession le 7 avril 2017 de l'entité IJCOF Corporate ;

– Cession le 13 avril 2017 de la société Ellisphère.

— Restructuration :

– L'entité Natixis HCP a été absorbée par TUP au sein de Natixis SA le 27 juin 2017.

3.3. Intérêts détenus dans des filiales :

3.3.1. Participations significatives ne donnant pas le contrôle. — La principale filiale significative dont la participation ne donne pas le contrôle au 31 décembre 2017 est Coface. Au 31 décembre 2016, les principales filiales ne donnant pas le contrôle étaient Coface et BPCE Assurances.

— Au 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)				31/12/2017						
				Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées des filiales			
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage de contrôle dans des participations ne donnant pas le contrôle (si différent)	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Montant des participations de donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total Actif	Total Dettes (Passif - Capitaux propres)	Résultat net	Résultat global
Coface	France	58,62%	58,62%	33	1 082	12	7 360	5 554	83	76
H2O	Grande-Bretagne	49,99%	49,99%	83	89	28	256	78	167	165
Autres entités				76	20	39				
Total				192	1 192	79				

— Au 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)				31/12/2016						
				Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées des filiales			
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage de contrôle dans des participations ne donnant pas le contrôle (si différent)	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Montant des participations de donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total Actif	Total Dettes (Passif - Capitaux propres)	Résultat net	Résultat global
Coface	France	58,67%	58,67%	8	1 082	44	7 061	5 301	42	58
BPCE Assurances	France	40,00%	40,00%	23	165	8	1 833	1 420	59	66
H2o (1)	Grande-Bretagne	49,99%	49,99%	29	35	55	107	37	58	52
Autres entités (1)				30	13	4				
Total				90	1 296	111				

(1) Données H2O ajoutées par rapport à la publication 2016

3.3.2. Incidence des modifications du pourcentage de détention dans les filiales restant contrôlées au 31 décembre 2017.

(En millions d'Euros)	% d'intérêts du groupe à l'ouverture	% d'intérêts du groupe à la clôture	Incidence des modifications du pourcentage sur les Capitaux propres	
			Part du groupe	Part des participations ne donnant pas le contrôle (variation de la participation)
Rachat de Natixis de participations aux actionnaires minoritaires BPCE Assurance	60,00	100,00	-94	-179

3.3.3. Incidence de la perte de contrôle au cours de la période d'une filiale dans laquelle un intérêt est conservé. — Aucune opération de cette nature n'a été constatée ni en 2016, ni en 2017.

3.3.4. Restrictions importantes. — Natixis est assujettie au dispositif de surveillance du risque de liquidité requérant la constitution d'une réserve de liquidité limitant l'utilisation des actifs la constituant (cf. chapitre III « **Risque et adéquation des fonds propres** » note 3.9.2 « **Gestion du risque de liquidité et de refinancement** » du document de référence).

En outre, certaines entités sont soumises à une réglementation locale en matière de liquidité et de solvabilité.

La part des actifs grevés et ne pouvant être librement utilisés est présentée dans la partie 3.9 du chapitre 3 « **Risque et adéquation des fonds propres** » du document de référence.

En dépit du contrôle des changes s'exerçant dans certains pays, Natixis n'a pas été confrontée au cours de l'exercice à des difficultés de remontée des dividendes des filiales implantées dans ces pays.

Les actifs représentatifs des contrats en unité de compte des activités d'assurance évalués à la juste valeur sur option sont détenus au profit des souscripteurs de ces contrats.

3.4. Intérêts détenus dans des partenariats et des entreprises associées :

3.4.1. Nature des partenariats et des entreprises associées avec lesquelles Natixis est en relation :

— Partenariats (activités conjointes et coentreprises) : Natixis Financement est partie prenante dans des partenariats revêtant la forme de sociétés en participation (SEP), avec un établissement prêteur (une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne). L'objet de ces SEP est d'assurer l'octroi, la distribution, la promotion commerciale, la gestion et le recouvrement amiable :

– de prêts personnels amortissables consentis par le Réseau Banque Populaire ou Caisse d'Epargne ;

– de crédits renouvelables consentis par Natixis Financement à la clientèle du Réseau Banque Populaire ou Caisse d'Epargne.

Au travers de ces partenariats, les différents associés apportent en jouissance et en industrie des moyens humains, des moyens matériels et des compétences. Les associés demeurent propriétaires des biens ou des droits dont la jouissance est apportée à la société (même en cas de liquidation de la société). Le partage du résultat de la société est effectué selon une clé de répartition précisée dans les statuts. Les décisions concernant les activités pertinentes des SEP sont prises à l'unanimité. Ces partenariats répondent à la définition d'une activité conjointe selon IFRS 11.

Natixis n'a pas d'intérêt dans des coentreprises ayant un impact significatif sur les comptes consolidés de Natixis.

— Entreprises associées : La principale participation de Natixis mise en équivalence au 31 décembre 2017 est l'entité EDF Investment Group (EIG).

— Tableau de synthèse des participations dans des sociétés mises en équivalence :

– Au 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat net	Gains ou pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Coentreprises			
Entreprises associées	734	26	-3
Edf Investment Group (EIG)	521	10	-0
Autres entités	213	15	-3
Total	734	26	-3

– Au 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat net	Gains ou pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Coentreprises			
Entreprises associées	666	13	2
Edf Investment Group (EIG)	524	14	0
Autres entités	142	-1	2
Total	666	13	2

3.4.2. Informations financières résumées des coentreprises et des entreprises associées significatives. — Les données financières résumées des coentreprises et/ou des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes.

(En millions d'Euros)	EDF Investment Group (EIG)	
	31/12/2017	31/12/2016
Méthode d'évaluation	Entreprise associée	Entreprise associée
Dividendes reçus	11	23
Principaux agrégats		
Total actif	8 583	8 634
Total dettes	57	62
Compte de résultat		
Résultat net d'exploitation	247	292
Impôts sur les bénéfices	-77	-67
Résultat net	170	225
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5	6

Les données de la société EIG établies au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 sont conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette date et aux principes comptables et méthodes d'évaluations appliqués aux comptes consolidés de Natixis présentés en note 5.

Ci-dessous le tableau de réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence.

(En millions d'Euros)	EDF Investment Group (EIG)	
	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence	8 526	8 571
Pourcentage de détention	6,11 %	6,11 %
Quote-part de Natixis dans les capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence	521	524
Goodwill		
Autres		
Valeur de la participation mise en équivalence	521	524

3.4.3. Nature et étendue des restrictions. — Natixis n'a pas été confrontée à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

3.4.4. Risques associés aux intérêts d'une entité dans des co-entreprises et des entreprises associées. — Il n'existe pas de quote-part de pertes non comptabilisée au cours de la période dans une coentreprise ou une entreprise associée suite à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Note 4. – Entités structurées.

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Les entités structurées présentent généralement une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- des activités et des objectifs limités et bien définis ;
- des capitaux propres faibles ou inexistantes ne leur permettant pas de financer leurs activités sans recourir à des financements subordonnés ;
- un financement par émission sous la forme de multiples instruments contractuellement liés qui créent des concentrations de crédit ou d'autres risques (tranches) ;
- peu ou pas de personnel.

4.1. Périmètre des entités structurées avec lesquelles Natixis est en relation

4.1.1. Principes généraux. — Natixis publie des informations au titre d'IFRS 12 pour toutes les entités structurées dans lesquelles elle détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structureur / arrangeur ;
 - agent placeur ;
 - gestionnaire des activités pertinentes ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération.

Un intérêt dans une entité s'entend comme un lien contractuel ou non contractuel qui expose l'entité à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'autre entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou de dérivés structurés.

En conséquence, ne sont pas retenues dans le périmètre de consolidation (IFRS 10), ni dans celui de communication d'informations complémentaires (IFRS 12) :

- Les entités structurées dont le seul lien avec Natixis est constitué par une opération courante. Celle-ci correspond à un instrument financier non structuré n'ayant généralement pas d'incidence significative sur la variabilité des rendements de l'entité structurée et pouvant être conclu par Natixis indifféremment avec des entités structurées ou avec des entités à gouvernance classique. Les différentes formes d'opérations courantes sont principalement :
 - les dérivés vanilles de taux, de change et sur autres sous-jacents, ainsi que les opérations de prêts / emprunts de titres et de pensions ;
 - les garanties et les financements vanilles accordés à des SCI familiales ou à certaines holdings ;
- Les entités structurées externes dans lesquelles Natixis intervient comme simple investisseur. Il s'agit :
 - de placements dans des OPCVM externes que Natixis ne gère pas, à l'exception de ceux dans lesquels Natixis détient la quasi-totalité des parts ;

- de participations détenues dans des véhicules de titrisation externes dans lesquels Natixis intervient uniquement comme simple investisseur minoritaire (les expositions sur ces fonds sont incluses dans les informations publiées au titre des expositions relevant du Forum de Stabilité Financière (FSF)) ;
- d'un périmètre restreint de participations détenues dans des fonds immobiliers et des fonds de capital-investissement externes dans lesquels Natixis intervient comme simple investisseur minoritaire.

Les entités structurées avec lesquelles Natixis est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités créées dans le cadre d'un financement structuré, les fonds de gestion d'actifs, les véhicules de titrisation et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Les analyses de consolidation en regard de la norme IFRS 10 des entités structurées sont réalisées en prenant en compte tous les critères énoncés dans le paragraphe 2.2.1.

4.1.2. Opérations de financements structurés. — Pour le besoin des activités de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres), d'actifs immobiliers, d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO) et de matières premières, Natixis peut être amenée à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client.

Ces structures sont, pour la plupart, auto-pilotées. Dans le cas de contrats de crédit-bail, l'opération est construite de telle sorte que son résultat soit nul à toute date. Seuls les événements de défaut peuvent alors modifier le résultat de l'entité structurée en conduisant à la cession des droits sur l'actif, une fois les garanties exercées. Natixis a le pouvoir de faire vendre l'actif en cas d'événements de défaut, seul ou via l'agent du syndicat bancaire. Ce droit est assimilé à un droit de protection puisque Natixis ne bénéficiera jamais du produit de la vente au-delà des sommes restant dues au titre du contrat de prêt. Natixis n'a donc pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités.

Lorsque ces structures ne sont pas autopilotées, c'est généralement le sponsor qui dirige les activités pertinentes et génératrices de rendements. Comme précédemment, les droits de Natixis en tant que prêteur sont des droits protecteurs limités au montant de sa créance. Natixis n'a donc pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités.

En outre, Natixis est rarement actionnaire de ces entités et quand elle l'est, sa participation est généralement minoritaire. Les entités au sein desquelles Natixis détient une participation majoritaire sont en faible nombre, et ne présentent pas un caractère significatif au regard des comptes consolidés.

4.1.3. Opérations de gestion d'actifs :

— OPCVM : De façon générale, les investissements en « seed-money » détenus sur une durée inférieure à un an ne font pas l'objet d'une consolidation.

1. OPCVM non garantis :

Les activités pertinentes d'un OPCVM correspondent aux activités d'investissement et de désinvestissement des valeurs mobilières à l'actif du fonds. Ces activités sont menées de façon discrétionnaire par les sociétés de gestion de Natixis Investment Managers et de Natixis Wealth Management pour le compte des investisseurs.

La rémunération de Natixis Investment Managers et de Natixis Wealth Management en tant que gestionnaire est marginale par rapport à la performance servie aux investisseurs. En effet, les commissions de gestion et de surperformance perçues sont dans le marché et en adéquation avec les services rendus, l'activité de gestion d'actifs s'effectuant dans un marché concurrentiel et international.

En l'absence de droit détenus par des tiers (ex : droits de révocation ou droit de remboursement/liquidation du fonds), le contrôle des OPCVM gérés par Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management s'apprécie donc au regard des participations cumulées détenues par les entités et métiers de Natixis intégrée :

- en tant que gérant, Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management n'ont pas vocation à investir dans les fonds et détiennent généralement uniquement quelques parts ;
- Natixis Assurances peut souscrire des participations dans des OPCVM gérés par Natixis Investment Managers via ses filiales d'assurance. Ces participations sont souscrites en représentation de contrats d'assurance vie en euros ou en Unités de Compte (UC) :
- Les contrats en euros sont des contrats où l'assuré perçoit un Taux Minimum Garanti (TMG), ainsi que la majorité des excédents générés par le fonds général de la société d'assurance. La différence entre le rendement du fonds et le TMG est à la charge de l'assureur qui supporte donc les risques ;
- Les contrats en UC sont des contrats où l'assuré choisit les fonds supports auxquels l'assureur doit souscrire pour son compte. Les valeurs des participations de l'assureur dans ces fonds sont reflétées dans les contrats d'assurance. Les fonds investis en représentation de contrats en UC sont consolidés sous IFRS 10 si tous les critères de contrôle sont cumulativement satisfaits et si les fonds présentent un caractère significatif ;
- d'autres entités et métiers de Natixis peuvent détenir des parts minoritaires, essentiellement pour répondre à des besoins de placement de trésorerie.

Un fonds est consolidable :

- si Natixis agit comme principal, c'est-à-dire si Natixis est gérant et non révocable par un nombre limité de personnes et si Natixis détient une participation suffisamment significative pour conclure qu'elle contrôle le fonds ;
- ou si Natixis n'est pas gérant mais détient la quasi-totalité des parts.

Les OPCVM non garantis consolidables mais non consolidés en raison de leur matérialité sont communiqués en note 17.1.

2. OPCVM garantis :

Natixis accorde à certains OPCVM une garantie en capital et / ou de performance. Ces fonds à formule sont des fonds à gestion passive. Une fois que la structuration est mise en place à l'origine, elle est figée tout au long de la vie du fonds. Natixis est exposée de façon relativement limitée aux rendements variables négatifs du fait d'une gestion stricte du fonds par la société de gestion NAM et par un dispositif robuste de contrôle des risques mis en place au moment de la structuration, puis suivi pendant toute la vie du fonds. Ces contrôles limitent ainsi fortement le risque d'appel en garantie.

De la même façon que les OPCVM non garantis, les OPCVM garantis sont consolidables sous IFRS 10 dès lors que Natixis intervient en tant que principal (ex : Natixis intervient comme gérant non révocable et détient une participation significative). Les OPCVM garantis consolidables mais non consolidés en raison de leur matérialité sont communiqués en note 17.1.

— Fonds immobiliers : Les activités pertinentes de ces fonds correspondent aux activités d'investissement et de désinvestissement des actifs immobiliers. Ces fonds sont gérés par les sociétés de gestion de Natixis Investment Managers (AEW Europe, AEW Central Europe,...) pour le compte des investisseurs.

En matière de rémunération, les rendements perçus par Natixis regroupent les revenus perçus par Natixis en tant que société de gestion (commissions de gestion, commissions de surperformance,...) et en tant qu'investisseur (dividendes).

Un fonds est consolidable si Natixis agit comme principal (ex : Natixis est gérant et non révocable par un nombre limité de personnes et détient des rendements variables significatifs). Les fonds immobiliers consolidables mais non consolidés en raison de leur matérialité sont communiqués en note 17.1.

— Fonds de capital investissement : Dans le cadre de ses activités de Capital investissement, Natixis investit en capital dans des sociétés non cotées par l'intermédiaire de Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR), de Sociétés d'Investissement à Capital Risque (SICAR) et de Limited Partnerships dont elle assure le plus souvent la gestion.

Les critères d'analyse de consolidation IFRS 10 appliqués aux fonds de capital-investissement sont les mêmes que ceux appliqués aux fonds immobiliers. Un fonds est consolidable si Natixis agit comme principal (ex : Natixis est gérant et non révocable par un nombre limité de personnes et détient des rendements variables significatifs). Les fonds de capital investissement consolidables mais non consolidés en raison de leur matérialité sont communiqués en note 17.1.

4.1.4. Opérations de titrisation :

— Véhicules de titrisation : Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les trancher en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées chez Natixis et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles Natixis (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) ou un conduit) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

Natixis intervient principalement dans ces véhicules en tant que :

- structureur/arrangeur des opérations de titrisation ;
- originateur de titres ou de prêts détenus à l'actif en attente de titrisation ;
- intermédiaire du risque de crédit entre le marché et l'entité de titrisation.

En 2017, Natixis a cédé, via l'achat d'une protection sous la forme d'une garantie à première demande parfaitement collatéralisée, un portefeuille de prêts octroyés à des entreprises françaises et européennes. Les entités de titrisation consolidables mais non consolidées en raison de leur matérialité sont communiquées en note 17.1.

Natixis a également réalisé au cours de l'exercice 2017 plusieurs opérations de titrisations portant sur des financements immobiliers commerciaux originés par Natixis Real Estate Capital LLC.

Natixis est également sponsor de deux conduits ABCP (Asset-backed Commercial Paper) : Magenta et Versailles.

Le conduit Versailles est consolidé, Natixis détenant, au regard de son rôle prépondérant dans le choix et la gestion des créances acquises ainsi que la gestion du programme d'émission, le pouvoir sur les activités pertinentes du conduit lui permettant d'influer sur le montant de ses rendements.

En revanche, Natixis n'appartenant pas à l'organe de gouvernance détenant le pouvoir de décider des activités pertinentes du conduit Magenta, ce dernier n'est pas consolidé dans les comptes de Natixis.

— Structures de gestion d'actifs de type CDO :

Natixis Investment Managers intervient dans ces fonds en tant que gérant du portefeuille de référence au profit des investisseurs tiers. Sa fonction est strictement encadrée par la convention de gestion qui ne lui confère jamais un contrôle de fait sur le montage, mais bien un rôle d'agent. Par ailleurs, ni Natixis Investment Managers, ni aucune autre entité de Natixis ne détient une participation significative dans ces fonds. Natixis n'est donc pas significativement exposée à la variabilité des rendements.

— Assurance crédit (Coface) :

Les opérations de rehaussement de Coface consistent à assurer, au-delà d'un certain montant de pertes, les créances titrisées par un tiers auprès d'investisseurs via une entité structurée. Il convient de distinguer les contrats conclus par la succursale allemande Coface Deutschland et les contrats conclus en France par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur :

- Dans les contrats allemands, l'assureur crédit ne supporte le risque qu'au-delà d'une franchise appelée « Aggregate First ». Cette tranche « first » définit contractuellement un montant de premières pertes qui n'est pas garanti par l'assureur crédit. La garantie apportée par Coface Kredit au travers de ces contrats est assimilable à une garantie « Catastrophe ». L'analyse de chacun des montages montre en effet que le montant de « first » est systématiquement supérieur à « l'expected », c'est-à-dire aux pertes moyennes attendues sur l'année. En outre, l'activité de l'entité structurée n'est pas menée pour le compte de l'assureur crédit, qui n'est qu'un vendeur de protection. Coface Kredit n'est pas sponsor des montages de titrisation. Coface Kredit ne joue aucun rôle dans la détermination de l'activité de l'entité structurée, ni dans la gestion opérationnelle et administrative de cette dernière. Coface Kredit ne détient pas de pouvoirs sur les activités pertinentes du véhicule de titrisation (sélection des créances composant le portefeuille, gestion des créances,...). Les critères de pouvoir et d'exposition significative aux rendements n'étant pas remplis, ces fonds ne sont pas consolidables ;
- Dans les contrats français conclus par Coface, ne figurent que rarement des « first » non garanties. Toutefois, les contrats n'assurent qu'une partie minoritaire des créances portées par le véhicule. En outre, la qualité du risque du portefeuille garanti par Coface au regard de celui porté par les autres intervenants (autres assureurs, sponsors, cédants) n'est pas de nature à transférer de façon significative les risques de la structure à Coface. Par ailleurs, Coface ne joue aucun rôle dans la détermination de l'activité de l'entité structurée, ni dans la gestion opérationnelle et administrative de cette dernière. En cas d'appel en garantie, les seuls pouvoirs dont Coface dispose correspondent à des droits protecteurs. De fait, Coface ne détient pas de pouvoirs sur les activités pertinentes du véhicule de titrisation. Ces fonds ne sont donc pas consolidables.

4.1.5. Autres opérations

— Natixis contrôle un certain nombre de véhicules dont l'objet est la gestion d'immeubles d'exploitation et d'immeubles hors exploitation. L'activité pertinente réside principalement dans la gestion des immeubles sources de rendement pour les actionnaires. Natixis dispose généralement du pouvoir sur ces activités. Ces véhicules sont consolidés dès lors que la participation de Natixis est significative et s'ils présentent un caractère significatif au regard des comptes consolidés de Natixis.

— Natixis Lease détient un certain nombre d'entités structurées portant des actifs immobiliers. Deux d'entre elles sont consolidées dans la mesure où Natixis a le pouvoir sur les activités pertinentes et est significativement exposée à la variabilité des rendements. Les entités consolidables mais non consolidées en raison de leur faible matérialité sont communiquées en note 17.1.

— CEGC contrôle deux SCI qui portaient les immeubles d'exploitation du métier et une troisième SCI portant des actifs immobiliers. Ces trois SCI ne sont plus consolidées au 31 décembre 2017 (cf. note 3.2).

— Natixis Coficiné a des relations avec :

- des entités structurées créées par un producteur pour y héberger la production d'une œuvre cinématographique. Coficiné intervient uniquement en tant que prêteur. Elle ne dispose pas de participation dans l'entité, celle-ci étant intégralement détenue par le producteur. Coficiné ne participe pas à la

gestion de l'entité, cette activité étant du ressort du producteur. Cofinancé et donc Natixis, n'a pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités structurées et ne les contrôle pas sous IFRS 10 ;

— des Sociétés de Financement du Cinéma et de l'Audiovisuel (SOFICA). Natixis dispose d'une participation non significative dans ces SOFICA et perçoit des commissions de gestion dont les taux sont dans le marché et en adéquation avec les services rendus. Natixis ne détient pas d'autres intérêts dans ces entités structurées. Elles ne sont donc pas consolidables sous IFRS 10.

4.2. Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées. — Le tableau ci-dessous présente (i) la valeur comptable des intérêts détenus par Natixis dans les entités structurées répartie par grandes activités ainsi que (ii) l'exposition maximale au risque de perte attribuable à ces mêmes intérêts.

Outre le détail des intérêts de Natixis dans ces entités, le tableau ci-dessous fournit également une information sur la taille des entités. Cette information est communiquée de façon cumulée en regroupant par activité, l'exhaustivité des entités dans lesquelles Natixis a un intérêt, quelque soit le niveau de ce dernier.

La taille des entités structurées correspond :

- pour la *Titrisation*, au total des émissions au passif du bilan ;
- pour la *Gestion d'actifs*, à l'actif net du fonds ;
- pour les *Financements structurés*, au montant des encours de crédit restant dû à l'ensemble des banques du pool (encours tirés) ;
- pour les autres activités, au total bilan.

L'exposition maximale au risque de perte correspond au montant cumulé des intérêts enregistrés à l'actif du bilan et des engagements donnés, minoré des provisions pour risques et charges enregistrées au passif et des garanties reçues :

- le poste « Notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options et de CDS conclus par Natixis avec des entités structurées ;
- les garanties reçues sont des garanties accordées par des tiers à Natixis pour couvrir ses expositions vis-à-vis d'entités structurées. Elles sont présentées uniquement sur la ligne « Garanties reçues » et ne viennent pas en déduction de postes d'actifs.

— Au 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	31/12/2017				
	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	115	9 368	901	308	10 693
Instruments dérivés de transaction	9	227	65	308	608
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	85	4 077	624	1	4 787
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	21	5 065	213		5 298
Actifs financiers disponibles à la vente	841	2 876	15	40	3 771
Prêts et créances	3 605	1 784	12 495	995	18 879
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance					
Actifs divers	4	38	39	27	109
Total actif	4 565	14 066	13 450	1 371	33 452
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (dérivés)	54	237	499	37	828
Provisions		1	3	1	5
Total passif	54	238	503	38	832
Engagements de financement donnés	4 457	488	2 091	530	7 567
Engagements de garantie donnés	167	5 881	2 057	4	8 109
Garanties reçues		1	2 807	263	3 070
Notionnel des ventes d'options et de CDS	425	286	2 380	922	4 013
Exposition maximale au risque de perte	9 614	20 720	17 168	2 565	50 066
Taille des entités structurées	92 996	192 081	61 831	1 258	348 166

Pour les entités de Gestion d'actifs, les garanties données correspondent aux garanties en capital et/ou performance accordées à des OPCVM (cf. note 4.1.3)

— Au 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	31/12/2016				
	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	234	9 380	718	150	10 482
Instruments dérivés de transaction	45	422	98	108	673
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	99	4 087	350	42	4 578
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	90	4 871	269		5 231
Actifs financiers disponibles à la vente	409	1 978	21	23	2 432
Prêts et créances	1 809	2 295	12 962	1 456	18 522
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance					
Actifs divers	8	38	13	3	62
Total actif	2 460	13 692	13 715	1 632	31 499
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (dérivés)	41	182	467	42	733

Provisions		1	4	27	32
Total passif	41	183	471	69	764
Engagements de financement donnés	3 959	245	1 882	1 009	7 095
Engagements de garantie donnés	211	7 151	1 430	6	8 798
Garanties reçues	12	1	3 073	80	3 166
Notionnel des ventes d'options et de CDS	1 709	116	2 716	726	5 267
Exposition maximale au risque de perte	8 327	21 203	16 666	3 266	49 461
Taille des entités structurées	80 079	148 202	78 519	1 318	308 118

Pour les entités de Gestion d'actifs, les garanties données correspondent aux garanties en capital et/ou performance accordées à des OPCVM (cf. note 4.1.3)

4.3. Entités structurées non consolidées dans lesquelles Natixis intervient uniquement comme sponsor. — Au titre de l'information à fournir pour IFRS 12, Natixis sponsorise une entité structurée lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

— Natixis est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;

— et, Natixis contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes de l'entité structurée.

Lorsque la participation de Natixis se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée par Natixis.

Natixis assure un rôle de « sponsor » pour :

— des OPCVM initiés par une société de gestion de Natixis et dans lesquels Natixis ne détient aucune participation, ni aucun autre intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de gestion et de surperformance perçues par Natixis, ainsi que les profits et pertes résultant d'opérations courantes conclues avec ces fonds ;

— une activité aux Etats-Unis d'origination et de cession de portefeuilles de prêts immobiliers à des véhicules de titrisation créés par Natixis avec des tiers et dans lesquels Natixis ne détient aucun intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de structuration ainsi que les plus-ou-moins-values de cession des créances.

— Au 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	31/12/2017		
	Titrisation	Gestion d'actifs	Total
Revenus tirés des entités		184	184
Revenus nets d'intérêts		2	2
Revenus nets de commissions		178	178
Gains ou pertes nets sur instruments à la JV par résultat		5	5
Valeur comptable des actifs transférés de l'entité au cours de l'exercice (*)	2 365		2 365
(*) La valeur comptable des actifs transférés à ces véhicules correspond aux actifs cédés par Natixis au cours de l'exercice 2017, lorsque l'information sur les montants cédés par l'ensemble des investisseurs n'est pas disponible.			

— Au 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	31/12/2016		
	Titrisation	Gestion d'actifs	Total
Revenus tirés des entités		230	230
Revenus nets d'intérêts		3	3
Revenus nets de commissions		214	214
Gains ou pertes nets sur instruments à la JV par résultat		14	14
Valeur comptable des actifs transférés de l'entité au cours de l'exercice (*)	1 797		1 797
(*) La valeur comptable des actifs transférés à ces véhicules correspond aux actifs cédés par Natixis au cours de l'exercice 2016, lorsque l'information sur les montants cédés par l'ensemble des investisseurs n'est pas disponible.			

4.4. Soutiens financiers à des entités structurées. — Natixis n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées et non consolidées.

Note 5. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

5.1. Actifs et passifs financiers (hors instruments dérivés). — Lors de la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à la juste valeur qui correspond à cette date à leur prix d'acquisition. Leur mode de comptabilisation ultérieure dépend de leur classification au bilan. Conformément aux dispositions de la norme IAS 39, les actifs financiers détenus et les passifs financiers sont classés dans l'une des quatre catégories d'actifs financiers suivantes :

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat. — Il s'agit des instruments détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale (« Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sur option ») dans le respect des dispositions de l'amendement à la norme IAS 39 sur l'option juste valeur (publié par l'IASB en juin 2005 et adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005).

Les instruments détenus à des fins de transaction regroupent, les titres acquis par Natixis principalement dans l'objectif de les céder à court terme ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun et présentant un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les instruments classés sur option dans cette catégorie vérifient l'une des trois situations suivantes :

- instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivé(s) incorporé(s) significatif(s) et séparable(s) ;
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur ;
- instruments présentant une incohérence de traitement comptable avec un actif/passif financier lié.

Comme indiqué en note 2.2.3, Natixis a utilisé la possibilité offerte par les normes IAS 28 et 31 de ne pas mettre en équivalence les participations détenues par les filiales de capital investissement si celles-ci sont classées dans la catégorie des « Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ». De même, conformément aux dispositions de l'amendement sur l'option juste valeur, les participations des filiales de capital investissement dont le pourcentage de détention est inférieur à 20% sont enregistrées dans la rubrique des « Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sur option », la gestion et l'évaluation en juste valeur étant une pratique documentée et bien établie dans les sociétés de capital investissement.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction étant comptabilisés en compte de résultat.

La valeur de marché est revue à chaque date d'arrêté ultérieure selon les principes décrits en note 5.6 « Juste valeur des instruments financiers ». Sa variation, coupons inclus, est constatée sur la ligne « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat consolidé.

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. — Ce sont les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables ayant une date d'échéance fixée et que Natixis a l'intention manifeste et les moyens de détenir jusqu'à l'échéance, à l'exception de ceux désignés comme des actifs évalués en juste valeur par résultat sur option ou disponibles à la vente ou de ceux qui répondent à la définition des prêts et créances.

Ils sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, frais de transaction inclus. Ils sont ensuite valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et font l'objet, à chaque arrêté comptable, d'un test de dépréciation conduisant, le cas échéant, à la constatation d'une dépréciation en résultat, au niveau du coût du risque. Les opérations de couverture contre le risque de taux d'intérêt de ces titres ne sont pas autorisées en référentiel IFRS.

Les prêts et créances. — Ce sont les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception de ceux classés en actifs évalués en juste valeur par résultat ou en actifs disponibles à la vente et à l'exception de ceux pour lesquels le porteur peut ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, qui doivent être classés comme disponibles à la vente. La grande majorité des crédits accordés par Natixis est classée dans cette catégorie. La valorisation à la juste valeur de la composante couverte (selon une relation de couverture en juste valeur) des actifs de cette catégorie est également portée dans cette rubrique.

Ils sont comptabilisés initialement à leur juste valeur qui correspond au nominal augmenté des coûts de transaction et diminué de la décote et des produits de transaction. Lorsqu'il s'agit de prêts, les coûts de transaction correspondent aux commissions et éventuels coûts directement attribuables à la mise en place du crédit.

Ils sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE) et font l'objet, à chaque arrêté comptable, d'un test de dépréciation conduisant, le cas échéant, à la constatation d'une dépréciation en résultat, présentée dans le compte de résultat sur la ligne « Coût du risque ».

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Cas particulier des prêts restructurés en raison de la situation financière du débiteur.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

Un encours perd son caractère restructuré dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

- une période de deux ans s'est écoulée depuis la date de la restructuration,
- l'encours est classé parmi les encours sains à la date d'arrêté,
- aucune exposition n'est en défaut de paiement de plus de 30 jours,
- des remboursements (principal et intérêts) réguliers et significatifs sont intervenus sur une période minimale d'un an.

Dans le cas d'un prêt restructuré, converti en tout ou partie en un autre actif substantiellement différent (tel qu'un instrument de capitaux propres) ou ayant donné lieu à un changement de contrepartie :

- les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- la différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en perte au niveau du coût du risque ;
- la provision éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée sur la base de l'actualisation des nouveaux flux recouvrables de la partie du prêt non décomptabilisée et est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les actifs financiers disponibles à la vente. — La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des trois autres catégories précédentes. Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participation non consolidés détenus par Natixis. Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché déterminée par application du cours de marché pour les instruments cotés.

La juste valeur des titres de participation cotés non consolidés correspond à la dernière cotation à la date d'arrêté des comptes. La juste valeur des titres de participation non cotés est obtenue par l'application des méthodes de valorisation de type « multiple » ou DCF (Discounted cash flow : actualisation des flux de trésorerie futurs) ou quote-part de situation nette (réévaluée ou non).

Lorsqu'elles ne sont pas couvertes, les variations de juste valeur (hors revenus) des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées directement en capitaux propres au poste « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres », les revenus courus ou acquis étant enregistrés en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif pour les instruments de dettes dans le poste « Intérêts et produits assimilés ». Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté comptable. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation d'un tel actif et qu'une diminution de la juste valeur de celui-ci a précédemment été comptabilisée directement en capitaux propres, la perte cumulée est extraite des capitaux

La détection d'un indice objectif de dépréciation résulte d'une analyse multi-critères qui fait intervenir, notamment pour les instruments de dette, le jugement d'expert. Constituent un indice de dépréciation :

- pour les instruments de dettes : un défaut de paiement des intérêts ou du principal, l'existence d'une procédure de conciliation, d'alerte, ou de redressement judiciaire, la faillite de la contrepartie et tout autre indicateur témoignant de la dégradation significative de la situation financière de la contrepartie comme par exemple la mise en évidence de pertes à terminaison par application d'un modèle de calcul de projection de flux recouvrables actualisés ;
- pour les instruments de capitaux propres (hors titres de participations non cotés) : tout élément indiquant que l'entité ne pourra pas recouvrer tout ou partie de son investissement initial. En outre, un test de dépréciation est systématiquement mené pour les titres en situation de moins-value latente de plus de 30% ou en situation de moins-value latente depuis plus de six mois. Ce test consiste à réaliser une analyse qualitative s'appuyant sur différents facteurs comme l'analyse du cours sur une période donnée, ou bien sur des informations afférentes à la situation de l'émetteur. Le cas échéant, une dépréciation est constatée sur la base du cours de cotation à la date d'arrêt. Indépendamment de cette analyse, une dépréciation est systématiquement constatée dès lors que le titre présente une moins-value latente en date d'arrêt de plus de 50%, ou une moins-value latente de plus de 24 mois ;
- pour les participations non cotées et non consolidées : une moins-value latente de plus de 20% sur une période supérieure à 18 mois, ou la survenance de changements significatifs dans l'environnement technologique, de marché, économique ou légal ayant un effet défavorable sur l'émetteur, qui indique que le montant de l'investissement dans l'instrument de capitaux propres ne peut pas être recouvré ;
- pour les parts de fonds communs de placements à risque (FCPR), la valeur liquidative seule ne permet pas d'apprécier la présence d'indice de dépréciation indiquant que l'investissement initial ne sera pas recouvré. En effet, durant la phase d'investissement, la valeur liquidative est grevée par les coûts initiaux (structuration, courtage, etc...). Ainsi, pour ce type de structures non cotées sur un marché actif, les principes de dépréciation suivants sont appliqués :
 - si, à chaque date d'arrêt, les résultats et la situation du fonds sont en ligne avec le business plan, il n'y a pas lieu de constater une dépréciation sur ces titres ;
 - dans le cas contraire, une réestimation du business plan est à effectuer pour déterminer s'il y a lieu, ou pas, de déprécier les titres.

Si la juste valeur d'un instrument classé comme disponible à la vente augmente au cours d'un exercice ultérieur et si cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation en résultat de la perte de valeur, les reprises de pertes de valeur :

- des instruments de capitaux propres ne sont pas constatés en compte de résultat mais au niveau des capitaux propres ;
- des instruments de dettes sont comptabilisés en résultat à hauteur de la dépréciation précédemment constatée.

Conformément à l'interprétation IFRIC 10, les dépréciations constatées sur des instruments de capitaux propres aux dates d'arrêts intermédiaires sont figées dans le résultat et ne peuvent être reprises avant la cession des titres.

Date de comptabilisation des opérations sur titres. — Les titres acquis ou cédés sont respectivement comptabilisés ou décomptabilisés en date de règlement livraison, quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent.

Les opérations de cession temporaire de titres sont également comptabilisées en date de règlement livraison. Pour les opérations de prise en pension ou de mise en pension de titres, un engagement de financement respectivement donné ou reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement-livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées respectivement en « Prêts et créances » et en « Dettes ». Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

5.2. Opérations de location :

Opérations dans lesquelles Natixis est crédit bailleur. — Les contrats de location sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. A défaut, ils sont classés en contrat de location simple.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq principaux indicateurs permettant d'apprécier si un contrat de location a transféré la quasi-totalité des risques et avantages :

- le contrat transfère la propriété du bien au preneur au terme de la durée de location ;
- le preneur à l'option d'acheter le bien à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- à l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- la nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location financement :

- si le preneur résilie le contrat de location, les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-value sur le bien...)
- les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- la faculté pour le preneur de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

A l'activation du contrat, la créance de location financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les revenus du contrat de location financement sont reconnus en résultat par le biais du Taux d'Intérêt Implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales à la date de commencement du contrat :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur, augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (qui correspond à la juste valeur de l'actif loué augmentée des coûts directs initiaux, c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

La norme IAS 17 exige que les valeurs résiduelles non garanties fassent l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du rythme d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (recalcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les revenus des contrats de location financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

Les provisions sur les opérations de location financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

Opérations dans lesquelles Natixis est crédit preneur. — Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont retraitées en consolidation à l'actif du bilan en poste « Immobilisations corporelles » lorsqu'elles sont significatives et comptabilisées, au commencement du contrat, pour un montant égal à la juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée en dettes au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

Concernant les locations simples, les actifs loués ne sont pas comptabilisés à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location dans le poste « charges des autres activités ».

5.3. Risque de crédit sur actifs comptabilisés en prêts et créances :

a) Risque de crédit déterminé sur base individuelle. — Natixis apprécie à chaque date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs classés en prêts et créances résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif, ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés. Il s'agit, en général, des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation nonobstant l'existence de garanties, la survenance d'un impayé depuis 3 mois au moins ou indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées.

Si cette indication de dépréciation existe, Natixis calcule les sommes estimées recouvrables actualisées au taux d'intérêt effectif d'origine en tenant compte de l'effet des garanties du contrat de prêt et comptabilise une dépréciation déterminée par différence entre la valeur nette comptable du prêt et ce montant recouvrable estimé.

La dépréciation est comptabilisée à l'actif et vient corriger le poste d'origine de l'actif déprécié présenté au bilan pour sa valeur nette. Les dotations et reprises de dépréciation sont enregistrées au compte de résultat en coût du risque.

Le retour en encours sains d'une créance en défaut s'effectue dès la reprise d'une relation commerciale normale avec la contrepartie. Il ne peut cependant intervenir avant la fin d'une période d'observation au cours de laquelle la reprise des paiements aura pu être constatée.

b) Risque de crédit déterminé sur base collective. — Les actifs financiers évalués au coût amorti pour lesquels il n'existe pas d'indice objectif de dépréciation individuelle sont inclus dans un groupe d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires. L'existence, au sein de ce groupe d'actifs homogènes, d'un indice objectif de dépréciation donne lieu à l'enregistrement d'une dépréciation sur base collective sans attendre que le risque ait individuellement affecté une ou plusieurs créances.

Les portefeuilles d'actifs homogènes ont été constitués suivant trois axes : la notation pour les encours sur les particuliers et les professionnels, le risque sectoriel et le risque géographique pour les autres contreparties (corporate, souverain,...).

Sont dépréciés, dans le premier groupe de risques (particuliers et professionnels), les encours ayant un caractère précontentieux.

Pour les deux autres classes de risque (sectoriel et géographique), la détection des indices objectifs de dépréciation résulte d'une analyse et d'un suivi approfondi des secteurs d'activité et des pays. Un indice objectif de dépréciation est constitué le plus souvent d'une combinaison d'indicateurs d'ordre micro ou macroéconomique propres au secteur ou au pays.

Concernant les secteurs d'activité, le Département des Risques sectoriels de la Direction des Risques établit une note sectorielle comprise dans une grille de notation équivalente à celle retenue pour la notation des grands corporates. La procédure de notation s'appuie sur la détermination d'une note intrinsèque faisant l'objet d'ajustements en fonction de la position dans le cycle, la fragilité intrinsèque, l'existence ou non d'une menace exogène et le positionnement du portefeuille Natixis. Les secteurs dont la notation est inférieure ou égale à BB- font systématiquement l'objet d'un examen en vue de leur provisionnement éventuel.

S'agissant des portefeuilles géographiques, il est tenu compte de la note attribuée au pays, elle-même intégrant un certain nombre de paramètres comme : la situation politique du pays, la capacité de résistance à un choc extrême, les fondamentaux de l'économie (ex : PIB par habitant, niveau de la dette extérieure), l'efficacité gouvernementale, les performances de l'économie et ses perspectives. Ces paramètres sont eux-mêmes caractérisés chacun par un ou plusieurs indicateurs. Sont aussi prises en compte des informations qualitatives en provenance d'agences spécialisées indépendantes.

Les encours mis sous surveillance, pour lesquels un défaut bâlois a été identifié, font l'objet d'une dépréciation sur base collective dès lors qu'ils ne sont pas dépréciés sur base individuelle.

Dès lors qu'un groupe homogène doit faire l'objet d'une dépréciation collective, la provision est déterminée sur la base des pertes attendues de chacun des encours constituant le groupe, calculées suivant les paramètres du dispositif bâlois.

La mesure du risque étant effectuée dans ce dispositif sur la base d'une probabilité de défaut à un an de façon générale, le calcul des pertes attendues est adapté, pour tenir compte d'une probabilité de défaut à l'horizon de la maturité de l'essentiel des crédits concernés.

Il est fait appel, le cas échéant, au jugement d'expert pour adapter le résultat du calcul à la situation réelle des risques de Natixis.

La dépréciation est comptabilisée à l'actif et vient corriger le poste d'origine de l'actif déprécié présenté au bilan pour sa valeur nette. Les dotations et reprises de dépréciation sont enregistrées au compte de résultat en coût du risque.

5.4. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture. — Conformément aux dispositions de la norme IAS 39, les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, qu'il s'agisse de dérivés détenus à des fins de transaction ou de dérivés de couverture.

Dérivés détenus à des fins de transaction. — Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsque leur valeur de marché est positive, en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsqu'elle est négative.

Ils sont réévalués, après leur comptabilisation initiale, à la juste valeur en contrepartie du poste de compte de résultat « Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat ». La réévaluation prend en compte sur cette même ligne les intérêts courus sur ces instruments.

Cas particulier des dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est un élément inclus dans un contrat hôte qui modifie tout ou partie des flux de ce contrat du fait d'une indexation sur un taux, le prix d'un titre, un cours de change ou d'autres indices.

Si l'instrument composé (contrat hôte et dérivé) n'est pas évalué en juste valeur par résultat, le dérivé incorporé est séparé de son contrat hôte dès lors qu'il répond à la définition d'un dérivé et que ses caractéristiques économiques et les risques qui lui sont associés ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les dérivés extraits de contrats hôtes figurent sur les lignes des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés de couverture. — La norme IAS 39, reconnaît trois types de relation entre dérivés et éléments couverts pour qualifier une comptabilité de couverture : la couverture de flux de trésorerie, la couverture de juste valeur et la couverture d'investissements nets libellés en devises.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective. À cet égard, les relations de couverture sont considérées comme étant efficaces lorsque rétrospectivement le rapport entre les variations effectives de valeur de l'élément de couverture et de l'élément couvert est compris entre 80% et 125%.

— Couverture en Cash Flow Hedge (couverture de flux de trésorerie)

Cette couverture est destinée à couvrir des flux de trésorerie futurs d'une transaction existante ou anticipée hautement probable.

— *Couverture des emprunts et émissions à taux variable* : Natixis utilise des swaps de taux emprunteurs de taux fixe à départ décalé afin de figer dans le futur les flux futurs d'emprunts (interbancaires) et d'émissions privées ou publiques.

— *Couverture des prêts à taux variable* : Natixis utilise des swaps de taux vanilles prêteurs de taux fixe afin de figer dans le futur les flux à taux variable de prêts à taux variable.

— *Couverture globale du risque de taux* : La couverture en Cash Flow Hedge est utilisée principalement pour la couverture globale du risque de taux de Natixis.

La documentation de la couverture globale du risque de taux de Natixis s'appuie sur la mise en place d'échéanciers de flux futurs variables tels que représentés par l'ensemble des opérations échéancées.

Le test prospectif consiste à construire (par type d'index et par devise) : un échéancier de montants cumulés d'emprunts à taux variable et de swaps emprunteurs taux fixe par bande de maturité, un échéancier de montants cumulés de prêts à taux variable et de swaps prêteurs taux fixe par bande de maturité.

La couverture est avérée si pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de s'assurer a posteriori de l'efficacité ou non de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt. À chaque arrêt, les variations de juste valeur pied de coupon des instruments dérivés de couverture sont comparées à celles des instruments dérivés hypothétiques (instruments synthétiques représentatifs des éléments d'actifs ou de passifs couverts et de l'intention de gestion). Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80% et 125%. En dehors de ces bornes, la relation de couverture est interrompue.

— *Comptabilisation d'une couverture de flux de trésorerie* : Les variations de juste valeur des dérivés sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et seule la partie inefficace de la couverture affecte le compte de résultat à chaque date d'arrêt au niveau du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les éléments couverts ne font l'objet d'aucune écriture spécifique (autre que celles qu'ils généreraient s'ils n'étaient pas couverts).

Quand une relation de couverture est interrompue, en particulier quand le ratio d'efficacité sort des bornes [80% ; 125%], le traitement comptable consiste alors à reclasser le dérivé dans les instruments financiers à la juste valeur par résultat et à reprendre par le résultat, au fur et à mesure que l'opération couverte porte ses effets en résultat, le montant d'efficacité accumulé au titre des périodes de couverture précédentes dans les capitaux propres recyclables au poste « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

— Couverture en Fair Value Hedge (couverture de juste valeur) :

Cette couverture est destinée à couvrir les risques de fluctuation de valorisation des instruments du bilan et des engagements fermes.

— *Couverture globale du risque de taux* : La filiale Natixis Financial Products LLC documente la couverture globale de son risque de taux suivant la méthodologie de la couverture de juste valeur. Pour le traitement comptable de ces opérations, l'entité applique les dispositions prévues par la norme IAS 39 adoptée dans l'Union européenne (IAS 39 « carve out »). Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture globale de juste valeur est similaire à celui des instruments dérivés de couverture de juste valeur. Les variations de juste valeur des portefeuilles d'instruments couverts sont enregistrées dans une ligne spécifique du bilan « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat.

— *Couverture de prêts ou d'emprunts à taux fixe* : Natixis utilise des swaps de taux vanilles prêteurs de taux fixe afin de se protéger contre une évolution défavorable des taux sur ses emprunts et émissions à taux fixe. Elle utilise des swaps de taux vanilles emprunteurs de taux fixe afin de se protéger d'une évolution défavorable des taux sur ses prêts et titres à taux fixe.

— *Documentation de la couverture de juste valeur* : Le test prospectif consiste à vérifier que les caractéristiques financières de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont quasi-identiques : date de valeur, date d'échéance, notionnel, taux fixe, fréquence des paiements.

Le test rétrospectif permet de s'assurer a posteriori de l'efficacité ou non de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêts.

À chaque arrêt, les variations de juste valeur pied de coupon des instruments dérivés de couverture sont comparées à celles des actifs/passifs hypothétiques (instruments synthétiques représentatifs des éléments d'actifs/passifs à couvrir). Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80% et 125%.

En dehors de ces bornes, la relation de couverture ne serait plus justifiable au sens de la comptabilisation en norme IFRS.

— *Comptabilisation d'une couverture de juste valeur* : Les variations de juste valeur des dérivés sont enregistrées en résultat (partie efficace et inefficace).

Symétriquement, les variations de juste valeur des composantes de risque couvertes sont enregistrées en résultat.

L'impact net dans le compte de résultat est donc limité à la part inefficace de la couverture.

La variation de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture est inscrite en résultat au poste « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les intérêts courus relatifs à ces instruments sont enregistrés au niveau du poste « Intérêts et produits assimilés » ou du poste « Intérêts et charges assimilées ».

Quand une relation de couverture est interrompue, le dérivé de couverture est alors reclassé dans les instruments à la juste valeur par résultat et le résultat latent sur l'élément couvert à la date de cessation de la relation de couverture est figé et amorti en résultat jusqu'à la date d'échéance de cet élément.

— Couverture d'un investissement net libellé en devises :

La couverture d'un investissement net libellé en devises est utilisée pour la couverture du risque de change lié aux investissements nets (filiale ou participation consolidée) en devises réalisés à l'étranger. Ce type de couverture suit les mêmes règles de comptabilisation que celles relatives aux couvertures de flux de trésorerie. La partie efficace des variations de juste valeur relatives aux instruments financiers de couverture (dérivé ou passif monétaire libellé en devises) est inscrite en capitaux propres. Ces variations de juste valeur viennent compenser les écarts de conversion enregistrés lors de la consolidation de l'entité (cf. note 2.10). La partie inefficace des variations de juste valeur est portée en compte de résultat. Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession de tout ou partie de l'investissement net.

Contrats internes. — De nombreux contrats portant sur des dérivés utilisés en comptabilité de couverture sont conclus en interne entre Natixis et ses filiales. De manière à permettre la qualification de couverture au niveau consolidé, Natixis s'assure périodiquement du correct retournement des opérations concernées sur le marché.

Dérivés de crédit. — Les dérivés de crédit utilisés par Natixis ne sont pas considérés comme des garanties financières, mais comme des dérivés, entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39. Ils sont classés dans les actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

5.5. Opérations en devises. — Les règles de comptabilisation dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par Natixis.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis, dans la monnaie fonctionnelle au cours de change comptant en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le solde est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les éléments non monétaires libellés en devises qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change du jour de la transaction (ou du jour du reclassement en capitaux propres pour les TSSDI émis : cf. note 12.3.1).

Les éléments non monétaires libellés en devises et évalués à la juste valeur sont convertis, dans la monnaie fonctionnelle, au cours de change prévalant à la date de clôture. Les écarts de change relatifs aux actifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à la valeur de marché (ex : instruments de capitaux propres) sont constatés en résultat lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en capitaux propres lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers disponibles à la vente », sauf si l'actif financier est couvert au titre du risque de change dans une relation de couverture de juste valeur, les écarts de change étant alors inscrits en résultat.

5.6. Juste valeur des instruments financiers :

— Principes généraux : La juste valeur d'un instrument (actif ou passif) est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergeant avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur se compose d'un prix milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation déterminés en fonction des instruments concernés et des risques associés.

Le prix milieu de marché est obtenu à partir :

- de prix cotés lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;
- d'une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, des justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché.

Les ajustements additionnels de valorisation intègrent des facteurs liés à des incertitudes de valorisation, tel que des risques de marché, de crédit et de liquidité afin de prendre en compte notamment les coûts induits par une opération de sortie sur le marché principal. De même, un ajustement (« Funding Valuation Adjustment – FVA ») visant à prendre en compte à travers des hypothèses, les coûts liés au financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également pris en compte.

Les principaux ajustements additionnels de valorisation sont présentés ci-après :

— Ajustement bid/ask (cours acheteur / cours vendeur) – Risque de liquidité : Cet ajustement représente l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur correspondant au coût de sortie. Il reflète le coût demandé par un intervenant de marché au titre du risque à acquérir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre intervenant de marché.

— Ajustement pour incertitude de modèle : Cet ajustement permet de prendre en compte les imperfections des techniques de valorisation utilisées et en particulier, les facteurs de risques non considérés, alors même que des paramètres de marché observables sont disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables utilisés pour les valoriser.

— Ajustement pour incertitude sur les paramètres : L'observation de certains prix ou de paramètres utilisés par les techniques de valorisation peut être difficile ou le prix ou paramètre peuvent ne pas être disponibles de façon suffisamment régulière pour déterminer le prix de sortie. Dans ces circonstances, un ajustement peut être nécessaire pour refléter la probabilité que les intervenants de marché adopteraient des valeurs différentes pour ces mêmes paramètres dans l'évaluation de la juste valeur de l'instrument financier considéré.

— Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA) : Cet ajustement s'applique aux évaluations qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que Natixis puisse ne pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché pour l'ensemble des segments de contreparties faisant l'objet de ce calcul. En l'absence de paramètres de marché liquides, des proxies par type de contrepartie, notation, géographie sont utilisés.

— Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (Debit Valuation Adjustment – DVA) et ajustement du coût de financement (FVA) : L'ajustement DVA est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit de Natixis sur la valorisation de ces instruments. Cet ajustement est établi à partir de l'observation des spreads de crédit d'un échantillon d'établissements comparables, compte tenu du niveau de liquidité du spread de CDS de Natixis au cours de la période. L'ajustement DVA est établi après prise en compte de l'ajustement du coût de financement (FVA).

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- Niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- Ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- Raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- Fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- Importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle. — La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante.

Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de contrôle des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la direction des Risques.

Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- L'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution...) ;
- L'homogénéité entre des sources différentes ;
- La périodicité d'alimentation des données ;
- Le caractère représentatif du paramètre au regard de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les « pricers » retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- la ré-implémentation indépendante du modèle dans le cadre de la validation algorithmique ;
- l'analyse comparative de la calibration des paramètres de modèle ;
- l'étude du risque de modèle via notamment l'analyse comparative du modèle avec d'autres modèles de valorisation, afin de s'assurer de l'adéquation du modèle et du « payoff » (Formule de flux positifs et négatifs attachés au produit à maturité) ;
- la mise en place d'ajustement au titre du risque de modèle pour prendre en compte les insuffisances éventuelles du modèle ou de sa calibration ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la Direction des risques, la Direction financière, le service de contrôle des données de marché et des valorisations tels que le Comité d'observabilité et de paramètres, le Comité de valorisation, le Comité des réactions, le Comité de validation de modèles.

— Niveaux de juste valeur : Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

a) Niveau 1 : Évaluation utilisant des cotations de marché sur marché liquide. — Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés sur une bourse ou échangés en continu sur d'autres marchés actifs, les dérivés négociés sur des marchés organisés (futures, options...) dont la liquidité peut être démontrée et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

b) Niveau 2 : Évaluation utilisant des données de marché observables. — Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments autres que les instruments mentionnés en niveau 1 de juste valeur et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

Des instruments simples :

La plupart des dérivés négociés de gré à gré, swaps, dérivés de crédit, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur des marchés actifs, c'est-à-dire sur des marchés liquides sur lesquels des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

— les titres moins liquides que ceux classés en niveau 1 dont la juste valeur est déterminée à partir de prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs et qui sont régulièrement observables sans qu'ils soient pour autant nécessairement directement exécutables (prix issus notamment des bases de contribution et de consensus) ; à défaut du respect de ces critères, les titres sont classés en niveau 3 de juste valeur ;

— les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables, ou méthode de multiples issue de techniques utilisées couramment par les acteurs du marché ;

— les titres souverains grecs dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes bid/ask concernant les prix de marché ;

— les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;

— les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash-flows » futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, « spreads » de réévaluation. Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notionnel restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation (basé sur la courbe cash reoffer BPCE au 31 décembre 2017 à l'instar des arrêtés précédents) et le « spread » moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- *Produits Actions* : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché ;
 - d'un « payoff », c'est-à-dire de la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité ;
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux /action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, volatilité locale combinée au Hull & White 1 facteur (H&W1F), Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle hybride volatilité locale combiné au H&W1F consiste à coupler le modèle de volatilité locale décrit supra avec un modèle de taux de type Hull & White 1 Facteur dont la description est mentionnée plus bas (cf. produits de taux).

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous-jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple, tels que les produits cliquets cappés/floorés.

— *Produits de taux* : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au « payoff » à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, 2 facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM smile.

Les modèles Hull & White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation du type bermudéenne (i.e. exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au smile de volatilité (i.e. évolution implicite de la volatilité par rapport au prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

— *Produits de Change* : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique, ainsi que des modèles hybrides couplant une modélisation du sous-jacent change avec deux modèles Hull & White 1 Facteur pour appréhender les facteurs taux.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré et documenté. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (notamment par exemple via un contributeur reconnu) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant, un « proxy » peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité (bid-ask), du risque de contrepartie, du risque lié au coût de financement des dérivés non ou imparfaitement collatéralisés, du risque de crédit propre (évaluation des positions dérivés passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

c) Niveau 3 : Évaluation utilisant des données de marché non observables. — Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des titres non cotés sur un marché actif relevant du métier de Capital investissement évalués à leur juste valeur selon des modèles couramment utilisés par les acteurs du marché, en conformité avec les normes International Private Equity Valuation (IPEV), mais qui sont sensibles à l'évolution du marché et dont la détermination de la juste valeur fait nécessairement appel à une part de jugement ;
- des titres structurés ou représentatifs de placements privés, détenus par le métier assurance ;
- des instruments hybrides dérivés de taux et de change, ainsi que les dérivés de crédit qui ne sont pas classés en niveau 2 ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de « lock-up » ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponible (valeur liquidative, NAV etc.) au titre du peu de liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « Prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011, relatives aux fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et au règlement européen du 26 juin 2013 (CRR) relatives aux exigences du dispositif de Bâle 3, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiquée dans la partie 3.7 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres affectant significativement la valorisation de l'instrument, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 31 décembre 2017, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions & indices multi sous-jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (Multi Assets et Mutual Funds) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Pour ces instruments, le tableau ci-après fournit les principaux paramètres non observables ainsi que les intervalles de valeurs.

Classe d'instrument	Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe d'instrument	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés
Instruments dérivés de crédit	CDO, Index tranche	Technique d'estimation des défauts tenant compte des effets de corrélation et d'une modélisation du recouvrement	Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO	5 % - 95 % (a)
	CDS sur des Private Finance Initiative (autres que des CDS sur actifs de titrisation)	Extrapolation à partir des prix sur la base d'hypothèse de recouvrement	Taux de recouvrement	60 %-100 %
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Swaps de Titrisation	Actualisation des flux attendus sur la base d'hypothèses de remboursement anticipé du portefeuille sous-jacent	Taux de Remboursement anticipé	2 % - 17 %
	Sticky CMS / Volatility Bond	Modèles de valorisation d'options sur taux d'intérêt	Paramètres de retour à la moyenne	[1 % ; 5 %]
	Callable Spread Option and Corridor Callable Spread Option	Modèle de représentation à plusieurs facteurs de la courbe des taux	Spread mean-reversion	[0 % ; 30 %]
	Swap Spread Lock et Option sur Spread Lock	Modèle normal bi-varié pour appréhender la valeur temps des options Spread Lock et réplcation pour les CMS et TEC Forwards	Courbe de Spread Lock, Volatilités TEC forward et corrélation TEC-CMS	Spread-Lock : [+2,28 Bp, +29,94 BP]Vol tec =[50BP, 70 BP]Correl TEC-CMS = [70 %, 95 %]
	Cap/Floor de volatilité	Black & Scholes	Vol de taux pour les devises absentes de Totem ou maturités longues	Vol Taux : 4,69 % à 101,36 %
Instruments dérivés de change	Option à barrière européenne, Option asiatique, Option vanille digitale, Option vanille européenne	Skew Model, Modèle à volatilité locale, Black & Scholes,	Vol de change pour les paires absentes de Totem ou maturités longues	Vol ATM : 0,84 % à 22,25 %
	TRS et Pensions indexés sur paniers d'actions VRAC	Modélisation synthétique du panier sous-jacent VRAC (avec un repo à estimer) et valorisation actuarielle dans le cas du TRS ou avec un modèle hybride standard Equity/Taux pour l'autocall TRS	Courbe de repo des paniers VRAC	Repo Vrac : -0,84 % à +0,5 %
Instruments dérivés Helvetix	Strip d'options long terme, Strip d'options quantos, Strip d'options digitales Spread Options et Spread Options digitales	Modèle Black & Scholes Copule gaussienne	Corrélation change/change Volatilité long terme USDCHF & EURCHF	Correl EURCHF : 36,7 % ; 40,9 %Volatilités Long Terme : 9% - 16%Correl USDCHF : -69,10 % ; -78,80 %Volatilités Long Terme : 9 % - 15 %
Instruments dérivés sur fonds	Payoffs as Target Volatility strategy et CPPI sur Mutual Funds	L'approche retenue est un modèle hybride couplant un modèle multi sous jacent equity de type volatilité locale avec un modèle de taux 1 facteur Heath-Jarrow-Morton (HJM1F)	Données sur les fonds	Correl Fonds - Taux : -40 % à 25 %
Instruments dérivés hybrides taux / change	PRDC / PRDKO / TARN long-terme	Modèle de valorisation des options hybrides taux de change / taux d'intérêt	Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt ainsi que des niveaux de volatilité long-terme	Correl AUDJPY et USDJPY : 15 % à 50 %Volatilité Long Terme : 8 % à 15 %
Instruments dérivés hybrides Equity/Taux/Change (FX)	Range Accrual Callable Long (15Y) sur plusieurs classes d'actifs (Equity+Fx+Taux)	Modèle hybride couplant une diffusion Equity, une diffusion FX et une diffusion des taux	Paramètres de Corrélations (Equity-Fx, Equity-Taux, Taux-Fx)	- EQ/FX = [20 %, 50 %]- EQ/IR = [30 %, 50 %]- FX/IR = [20%, 30%]
Instruments dérivés hybrides Taux/Crédit	Range Accrual Callable Long (15Y) sur Taux et Crédit (événement de défaut)	Modèle hybride couplant une diffusion des taux et une diffusion du crédit	Paramètres de Corrélation Taux-Crédit et Volatilité Crédit	- Correl Taux/Credit : [-13%, 3%]- Vol Credit: Structure par terme([2Y, 200%], [5Y, 60%], [10Y,50%])
Instruments dérivés sur actions	Payoffs Multi-sous-jacent de maturité longues	Modèle de valorisation d'options sur volatilité	Paramètres de corrélation	Correl stock/stock : 18,4 % à 92,13 %

		intégrant la corrélation entre les actifs		
(a) l'ensemble des opérations intégrant ce type de données étant en parfait back-to-back ; ce paramètre justifiant la classification de niveau 3 est parfaitement hedgé				

Politique suivie par Natixis concernant les transferts de niveau de juste valeur. — Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités ad hoc associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés dans les principes généraux.

Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation.

Au 31 décembre 2017, en application de cette procédure, certaines options de change, ainsi que les caps et floors de volatilité, ont été transférés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur en fonction de leur horizon de liquidité, déterminé par devises sous-jacentes. L'impact passif net au bilan des options de changes transférées en niveau 3 au 31 décembre 2017, s'élève à 226 millions d'euros (cf. notes 6.7.5.2 et 6.18.2) et est sans impact sur le compte de résultat.

Pour rappel, en application de cette procédure, les produits multi-sous-jacents actions dont la maturité résiduelle est comprise entre 4 et 5 ans avaient fait l'objet d'un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2016 (cf. note 6.7.5.2).

— Instruments affectés par la crise financière :

a) CDS conclus avec des réhausseurs de crédit (monolines et CDPC) : Depuis le 31 décembre 2015, le modèle de valorisation des réactions sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS se rapproche, en terme de méthode, de l'ajustement mis en place pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA). Il tient compte également de l'amortissement attendu des expositions et du spread des contreparties implicite des données de marché.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), la méthode appliquée consistait en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents étaient stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recouvrement » de 27%. Il en résultait une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Compte tenu de l'arrivée à maturité des positions sur CDPC au cours de l'exercice 2017, les réactions antérieurement constatées (réactions affectées et réserve générale selon la méthode précitée) ont été intégralement reprises.

b) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation :

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants :

– CLO : Au 31 décembre 2017, Natixis ne détient plus de positions de CLO valorisées selon le modèle de scoring. Ce modèle de scoring avait été appliqué à certaines structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants.

– CDO Trups (Trust Preferred Securities) : Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

– CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI) : Le modèle de valorisation mis en œuvre, pour les CDS portant sur les valeurs PFI (financement de projet en partenariat public privé), est basé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de « recouvrement » uniforme.

— Instruments non valorisés en juste valeur au bilan : La norme IFRS 13 requiert de mentionner dans les notes annexes la juste valeur, ainsi que leurs niveaux de juste valeur associés, de tous les instruments financiers enregistrés au coût amorti, y compris les crédits. Les méthodes de valorisation utilisées pour la détermination de la juste valeur présentée en annexe sont précisées ci-dessous.

Crédits enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location financement : La grande majorité des crédits de Natixis sont des crédits à taux variable et leur juste valeur est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que Natixis accorderait en date d'arrêté à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. S'agissant essentiellement de crédits à taux variable, la méthode consiste donc à ajuster le taux contractuel en fonction de l'évolution des taux pratiqués sur le marché des crédits et de l'évolution du risque de contrepartie.

La juste valeur des opérations de pensions est déterminée en actualisant les flux de trésorerie attendus au taux de marché à la date de clôture auquel est rajouté un spread de liquidité.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est considérée correspondre à leur valeur comptable. C'est également généralement le cas des actifs financiers de durée inférieure ou égale à un an et des comptes courants. Les encours correspondant sont classés en niveau 2 de juste valeur. Sont également classées en niveau 2 de juste valeur, les opérations de prêts et créances avec les affiliés.

Dettes et épargne : L'évaluation de la juste valeur des emprunts et dettes de titres de Natixis est basée sur la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs utilisant des paramètres à la date d'arrêté tels que la courbe de taux du sous-jacent et le spread auquel Natixis prête ou emprunte aux entités du Groupe. La juste valeur des dettes dont la durée est inférieure à un an est considérée correspondre à la valeur comptable ; ces dettes sont classées dans ce cas de figure en niveau 2 de juste valeur, de même que les dettes à l'égard des affiliés.

Immeubles de placement valorisés au coût dans les comptes : La détermination de la juste valeur des immeubles de placement (hors immeubles de placement des sociétés d'assurance) repose sur la méthode de capitalisation du loyer, communément utilisée par les professionnels de l'immobilier. Le taux de capitalisation appliqué à l'immeuble dépend d'un ensemble de facteurs tels que la localisation, la qualité et le type de la construction, son usage, le régime de propriété de l'actif, la qualité des locataires et les caractéristiques des baux, le niveau des taux d'intérêt ou encore l'état de la concurrence sur le marché immobilier.

5.7. Dispositif de garantie des actifs de l'ex canton GAPC. — Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de l'ex canton GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a alors permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

— une sous-participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de perte et à hauteur de 85% du montant de perte ;

— deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1^{er} juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci

Le montant de prime réglé en 2009 par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière était de 1 183 millions d'euros. Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat, ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de dépréciations (en coût du risque) ;
- les étalements de décote générée le 1er octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » à cette même date dans le cadre de l'application de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008.

Il convient de relever qu'au 31 décembre 2017 (de même qu'au 31 décembre 2016) la garantie financière ne produit quasiment plus d'effet aux plans comptable et prudentiel, les positions auxquelles elle était adossée ayant été quasiment toutes cédées ou liquidées.

Il en est de même de la garantie sous forme de TRS et option, l'option étant dans la monnaie.

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) et immeubles de placement :

Évaluation initiale. — Les immeubles de placement, présentés au bilan sur une ligne distincte des autres immobilisations corporelles, sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des revenus de location plutôt que pour les besoins d'exploitation.

Lors de la première application des normes IFRS, les immobilisations corporelles et les immeubles de placement ont été maintenus à leur coût historique tel que le prévoient les options offertes par la norme IFRS 1, à l'exception des immeubles représentatifs de placements en assurance qui sont comptabilisés à la juste valeur par résultat.

À leur date d'acquisition, les immobilisations corporelles et les immeubles de placement sont comptabilisés à leur prix d'achat augmenté des frais directement attribuables (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'acte), y compris les coûts d'emprunts quand les conditions d'éligibilité requises par la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » sont satisfaites.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Immobilisations incorporelles » pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses de matériel et de services, les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de ces logiciels en vue de leur utilisation et les coûts d'emprunt lorsque les conditions d'éligibilité requises par la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » sont satisfaites.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont immobilisées dès lors que les critères de reconnaissance d'un actif tels qu'édictés par la norme IAS 38 sont remplis : faisabilité technique, intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre, probabilité d'avantages économiques futurs, disponibilité de ressources, capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses de développement. Les dépenses encourues pendant la phase de recherche ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Évaluation ultérieure. — Postérieurement à leur acquisition, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, à l'exception des immeubles représentatifs de placements en assurance qui sont comptabilisés à la juste valeur par résultat conformément aux dispositions des normes IAS 40 et IFRS 4.

La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché combinée à une comparaison avec le marché des transactions.

Conformément à l'article R332-210-1 du code des assurances, une expertise quinquennale des immeubles de placement est réalisée par un expert indépendant agréé par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). Entre deux expertises, les valeurs de marché des biens sont certifiées semestriellement par les experts.

Amortissement. — Dès lors qu'elles sont en état d'être utilisées selon les modalités prévues par Natixis, les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables sont amorties sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, dégressif ou progressif quand ces derniers correspondent à l'amortissement économique. La valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable lorsque celle-ci peut être évaluée de façon fiable. Pour Natixis, les valeurs résiduelles des composants autres que les terrains et les façades classées non destructibles ne sont pas considérées comme pouvant être estimées de façon fiable. Elles sont donc réputées nulles.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, un plan d'amortissement spécifique est défini pour chaque composant significatif d'une immobilisation corporelle ayant une durée d'utilité ou un rythme de consommation des avantages futurs différents de ceux de l'immobilisation prise dans son ensemble. Pour les immeubles d'exploitation et de placement, Natixis a appliqué l'approche par composants en retenant les composants et les durées d'amortissement suivants :

Composants	Durée d'amortissement
Terrain	NA
Façades non destructibles classées aux monuments historiques	NA
Façades /couverture /étanchéité	20 à 40 ans
Fondations / ossatures	30 à 60 ans
Ravalement	10 à 20 ans
Équipements techniques	10 à 20 ans
Aménagements intérieurs	8 à 15 ans

Les autres catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité des biens considérés, celle-ci se situant généralement dans une fourchette allant de cinq à dix ans.

Les logiciels acquis sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, inférieure à cinq ans dans la majorité des cas. Les logiciels générés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder quinze ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées notamment des valeurs de portefeuille client amorties sur la durée de vie des contrats (durée allant de 5 à 8 ans pour les Etats-Unis).

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont présentées au poste de « Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelle » du compte de résultat consolidé.

Dépréciation. — Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'indices objectifs de pertes de valeur et au minimum une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. L'existence d'indices de perte de valeur est appréciée à chaque date

d'arrêté. Lorsqu'un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif isolé ou, si cela n'est pas possible, celle de l'UGT à laquelle appartient cet actif, est estimée. Celle-ci correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité résultant de l'actualisation des flux futurs de trésorerie. Si la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT considérée est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée en résultat sur la ligne « Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». Ces dépréciations peuvent être reprises lorsque les conditions qui ont conduit à leur constatation sont modifiées (par exemple disparition des indices de pertes de valeur).

Plus ou moins-values de cession. — Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes sur autres actifs » tandis que les résultats de cession sur immeubles de placement sont enregistrés sur les lignes « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Mise au rebut ou abandon d'immobilisation en cours. — La charge induite par la mise au rebut d'une immobilisation corporelle est enregistrée au niveau du poste « Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat consolidé.

L'abandon d'un projet informatique en cours de développement entraîne sa décomptabilisation. En contrepartie, une charge est enregistrée au poste « Gains ou pertes sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat consolidé.

Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées. — Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouverte par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Une vente est hautement probable si :

- un plan de cession de l'actif (ou du groupe d'actifs) impliquant une commercialisation active est engagé au niveau de la direction ;
- une offre non liante a été remise par au moins un acquéreur potentiel ;
- il est peu probable que des changements notables soient apportés au plan ou que celui-ci soit retiré.

Les actifs concernés sont classés dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés » et cessent d'être amortis à compter de leur déclassement. Ils font l'objet d'un provisionnement dès que leur valeur comptable est supérieure à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les dettes liées sont comptabilisées au passif dans une rubrique dédiée.

Si la cession n'est pas intervenue dans les douze mois suivant la classification dans les « Actifs non courants destinés à être cédés », l'actif cesse d'être classé dans cette catégorie, sauf circonstances particulières indépendantes du contrôle de Natixis.

Au 31 décembre 2016, Natixis avait conclu un engagement de cession relatif à un de ses portefeuilles d'assurance vie et des titres représentatifs de ces engagements. La réalisation de cette cession était toutefois conditionnée à l'obtention des autorisations de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de régulation). Les titres représentatifs des engagements d'assurance initialement classés dans les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » et « actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option » avaient été reclassés sur la ligne « actifs non courants destinés à être cédés ». Conformément à la norme IFRS 5, les titres reclassés ont été valorisés suivant les dispositions de la norme IAS 39 et les engagements d'assurance ont fait l'objet d'une actualisation de leur provision technique. Au 31 décembre 2017, Natixis n'ayant pas encore obtenu l'autorisation précitée, le classement sous IFRS 5 a été maintenu, la circonstance dont dépend la réalisation de la vente étant indépendante du contrôle de Natixis.

Une activité abandonnée est une composante d'une entité clairement identifiable, cédée ou classée comme détenue en vue de la vente qui respecte l'une des trois conditions suivantes :

- la composante constitue une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- sans constituer une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte, la composante fait partie d'un plan unique et coordonné de cession d'une ligne d'activité ou d'une zone géographique principale et distincte ;
- la composante constitue une filiale acquise uniquement dans l'objectif d'être cédée.

Les actifs et passifs relatifs à une activité abandonnée suivent le même traitement au bilan que les groupes d'actifs détenus en vue de la vente. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte au compte de résultat et inclut le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le résultat net après impôt résultant de la cession effective ou de l'évaluation des actifs ou des groupes d'actifs détenus en vue de la vente à leur juste valeur minorée des frais de cession.

5.10. Passifs financiers évalués en juste valeur par résultat. — Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction (dont les instruments financiers dérivés) ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39 et dont les conditions d'application ont été précisées par l'amendement apporté à cette norme en juin 2005.

Ces passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et portés au bilan dans la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables au risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, ce mode de présentation ne créant ou n'accroissant pas une situation de non concordance comptable. Ce dernier est enregistré dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » en application de la norme IFRS9, dont ce volet a été appliqué de façon anticipée par Natixis dès le 1^{er} janvier 2016 (cf. tableau de variation des capitaux propres).

En cas de rachat anticipé des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, les gains ou pertes de juste valeur réalisés et attribuables au risque de crédit propre, sont transférés directement du poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au poste « réserves consolidées » au sein des capitaux propres.

5.11. Dettes. — Les dettes émises par Natixis et qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit », en « Dettes envers la clientèle », en « Dettes représentées par un titre » ou en « Dettes subordonnées ».

Les dettes représentées par un titre sont enregistrées, à l'origine, à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti permettant un étalement des frais d'émission sur la durée de vie des titres.

5.12. Décomptabilisation. — Selon la norme IAS 39, Natixis décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels de l'actif expirent. Natixis décomptabilise également tout ou partie d'un actif financier lorsqu'elle a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Dans le cas où Natixis n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, le transfert du contrôle de l'actif est analysé. Si le contrôle est perdu, l'actif est décomptabilisé. Si Natixis conserve le contrôle, l'actif demeure au bilan à hauteur du niveau « d'implication continue ».

En vertu du principe d'« implication continue », un lien est maintenu avec l'actif financier transféré notamment si les conditions contractuelles du transfert prévoient :

- une faculté ou une obligation de rachat des actifs transférés ;
 - la perception d'une compensation financière liée à la performance de l'actif transféré.
- Un passif financier est décomptabilisé s'il est éteint, annulé ou échu.

Opérations de pension livrée :

- a) Chez le cédant : Les titres ne sont pas décomptabilisés. Natixis comptabilise un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (« Titres donnés en pension livrées »).
- b) Chez le cessionnaire : Il n'y a pas de comptabilisation des actifs reçus mais comptabilisation d'une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées. Le montant décaissé à l'actif est enregistré dans un compte de « Titres reçus en pension livrée ».
- Lors des arrêts suivants, les titres continuent d'être évalués chez le cédant suivant les règles relatives à leur catégorie d'origine. Chez le cessionnaire, la créance est maintenue au bilan.

Opérations de prêt et emprunt de titres. — Les prêts/emprunts de titres ne peuvent pas être assimilés à un transfert d'actif financier au sens IFRS du terme. Par conséquent, ces opérations ne peuvent donner lieu à une décomptabilisation des titres prêtés. Les titres prêtés ne sont pas identifiés en normes IFRS : ils restent comptabilisés dans leur catégorie IFRS d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Concernant les positions emprunteuses, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

5.13. Compensation des actifs et passifs financiers. — Conformément à la norme IAS 32, Natixis compense un actif financier et un passif financier et un solde net est présenté au bilan à la double condition d'avoir un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de dérivés et de pensions livrées traitées avec des chambres de compensation, dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères mentionnés supra, font l'objet d'une compensation au bilan (cf. note 6.3).

5.14. Provisions et passifs éventuels. — Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions au passif autres que celles relatives aux engagements sociaux concernent principalement les provisions pour restructuration et les provisions pour risques et litiges.

- a) Provision pour restructuration : Une provision pour restructuration est comptabilisée dès lors que les critères généraux de comptabilisation des provisions exposés ci-dessous sont vérifiés et dès lors que les deux conditions suivantes sont satisfaites :
- Il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration à la date de clôture précisant :
 - les activités concernées ;
 - les principaux sites affectés ;
 - la localisation, la fonction et le nombre approximatif de membres du personnel qui seront indemnisés au titre de leur contrat de travail ;
 - les dépenses qui seront engagées ;
 - et la date à laquelle le plan sera mis en œuvre.
 - Natixis a créé chez les personnes concernées une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration soit par un début d'exécution, soit par l'annonce des principales caractéristiques du plan à la date de clôture.

Les provisions pour restructuration n'incluent que les dépenses directement liées à la restructuration.

En 2016, Coface avait constitué une provision pour restructuration au titre du plan d'adaptation des effectifs. Ce plan prévoyait 148 départs en pré-retraite et des départs volontaires et concernait principalement les entités situées en France et en Allemagne. Le montant de la provision résiduelle au 31 décembre 2017 à ce titre est communiqué en note 6.16.2.

- b) Provisions pour risques et litiges :
- Le descriptif des principaux risques et litiges auxquels est exposé Natixis est présenté dans la partie 3.11 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

Aucun passif ou actif éventuel n'est enregistré.

Les provisions constituées au passif dans les comptes de Natixis au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, sont présentées en note 6.16.2 « Provisions pour risques et charges » et les dotations éventuelles sont précisées en note 7.5 « Autres produits et charges », en note 7.6 « Charges générales d'exploitation » et en note 7.7 « Coût du risque ».

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

- 5.15. Avantages du personnel. — Conformément à la norme IAS 19, les avantages dont bénéficie le personnel sont classés en quatre catégories :
- « **les avantages à court terme** », tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement et les rémunérations variables se rattachant à l'exercice ;
 - « **les indemnités de cessation d'emploi** », désignant les avantages du personnel accordés en contrepartie de la cessation d'emploi d'un membre du personnel avant l'âge normal de départ en retraite, résultant soit de la décision de l'entité, soit de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnités en échange de la cessation de son emploi ;
 - « **les avantages postérieurs à l'emploi** », tels que les régimes de retraite, les régimes de retraite complémentaire de pension bancaire, les indemnités de fin de carrière et les autres prestations contractuelles bénéficiant au personnel retraité ;
 - « **les autres avantages à long terme** », comprenant notamment les médailles du travail et les rémunérations différées versées en numéraire dans le cadre des plans de fidélisation et de performance.

Les avantages à court terme sont comptabilisés en charges au cours de la période durant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants à la contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Lorsque l'employeur s'y est engagé formellement, ou lorsqu'il comptabilise les coûts d'une restructuration prévoyant le paiement de telles indemnités, les indemnités de cessation d'emploi font l'objet d'une provision.

Conformément aux principes de comptabilisation prescrits par la norme IAS 19, Natixis distingue parmi les avantages postérieurs à l'emploi :

- les régimes à cotisations définies, pour lesquels l'entreprise n'est pas engagée sur un niveau de prestations ;
- les régimes à prestations définies pour lesquels Natixis s'engage (de manière formelle ou implicite) sur un montant ou un niveau de prestations.

Les cotisations appelées au titre des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au cours de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision, déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières revues sur un rythme annuel (notamment le taux d'actualisation basé sur la courbe de taux des obligations Corporates AA). La valeur des actifs de régime est déduite de la dette actuarielle ainsi déterminée. Cette évaluation est réalisée régulièrement par des actuaire indépendants.

Les contrats d'assurance souscrits auprès d'une partie liée à Natixis et destinés à financer tout ou partie de l'engagement de Natixis au titre de ses régimes à prestations définies sont présentés à l'actif du bilan dans le poste « Compte de régularisation et actifs divers ».

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses actuarielles et effets d'expérience (effet des différences constatées entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit) sont comptabilisés en éléments non recyclables en résultat global parmi les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- le coût des services rendus, représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période ;
- le coût des services passés, résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes ;
- le coût financier net correspondant à la désactualisation de l'engagement net.

Les autres avantages à long terme sont évalués et comptabilisés selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies à l'exception près des éléments de réévaluation du passif qui sont comptabilisés directement en charges.

Le montant estimé de la charge relative aux rémunérations variables réglées en trésorerie, sous condition de présence dans le cadre des plans de fidélisation et de performance, est étalé sur la période d'acquisition des droits.

5.16. Distinction entre dettes et capitaux propres. — Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur :

— Les titres super-subordonnés et les actions de préférence sont classés en capitaux propres compte tenu de la renégociation en 2009 d'une clause qui rendait le versement d'un coupon non optionnel en cas de résultat consolidé positif et qui depuis lors est devenue discrétionnaire ;

— L'évolution des encours durant l'exercice est présentée en note 6.17 « Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice » et en note 12 « Gestion du Capital » ;

— Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

— sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;

— si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres ;

— La part des investisseurs tiers dans l'actif net des OPCVM dédiés, inclus dans le périmètre de consolidation de Natixis, représente un passif financier enregistré au bilan dans les « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». La quote-part des investisseurs tiers dans le résultat bénéficiaire de l'OPCVM est inscrite sur la ligne « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat consolidé ;

— Les parts détenues par les investisseurs tiers dans des fonds à durée de vie limitée, intégrés globalement dans le périmètre de consolidation de Natixis et donnant droit aux souscripteurs d'obtenir le remboursement d'une quote-part de l'actif net du fonds lors de la liquidation, sont classées en dettes dans les « Comptes de régularisation et passifs divers » du bilan consolidé. La quote-part des investisseurs tiers dans le résultat bénéficiaire du fonds est inscrite sur la ligne « Intérêts et charges assimilées » du compte de résultat consolidé.

5.17. Paiements sur base d'actions :

Augmentations de capital réservées aux salariés. — Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise, avec une décote par rapport à un prix moyen de marché sur une période donnée (appelé prix de référence), sont grevées d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti se mesure comme la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription, multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La méthode de valorisation de l'incessibilité repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable in fine à l'issue des cinq ans par le produit de la vente à terme. Le taux de l'emprunt est celui qui serait consenti, à un acteur du marché sollicitant un crédit de trésorerie non affecté remboursable dans 5 ans et présentant un profil de risque moyen.

Les principales hypothèses retenues pour la valorisation des avantages liés aux augmentations de capital réservées aux salariés sont communiquées en note 11.2.4.

Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions. — En conformité avec les principes posés par la réglementation européenne complétée en 2013 par la Directive 2013/36/EU dénommée « CRD IV » et l'arrêté du 3 novembre 2014, et selon les critères déterminés par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) dans son standard technique publié le 16 décembre 2013 et approuvés par la Commission européenne dans le Règlement délégué 604/2014 du 4 mars 2014, Natixis a mis en place un système de rémunération variable différée applicable à sa population dite « régulée » et également à un certain nombre de collaborateurs ne relevant pas des dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014. Les plans attribués dans ce cadre et dont le paiement est fondé sur des actions, sont réglés suivant deux formes : en actions Natixis ou bien en numéraire indexé sur le cours de l'action.

— Plans de fidélisation et de performance réglés en actions : En application de la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions », l'attribution d'actions gratuites aux salariés donne lieu à la comptabilisation d'une charge représentative de la juste valeur des biens ou services reçus à la date d'attribution. Cette charge de personnel est enregistrée en contrepartie des capitaux propres. La juste valeur des services reçus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d'attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d'acquisition des droits et en tenant compte des conditions de présence.

La charge est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. La charge est ajustée, au cours de la période d'acquisition des droits, pour tenir compte des pertes de droits.

— Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis : Le traitement comptable des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie est défini par la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions ». Celle-ci prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement du passif, la dette est réévaluée en date de clôture ainsi qu'à la date de règlement en comptabilisant en résultat de la période la variation de juste valeur. La réévaluation de la dette en date d'arrêté tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Lorsque le versement de la rémunération est soumis à une condition de présence, la charge de rémunération correspondante est étalée linéairement sur la période d'acquisition. En l'absence de condition de présence, la charge est constatée sans étalement, en contrepartie d'une dette. Cette dernière est ensuite réévaluée en date de clôture en fonction de la condition de performance et de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

La modification des termes et conditions d'un plan de fidélisation et de performance réglé en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis ayant pour conséquence la requalification de ce dernier en un plan de fidélisation et de performance réglés en actions, entraîne la décomptabilisation de la dette enregistrée au titre du plan initial indexé sur la valeur de l'action Natixis et la comptabilisation du nouveau plan de fidélisation et de performance

réglés en actions à hauteur des services rendus à la date de modification. La différence résultant de la comptabilisation en capitaux propres et de la décomptabilisation de la dette est constatée immédiatement en résultat.

Les caractéristiques de ces plans et leurs impacts chiffrés sur l'exercice sont décrits en note 11.2.2.

5.18. Actions propres et dérivés sur actions propres. — L'ensemble des actions propres détenues par Natixis est porté en déduction des capitaux propres indépendamment de leur objectif d'acquisition et/ou de détention. Le résultat dégagé dans les comptes sociaux au titre de la cession, de l'évaluation ou de la dépréciation d'actions propres comptabilisées en portefeuille de transaction ou de placement est annulé, dans les comptes consolidés, par contrepartie des capitaux propres.

Les dérivés sur actions propres sont traités différemment selon leur mode de dénouement :

— comme des instruments de capitaux propres si le dénouement est effectué par l'échange d'un nombre fixe d'actions propres contre un montant fixe de trésorerie ou d'un autre actif financier et si cet échange est le seul mode de dénouement contractuellement possible. Dans ce cas, ces instruments ne font l'objet d'aucune réévaluation ultérieure ;

— comme des dérivés si le dénouement est effectué par un règlement net en trésorerie ou par un règlement net en actions propres. Dans ce cas les variations de juste valeur de ces instruments sont comptabilisées en compte de résultat.

Un contrat qui impose à Natixis d'acheter ses propres actions crée une dette à hauteur de la valeur actualisée du rachat, quelle que soit la qualification du dérivé, par la contrepartie des capitaux propres.

5.19. Commissions reçues. — Les modalités de comptabilisation des commissions reçues dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service est attaché.

Les commissions rémunérant une prestation de services immédiate, telles que les commissions d'apporteurs d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation.

Les commissions perçues dans le cadre d'une prestation de service continue telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que, par exemple, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt.

5.20. Charge fiscale. — La charge d'impôt de l'exercice comprend :

— l'impôt exigible des différentes sociétés françaises au taux de 44,43% sur l'exercice 2017 et 34,43% sur l'exercice 2016 ou au taux en vigueur localement pour les sociétés et succursales étrangères. En 2017, le taux français de 44,43% intègre les contributions exceptionnelles et additionnelles de 5% chacune, votées dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2017, qui concernent les entreprises qui réalisent respectivement un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard d'euros et 3 milliards d'euros (la contribution exceptionnelle et la contribution additionnelle étant cumulatives en cas de franchissement du seuil de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) et portent sur le seul exercice 2017 ;

— l'impôt différé résultant des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan, calculé selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale en appliquant les règles d'imposition locale et en utilisant le taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporelle se retournera. Leur calcul ne fait l'objet d'aucune actualisation.

La compensation des actifs et passifs d'impôts différés se fait au sein d'une même entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale auquel elle est rattachée le cas échéant.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé (de 10 ans maximum). Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

Le taux d'impôt différé retenu en France, intègre les baisses d'impôt prévues dans le cadre des lois de finances pour 2017 et 2018, qui prévoient une réduction progressive du taux d'impôt sur les sociétés, qui passera (hors effet de la contribution sociale de 3,3%) à 28% en 2020, 26,5% en 2021 et 25% en 2022 et suivants.

Au titre de la réforme fiscale adoptée a été retenue la baisse de taux d'impôt aux Etats-Unis applicable aux résultats des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La mise en œuvre de la baisse du taux d'impôts fédéral s'accompagne notamment d'une mesure limitant l'imputation des déficits reportables, ainsi que la mise en œuvre d'une taxe assimilable à l'impôt sur les sociétés (BEAT payment : paiement d'une Base Erosion and Anti-abuse Tax). Ces deux éléments n'ont pas été considérés comme susceptibles d'impacter significativement le produit provenant de la baisse du taux d'impôt fédéral.

Tous les décalages ont été retenus quelle que soit la date de récupération ou d'exigibilité. Le solde net d'impôt différé figure à l'actif sur la ligne « Actifs d'impôts différés ».

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est enregistrée dans les comptes en « Charges générales d'exploitation », Natixis considérant que son calcul n'est pas assis sur un résultat net.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été considéré comme entrant dans le champ de la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». En conséquence, ce crédit d'impôt est présenté en déduction des charges de personnel auxquelles il se rapporte.

Le 6 octobre 2017, le Conseil Constitutionnel a déclaré l'article 235 ter ZCA du code général des impôts contraire à la Constitution dans sa rédaction résultant de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015. Cet article instituait une contribution additionnelle de 3% sur les revenus distribués.

Jusqu'en 2016, conformément à IAS 12, la charge liée à cette contribution a été comptabilisée au sein de la ligne d'impôts de la période au cours de laquelle la décision de distribution a été adoptée. Elle représentait un montant de 20,9 millions d'euros pour l'exercice 2016. En 2017, les remboursements intervenus au titres des années 2012 à 2016 ont été comptabilisés sur la ligne d'impôts pour un montant de 104,8 millions d'euros.

5.21. Engagements de financement et de garantie :

a) Garanties financières :

Engagements donnés. — Les engagements de garantie financière non qualifiés de dérivés sont des contrats qui exigent de l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiques en vue de rembourser l'entreprise garantie pour une perte qu'elle a effectivement subie en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Conformément au paragraphe 43 de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 4 (publié par l'IASB en août 2005 et adopté par l'Union européenne), les garanties financières données sont évaluées à leur juste valeur majorée éventuellement des coûts de transaction directement imputables à l'émission des garanties. Pour des contrats indépendants conclus à des conditions de marché, la juste valeur à l'initiation est égale en principe au montant de la ou des primes effectivement reçues. Au sein de Natixis, l'ensemble des garanties financières émises sont rémunérées à des conditions de marché.

Ultérieurement, les garanties financières données sont évaluées suivant le montant le plus élevé constaté entre :

- le montant initialement comptabilisé moins, le cas échéant, le montant comptabilisé des amortissements enregistrés selon les principes de la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». Ces amortissements correspondent à l'étalement prorata temporis des commissions perçues sur la période de garantie ;
- et la valeur déterminée suivant IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » qui est le montant que l'entité paierait rationnellement pour éteindre l'obligation ou pour la transférer à un tiers.

L'ensemble des garanties financières émises par les filiales d'assurance qui répondent également à la définition d'un contrat d'assurance ont été traitées suivant les dispositions de la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance », comme le permet le paragraphe AG64 (a) de l'amendement.

Cas particulier des garanties données à des OPCVM.

Natixis garantit le capital et/ou le rendement des parts de certains OPCVM. Les garanties sont mises en œuvre uniquement dans la situation où la valeur liquidative de chacune des parts à la date d'échéance est inférieure à la valeur liquidative garantie. Au regard de la norme IAS 39, ces garanties sont assimilables à des instruments dérivés.

Toutefois, compte tenu du caractère prépondérant du risque opérationnel dans la juste valeur de la garantie, le traitement appliqué aux garanties données à des OPCVM est celui des garanties financières.

— Engagements de garantie reçus : Aucune norme IFRS ne traite des garanties financières reçues. En l'absence de texte spécifique, il convient de raisonner par analogie aux traitements comptables prévus par d'autres normes et s'appliquant dans des situations similaires. Ainsi, les garanties reçues répondant côté émetteur à la définition d'une garantie financière donnée sont traitées par analogie avec les dispositions :

- de la norme IAS 39, dans le cas de garanties reçues couvrant des instruments financiers ;
- de la norme IAS 37, dans le cas de garanties reçues couvrant un passif entrant dans le champ d'application d'IAS 37.

Le cas particulier de la garantie accordée à Natixis par BPCE concernant les actifs de l'ex canton GAPC est décrit en note 5.7.

b) Engagements de financement : La totalité des engagements de financement accordés par Natixis donne lieu à la mise en place de crédits conclus à des conditions de marché à la date d'octroi de l'engagement et classés en « Prêts et créances » pour la partie tirée. Ces engagements de financement constituent des passifs éventuels et sont enregistrés conformément aux dispositions de la norme IAS 37. A l'initiation, ils ne font pas l'objet d'un enregistrement au bilan. Une provision pour risques, au passif du bilan, est comptabilisée si le coût de l'obligation excède les revenus attendus.

5.22. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts, taxes et contributions réglementaires » parmi les autres charges d'exploitation (cf. note 7.6).

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2017. Les contributions versées au fonds peuvent être réalisées sous la forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces) et de cotisations comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts, taxes et contributions réglementaires » (cf. note 7.6).

5.23. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers. — La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. Dans ce contexte les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2017.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

— Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur : La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur et vendeur de la position nette, des risques de modèles, des hypothèses de coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers non liquides sont présentés en note 5.6.

— Dépréciations des prêts et créances : Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par familles de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif bâlois sur lequel se fonde le montant de la dépréciation sur base de portefeuille.

— Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » : Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés peut être obtenue notamment par application des méthodes de valorisation (du type multiple) ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à retenir des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

— Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) : Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, elle est déterminée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini (cf. note 2.5). La mise en œuvre de cette méthode conduit à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

— Juste valeur des prêts et créances comptabilisés au coût amorti (hors prêts reclassés dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7)

La juste valeur des prêts pour lesquels il n'existe pas de cotation est déterminée suivant la technique de l'actualisation des flux futurs. Le taux d'actualisation est fondé sur l'observation des taux pratiqués par l'établissement au cours de l'exercice pour des ensembles de prêts présentant des caractéristiques de risques similaires. Le regroupement des prêts par ensembles homogènes de risques a été opéré à partir d'études statistiques permettant d'identifier les critères ayant une incidence sur le niveau des « spread ». Natixis a également fait appel au jugement d'expert pour parfaire cette segmentation.

— Passifs sociaux : Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Ces engagements sont déterminés au moyen d'hypothèses tel que le taux de croissance de salaires, les taux d'actualisation et les taux de rendement des actifs du régime (cf. note 11.2.3). Ces taux d'actualisation et de rendement reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la fin de chaque période de calcul (ex : courbe de taux des obligations Corporates AA pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

— Passifs relatifs aux contrats d'assurance : Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;

En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;

En assurance non-vie, les provisions techniques sont constituées par les provisions pour primes non acquises (fraction, calculée prorata temporis, des primes émises au cours de l'exercice qui se rapporte à une période postérieure à la date d'inventaire) et les provisions pour sinistres à payer correspondant aux sinistres, connus et inconnus, survenus mais non encore réglés à la clôture de l'exercice ;

En assurance crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

— Participation aux bénéfices différée : Le taux de participation à retenir pour le calcul de la participation aux bénéfices différée est déterminé à partir des taux de distribution prévisionnels sur la durée du Plan à Moyen Terme et en cohérence avec le taux de distribution effectif du dernier exercice.

En situation de participation aux bénéfices différée active, un test de recouvrabilité est mené afin de vérifier que les besoins de liquidité survenant dans un environnement économique défavorable n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente. Ce test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques (cf. note 2.8).

— Impôts différés : Par prudence, Natixis comptabilise un actif net d'impôt différé correspondant à sa capacité à générer des bénéfices imposables sur un horizon déterminé (10 ans maximum) alors même que les reports déficitaires sont imputables sur des durées bien supérieures (20 ans aux États-Unis pour les déficits fiscaux antérieurs au 1^{er} janvier 2018) ou sans limitation de durée en France et en Grande-Bretagne.

A cette fin, Natixis établit des business plans fiscaux à partir des plans à moyen terme des métiers.

Des ajustements relatifs aux régimes fiscaux spéciaux sont effectués.

— Autres provisions : Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, restructurations, amendes et pénalités.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques, sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

— Résultat par action : Le résultat dilué par action correspond au résultat net de l'exercice, part du groupe, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions, ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Il est tenu compte des options émises de souscriptions d'actions dans le calcul du résultat dilué par action. La conversion de ces instruments n'a pas d'effet sur le résultat net servant au calcul du résultat dilué par action.

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat par action :		
Résultat net - part du groupe en millions d'€	1 669	1 374
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	1 575	1 296
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 137 311 715	3 132 934 277
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	1 320 310	2 175 601
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action	3 135 991 405	3 130 758 676
Résultat par action en €	0,50	0,41
Résultat dilué par action		
Résultat net part du groupe en millions d'€	1 669	1 374
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	1 575	1 296
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 137 311 715	3 132 934 277
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	1 320 310	2 175 601
Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions et de plans d'attribution d'actions gratuites (2)	6 080 983	3 539 546
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action	3 142 072 388	3 134 298 222
Résultat dilué par action en €	0,50	0,41

(1) L'écart entre le résultat net part du groupe et le résultat net attribuable aux actionnaires correspond aux intérêts relatifs aux titres super subordonnés - actions de préférence pour – 94 millions d'euros au 31 décembre 2017 et - 78 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

(2) Ce montant d'actions concerne les actions attribuées dans le cadre des plans d'attribution gratuite d'actions de performance 2016 et 2017 (PAGA), Long Term Incentive Plan 2016 et 2017 (LTIP) et le plan d'attribution conditionnelle 2013 (PACA).

6.1. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat. — Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec variation de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables au risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, comptabilisées dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des autres éléments du résultat global (cf. note 8.1) en application anticipée de ce volet de la norme IFRS 9.

6.1.1. Actifs financiers à la juste valeur par résultat. — Au 31 décembre 2017, les actifs à la juste valeur comprennent essentiellement des titres et des instruments dérivés.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Titres relevant des opérations de transaction		50 381	46 116
Titres à revenu fixe		13 033	12 302
Titres à revenu variable (1)		37 348	33 813
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		3 006	2 871
Sur les établissements de crédit		1 254	1 521
Sur la clientèle		1 752	1 350
Instruments dérivés hors couverture (3)	6.1.3	60 228	69 754
Titres à la juste valeur sur option	6.1.1.2	63 358	61 633
Titres		18 664	14 593
Revenu fixe		3 134	3 278
Revenu variable (1)		15 530	11 316
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension (3)		44 695	47 040
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	6.1.1.1 et 6.1.1.2	7 524	7 254
Sur les établissements de crédit		2 099	1 793
Sur la clientèle		5 425	5 461
Total (2)		184 497	187 8

(1) Y compris les parts d'OPCVM ;
(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 6.3) ;
(3) dont 22 773 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 17 325 millions au 31 décembre 2016 .

6.1.1.1. Prêts ou créances à la juste valeur sur option et risque de crédit. — L'exposition au risque de crédit représente une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan.

Natixis ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option pour les exercices 2017 et 2016.

6.1.1.2. Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur sur option. — Les actifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Les actifs financiers valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués essentiellement des pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que des actifs financiers représentatifs des contrats en unités de compte des activités d'assurance et dans une moindre mesure des actifs avec dérivés incorporés pour lesquels le principe de séparation de ces dérivés n'a pas été retenu.

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	2 099	2 099			1 793	1 793		
Prêts ou créances sur la clientèle	5 425	2 303	544	2 577	5 461	1 643	269	3 549
Titres à revenu fixe	3 134	1 292	247	1 595	3 278	1 526	341	1 411
Titres à revenu variable	15 530	13 546	1 984		11 316	9 277	2 039	
Valeurs et titres reçus en pension	44 695		44 695		47 040		47 040	
Total	70 882	19 240	47 470	4 172	68 887	14 239	49 689	4 960

6.1.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat. — Au 31 décembre 2017, les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Instruments relevant des opérations de transaction		85 937	88 787
Titres		26 096	23 153
Instruments dérivés hors couverture (1)	6.1.3	59 783	65 285
Autres dettes		57	349
Instruments à la juste valeur sur option	6.1.2.1 et 6.1.2.2	58 948	57 439
Titres		20 535	18 564
Titres ou valeurs donnés en pension (1)		34 974	37 364
Autres dettes		3 440	1 511
Total (2)		144 885	146 226

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 6.3) ;
(2) Dont 3 436 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 1 470 millions au 31 décembre 2016.

6.1.2.1. Passifs financiers à la juste valeur sur option et risque de crédit. — La valeur comptable des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat correspond à la juste valeur de ces instruments inscrite au bilan.

Le montant contractuellement dû à l'échéance représente pour les emprunts, le montant du capital restant dû en date d'arrêté augmenté des intérêts courus non échus et pour les dettes de titre, il s'agit de la valeur de remboursement.

— Passifs financiers à la juste valeur sur option pour lesquels le risque de crédit lié est présenté en "Autres éléments du résultat global" :

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance	Cumul des variations de la JV des passifs financiers, désignés à la juste valeur par résultat, imputable au risque de crédit (1)	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance	Cumul des variations de la JV des passifs financiers, désignés à la juste valeur par résultat, imputable au risque de crédit (b)
Dettes représentées par un titre (a)	20 432	20 246	186	276	18 469	18 555	-86	106
Dettes subordonnées (a)	103	100	2	-2	95	100	-6	-11
Total (b)	20 535	20 346	188	274	18 564	18 655	-91	95

(a) Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres sur l'exercice 2017 s'élèvent à 4,5 millions d'euros contre 12,4 millions d'euros sur l'exercice 2016.
(b) Le stock de juste valeur, dont la méthodologie est décrite en note 5.6, constaté au titre du risque de crédit propre sur les émissions de Natixis s'établit à 274,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 95,1 millions d'euros au 31 décembre 2016. Outre l'évolution de l'encours, cette variation reflète l'évolution du niveau de spread de Natixis depuis la clôture annuelle précédente.

— Passifs financiers à la juste valeur sur option pour lesquels le risque de crédit est présenté en résultat net :

	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance
Dettes auprès d'établissements de crédit	78	75	4	10	7	3
Dettes auprès de la clientèle	9	10	-1	2	2	0
Autres dettes (1)	38 326	38 257	69	38 863	38 788	75
Total	38 413	38 342	72	38 875	38 797	78

(1) Les autres dettes correspondent essentiellement à un portefeuille de pensions structurées gérées dynamiquement, ainsi que des pensions vanilles de maturité courte.

6.1.2.2. Conditions de classification des passifs financiers à la juste valeur sur option. — Les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables (cf. note 5.1).

L'utilisation de l'option juste valeur est considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. L'option juste valeur est en particulier utilisée lorsque les conditions de la comptabilité de couverture se trouvent ne pas être remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués principalement des pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que des émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont neutralisées, à l'exception de celles affectées au risque de crédit propre, par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés
Dettes envers des établissements de crédit	78	8		71	10	10		
Dettes envers de la clientèle	9			9	2			2
Dettes représentées par un titre	20 432	16 488		3 944	18 469	15 166		3 303
Dettes subordonnées	103			103	95			95
Valeurs et titres donnés en pension	34 974	1 097	33 877		37 364	677	36 687	
Autres passifs	3 352	3 352			1 499	1 500		
Total	58 948	20 945	33 877	4 127	57 439	17 352	36 687	3 400

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

6.1.3. Dérivés hors couverture. — Les instruments dérivés, hors couverture, sont par nature des dérivés de transaction, quel que soit leur horizon de détention.

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Marché organisé	770 015	1 087	1 859	911 499	3 180	3 563
Dérivés de taux	658 248	107	551	833 609	0	2
Dérivés de change	349			2 108		
Dérivés actions	111 418	980	1 308	75 781	3 180	3 561
Dérivés de crédit						
Autres contrats						
Gré à Gré	4 898 058	59 141	57 984	4 896 420	66 574	61 732
Dérivés de taux	3 577 537	39 102	38 608	3 485 422	38 544	35 184
Dérivés de change	1 089 015	15 651	14 681	1 154 074	22 075	20 361
Dérivés actions	107 846	2 598	3 548	100 108	3 340	4 510
Dérivés de crédit (1) (2)	38 855	1 153	793	62 447	1 434	844
Autres contrats	84 805	637	354	94 369	1 182	833
Total	5 668 073	60 228	59 843	5 807 919	69 754	65 295
Dont établissements de crédits	1 771 715	43 350	41 146	2 142 024	49 092	44 745
Dont autres entreprises financières	2 848 152	9 935	11 493	2 481 363	9 136	10 103

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(1) Les TRS contractés auprès de BPCE, afin de couvrir économiquement les variations de juste valeur comptabilisées depuis le 1^{er} juillet 2009 sur les instruments antérieurement rattachés à l'ex canton GAPC valorisés à la juste valeur par résultat, figurent sur cette ligne au 31 décembre 2017 à l'actif pour un montant de 4,5 millions d'euros contre 24,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 et au passif pour un montant de 10,3 millions d'euros contre 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

(2) L'option d'achat contractée auprès de BPCE, destinée à récupérer dans 10 ans le montant net des variations de juste valeur transférées à BPCE via les TRS, si ce montant est positif, est enregistrée sur cette ligne à l'actif pour un montant de 559,5 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 553,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

6.2. Instruments dérivés de couverture. — Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective. À cet égard, les relations de couverture sont considérées comme étant efficaces lorsque, rétrospectivement, le rapport entre les variations effectives de valeur de l'élément de couverture et de l'élément couvert est compris entre 80 % et 125 %.

La couverture en Cash Flow Hedge est utilisée principalement par Natixis et l'activité de crédit bail, pour la couverture globale du risque de taux.

La couverture en Fair Value Hedge est utilisée pour la couverture individualisée des variations de juste valeur des instruments à taux fixe, ainsi que pour la couverture globale du risque de taux de l'entité Natixis Financial Products LLC suivant les dispositions de la norme IAS 39 « carve out ».

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie	19 008	43	310	20 239	70	550
Gré à Gré	19 008	43	310	20 239	70	550
Dérivés de taux				20 239	70	550
Couverture de juste valeur	344 811	296	400	548 724	1 150	1 462
Gré à Gré	344 683	296	400	548 724	1 150	1 462
Dérivés de taux	344 665	296	400	548 671	1 150	1 462
Dérivés de change	18			53		
Dérivés de crédit	128					
Total	363 819	339	710	568 963	1 220	2 011

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

6.3. Compensation des actifs et passifs financiers. — Le tableau ci-dessous présente les montants compensés au bilan de Natixis déterminés conformément aux critères de la norme IAS 32 détaillés en note 5.13, ainsi que les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires qui ne satisfont pas aux critères de la norme IAS 32 en matière de compensation.

Les montants bruts compensés correspondent aux dérivés et aux opérations de pensions livrées traités avec des chambres de compensation pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- Pour les dérivés de gré à gré, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés ;
- Pour les opérations d'assets switch, ayant des nominaux similaires, ainsi que des maturités et des devises identiques, Natixis présente ces opérations sous la forme d'un seul actif ou passif financier ;
- Pour les dérivés listés, les positions inscrites respectivement à l'actif et au passif relatives :
 - aux options sur indices et aux options sur futures sont compensées par échéance et par devise ;
 - aux options sur actions sont compensées par code ISIN et date de maturité ;
- Pour les opérations de pension livrée, Natixis inscrit dans son bilan le montant net des contrats de prise et de mise en pensions livrées sur titres qui :
 - sont conclus avec la même chambre de compensation ;
 - présentent la même date d'échéance ;
 - portent sur le même dépositaire ;
 - sont conclus dans la même devise.

Les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires correspondent aux montants de dérivés ou d'encours de pensions livrées faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles le critère du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultanément(e) de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des contreparties. Ces montants ne sont pas compensés au bilan.

Les garanties reçues et données sous forme de titres figurent dans la colonne « Instruments financiers » et sont prises en compte pour un montant correspondant à leur juste valeur.

6.3.1. Actifs financiers :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (*)	Montant brut des passifs financiers compensés	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (*)	Montant brut des passifs financiers compensés	Montant net des actifs financiers présentés au bilan
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	103 213	23 536	79 677	116 535	24 130	92 405
Dérivés	60 723	15 071	45 652	68 257	16 628	51 629
Opérations de pension	42 490	8 465	34 025	48 278	7 502	40 776
Autres instruments financiers						
Instruments dérivés de couverture	2 516	2 355	161	3 308	3 077	231
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 214	700	2 514	4 236		4 236
Opérations de pension	3 214	700	2 514	4 236		4 236
Autres instruments financiers						
Prêts et créances sur la clientèle	50 819	5 759	45 060	47 815	12 572	35 243
Opérations de pension	50 819	5 759	45 060	47 815	12 572	35 243
Autres instruments financiers						
Total	159 762	32 350	127 412	171 894	39 779	132 115

(*) Montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)				Montants non compensés se rattachant à (a) (d)			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Instrument s financiers	Garanties reçues sous forme de Cash	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Instrument s financiers	Garanties reçues sous forme de Cash	Exposition nette
	(c)	(*)		(e) = (c) - (d)	(c)	(*)		(e) = (c) - (d)
Dérivés	45 813	32 414	9 378	4 021	51 860	34 036	12 057	5 767
Opérations de pension	81 599	81 576	12	11	80 255	80 053	44	158
Autres instruments financiers								
Total	127 412	113 990	9 390	4 032	132 115	114 089	12 101	5 925
(*) Inclut la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.								

6.3.2. Passifs financiers :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (*)	Montant brut des actifs financiers compensés	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (*)	Montant brut des actifs financiers compensés	Montant net des passifs financiers présentés au bilan
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	97 428	23 310	74 118	103 696	23 874	79 822
Dérivés	60 402	14 845	45 557	66 918	16 372	50 546
Opérations de pension	37 026	8 465	28 561	36 778	7 502	29 276
Autres instruments financiers						
Instruments dérivés de couverture	2 744	2 581	163	3 640	3 333	307
Dettes envers les établissements de crédit	18 425	700	17 725	11 318		11 318
Opérations de pension	18 425	700	17 725	11 318		11 318
Autres instruments financiers						
Dettes envers la clientèle	59 391	5 759	53 632	51 791	12 572	39 219
Opérations de pension	59 391	5 759	53 632	51 791	12 572	39 219
Autres instruments financiers						
Total	177 988	32 350	145 638	170 445	39 779	130 666
Montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire.						

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)				Montants non compensés se rattachant à (a) (d)			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Instrument s financiers	Garanties données sous forme de Cash	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Instrument s financiers	Garanties données sous forme de Cash	Exposition nette
	(c)	(*)		(e) = (c) - (d)	(c)	(*)		(e) = (c) - (d)
Dérivés	45 720	32 826	9 678	3 216	50 853	34 957	11 768	4 128
Opérations de pension	99 918	99 572	2	344	79 814	79 535	8	271
Autres instruments financiers								
Total	145 638	132 398	9 680	3 560	130 667	114 492	11 776	4 399
(*) Inclut la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres								

6.4. Actifs financiers disponibles à la vente. — Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments (encours de crédit, titres à revenus fixes, titres à revenus variables). Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations.

Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours de crédit	18	16
Prêts ou créances	18	16
Créances rattachées	0	
Titres	58 382	55 538
A revenu fixe	49 209	47 611
A revenu variable (2)	8 625	7 363
Créances rattachées	549	564
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations	58 400	55 554
Dépréciation des actifs disponibles à la vente	-515	-563
Prêts ou créances	-15	-14
Titres à revenus fixes	-43	-36
Titres à revenus variables (3)	-458	-513
Total (1)	57 885	54 990

(1) Dont 44 444 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 41 048 millions d'euros au 31 décembre 2016;

(2) Y compris les parts d'OPCVM ;

(3) En 2017, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 27 millions d'euros contre 58 millions d'euros en 2016. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 15 millions d'euros (40 millions d'euros pour 2016) dont l'impact est neutralisé à hauteur respectives de 89% et 87,0% en 2017 et 2016 compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices. La charge 2017 se répartit entre un complément de dépréciation sur des titres antérieurement dépréciés pour 18 millions d'euros dont 7 millions d'euros concernant les portefeuilles de l'assurance (21 millions d'euros en 2016 dont 5 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance), des dotations sur titres nouvellement dépréciés liées à l'application des critères d'analyse tels que définis dans les principes et méthodes comptables pour 9 millions d'euros portant principalement sur les portefeuilles de l'assurance (37 millions d'euros en 2016 portant principalement sur les portefeuilles de l'assurance)

6.5. Prêts et Créances :

6.5.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Encours		45 358	58 854
Encours sains	6.5.2	45 295	58 783
Encours en défaut		63	71
Provisions		-69	-71
Total net (1)		45 289	58 783

(1) Dont 1 296 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 1 152 millions d'euros au 31 décembre 2016.

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit est communiquée en note 6.7.6.

6.5.2. Encours sains sur les établissements de crédit :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	31 013	37 654
Comptes ordinaires débiteurs	6 429	8 401
Titres non cotés à revenu fixe	296	1 298
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension	7 495	11 306
Créances rattachées	62	125
Total encours sains	45 295	58 783

6.5.3. Prêts et créances sur la clientèle :

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Encours		138 743	142 454
Encours sains	6.5.3.2	134 167	137 920
Encours en défaut		4 576	4 534
Provisions		-1 975	-2 151
Total net (1)		136 768	140 303

(1) Dont 10 850 millions concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 11 587 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est communiquée en note 6.7.6.

6.5.3.1. Actifs et engagements restructurés en présence de difficultés financières. — Le tableau suivant recense les actifs financiers (hors actifs détenus à des fins de transaction) et les engagements de financement qui font l'objet d'une modification des termes du contrat initial ou d'un refinancement constitutifs d'une concession en présence de difficultés financières du débiteur (cf. note 5.1).

(En millions d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Expositions brutes			Dépréciations individuelles et provisions collectives	Garanties reçues	Expositions brutes			Dépréciations individuelles et provisions collectives	Garanties reçues
	Réaménagement : modifications des termes et conditions	Réaménagement : refinancement	Total			Réaménagement : modifications des termes et conditions	Réaménagement : refinancement	Total		
Bilan	1 656	642	2 298	566	1 030	2 283	834	3 117	717	1 664
Hors bilan	34	15	49	2	23	173	20	193	0	3
Total	1 690	658	2 348	568	1 053	2 456	854	3 310	718	1 667

(En millions d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Total		Expositions nettes			Total		Expositions nettes		
	Expositions Brutes	Dépréciations individuelles et provisions collectives	Encours sains	Encours en défaut	Total	Expositions Brutes	Dépréciations individuelles et provisions collectives	Encours sains	Encours en défaut	Total
Total	2 348	568	332	1 448	1 780	3 310	718	566	2 026	2 592
Dont : France	650	178	268	204	471	740	178	291	271	562
Autres UE	937	287	20	463	483	1 312	410	90	812	902
Amérique du Nord	145	8	13	123	136	630	31	57	536	593
Autres	617	94	31	658	689	628	98	128	407	535

6.5.3.2. Encours sains sur la clientèle :

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Location financement	6.5.3.3	10 792	10 133
Autres prêts et créances	6.5.3.4	65 678	67 459
Comptes ordinaires débiteurs		3 795	4 477
Titres non cotés à revenu fixe		467	3 771
Financement contre valeurs sur titres reçus en pension		45 209	43 962
Affacturage		7 850	7 762
Autres		2	1
Créances rattachées		375	355
Total		134 168	137 920

6.5.3.3. Opérations de location financement avec la clientèle :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Immobilier	Mobilier	Total	Immobilier	Mobilier	Total
Encours clientèle	5 930	4 862	10 792	5 644	4 489	10 133
Encours en défaut net	316	99	415	48	26	74
Encours en défaut	420	141	561	96	49	145
Provisions sur encours en défaut	-104	-42	-146	-48	-23	-71
Total	6 246	4 961	11 206	5 692	4 515	10 207

Au 31 décembre 2017, les encours douteux intègrent l'ensemble des positions réalisées avec des contreparties en défaut, bien que Natixis soit propriétaire des biens objets des contrats. En 2016, les encours douteux intégraient uniquement les échéances impayées vis-à-vis des contreparties en défaut.

6.5.3.4. Autres prêts et créances sur la clientèle :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales	1 009	838
Crédits à l'exportation	2 765	3 292

Crédits de trésorerie et de consommation	24 824	24 014
Crédits à l'équipement	6 927	7 597
Crédits à l'habitat	370	346
Dépôts de garantie constitués au titre des acceptations en réassurance	10 258	10 825
Autres crédits à la clientèle	19 525	20 547
Total	65 678	67 459

6.6. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Effets publics		
Valeur brute	1 083	1 104
Provisions		
Effets publics nets	1 083	1 104
Obligations		
Valeur brute	804	964
Provisions	-2	-2
Obligations nettes	802	962
Total	1 885	2 066

La juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance est communiquée en note 6.7.6.

Les « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » sont exclusivement comptabilisés par des sociétés d'assurance consolidées par intégration globale au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

6.7. Autres informations relatives aux actifs financiers.

6.7.1. Actifs financiers donnés en garantie de passifs. — Figure notamment ci-dessous la valeur comptable :

— des actifs sous-jacents des émissions de Covered Bond ;

— des instruments financiers (titres et créances) déposés auprès des banques centrales et mobilisables à tout instant en garantie d'opérations éventuelles de refinancement.

Ces instruments sont maintenus dans le bilan consolidé au niveau des différentes classes comptables d'actifs financiers dont ils relèvent depuis leur comptabilisation initiale.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments de dette	2 082	2 365
Prêts et avances	5 321	5 909
Total	7 403	8 274

6.7.2. Actifs financiers transférés. — Les tableaux ci-dessous présentent les transferts d'actifs financiers selon l'amendement à la norme IFRS 7, qui distingue deux catégories d'actifs transférés : les actifs financiers transférés qui ne sont pas, en tout ou partie, décomptabilisés et les actifs financiers transférés qui sont intégralement décomptabilisés, pour lesquels Natixis conserve une implication continue.

Un actif financier est transféré en tout ou partie si Natixis transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ou conserve les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, mais assume une obligation contractuelle de payer ces flux de trésorerie à un ou plusieurs bénéficiaires.

Natixis a une implication continue dans un actif financier transféré entièrement décomptabilisé si selon les modalités du transfert, elle conserve des droits ou obligations contractuels inhérents à cet actif ou obtient ou assume des droits ou obligations contractuels nouveaux relatifs à cet actif.

6.7.2.1. Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés. — Les actifs financiers transférés non décomptabilisés sont constitués essentiellement des instruments suivants :

— les titres donnés en pension livrée ;

— les prêts de titres garantis par la remise d'espèces ;

— les prêts secs de titres ;

— les actifs de titrisation pour lesquels le recours des détenteurs des dettes associées se limite aux seuls actifs transférés.

Ces instruments sont considérés comme des actifs transférés dans la mesure où ils constituent le sous-jacent d'opérations qui organisent entre Natixis et le cessionnaire un transfert de propriété des actifs et des flux de trésorerie attachés.

Ils sont maintenus à l'actif du bilan consolidé, car la quasi-totalité des avantages et des risques est conservée, les titres devant être restitués à Natixis (sauf défaut de cette dernière).

— Pensions livrées :

(En millions d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des dettes associées	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des dettes associées
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	14 215	13 524	10 979	10 741
Actifs financiers disponibles à la vente	4 617	4 614	4 295	4 317
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	63	63		
Prêts et créances au coût amorti				

Total	18 895	18 201	15 274	15 058
-------	--------	--------	--------	--------

— Prêts de titres :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des actifs
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 656	2 889
Actifs financiers disponibles à la vente		
Total	1 656	2 889

— Actifs de titrisation pour lesquels le recours des détenteurs des dettes associées se limite aux seuls actifs transférés :

(En millions d'Euros)	31/12/2017				
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des dettes associées	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des dettes associées	Position nette
Actifs de titrisation	5 472	4 409	5 472	4 409	1 063
Total	5 472	4 409	5 472	4 409	1 063

Au 31 décembre 2017, 333 millions d'euros (349 millions d'euros au 31 décembre 2016) d'obligations auto-souscrites par Natixis et éliminées en consolidation ont été prêtées ou mises en pension.

(En millions d'Euros)	31/12/2016				
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des dettes associées	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des dettes associées	Position nette
Actifs de titrisation	7 543	5 654	7 543	5 654	1 889
Total	7 543	5 654	7 543	5 654	1 889

6.7.2.2. Actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels une implication continue est conservée. —

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels Natixis conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel Natixis aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans un véhicule de titrisation conservées par Natixis ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2017 comme au 31 décembre 2016.

6.7.3. Actifs financiers reçus en garantie et pouvant être cédés ou redonnés en garantie. — Il s'agit des actifs financiers reçus en garantie dans le cadre de contrats de garanties financières assortis d'un droit de réutilisation exerçable en l'absence de la défaillance du propriétaire de la garantie.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie que Natixis peut vendre ou redonner en garantie s'élève à 215 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 205 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie qui ont été effectivement revendus ou redonnés en garantie s'élève à 143 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 128 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

6.7.4. Actifs financiers en souffrance et non dépréciés. — Ce tableau fournit par catégorie d'instruments financiers une analyse de l'âge des actifs financiers qui sont en souffrance à la date d'arrêt, mais non dépréciés. Il n'est pas tenu compte des dépréciations de portefeuille éventuellement constituées.

Les actifs en souffrance sont ceux présentant des arriérés de paiement (c'est-à-dire des échéances de capital ou d'intérêt impayés), mais qui n'ont pas encore fait l'objet de dépréciation.

Pour les découverts, le décompte de l'arriéré s'effectue à partir de la notification au client et le montant indiqué correspond à la totalité du découvert.

Les impayés dits « techniques », c'est-à-dire liés à des incidents rencontrés dans le circuit de recouvrement et sans rapport aucun avec la situation financière de la contrepartie, ne sont pas pris en compte.

L'âge de l'impayé est déterminé en fonction de l'ancienneté du premier impayé constaté sur l'encours considéré. La ventilation sur la durée est faite sur la base du premier impayé.

Nature des actifs (En millions d'Euros)	Arriérés de paiement au 31/12/2017				
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	5				5
Prêts et créances sur la clientèle	2 291				2 291
Autres actifs financiers					
Total	2 296				2 296

Les données publiées en 2017 comprennent les retards de paiements constatés par les entités d'affacturage pour un montant de 1 596 millions d'euros et se réfèrent à la totalité de l'encours et non au seul montant de l'impayé.

Nature des actifs (En millions d'Euros)	Arriérés de paiement au 31/12/2016			
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an
Prêts et créances sur établissements de crédit	12			
Prêts et créances sur la clientèle	2 147			
Autres actifs financiers				
Total	2 159			

Les données publiées en 2016 comprennent les retards de paiements constatés par les entités d'affacturage pour un montant de 1 514 millions d'euros et se réfèrent à la totalité de l'encours et non au seul montant de l'impayé.

6.7.5. Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan. — Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés ou non en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 5.6.

Actifs (En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2017				Au 31 décembre 2016			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	113 615	46 332	62 485	4 798	118 741	40 575	73 616	4 549
Titres détenus à des fins de transaction	50 381	45 655	4 575	151	46 116	39 653	6 206	257
Dont titres à revenu fixe	13 033	11 206	1 676	151	12 302	9 034	3 011	257
Dont titres à revenu variable	37 348	34 450	2 899	0	33 813	30 619	3 195	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	60 228	677	56 566	2 985	69 754	922	65 883	2 949
Dont dérivé de taux	39 209	2	39 082	124	38 544	0	38 461	83
Dont dérivé de change	15 651	2	14 119	1 531	22 199	5	21 199	995
Dont dérivé de crédit	1 153		389	764	1 434		572	861
Dont dérivé actions	3 578	533	2 484	561	6 520	738	4 778	1 004
Dont autres	637	140	492	5	1 057	179	873	5
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 006		1 344	1 662	2 871		1 527	1 344
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	70 882	14 438	53 110	3 334	68 887	11 088	54 908	2 891
Titres à la juste valeur sur option	18 664	14 417	1 712	2 535	14 593	11 088	1 226	2 280
Dont titres à revenu fixe	3 134	725	598	1 811	3 278	642	1 112	1 524
Dont titres à revenu variable	15 530	13 692	1 114	724	11 316	10 446	114	756
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	52 219	22	51 398	799	54 294		53 683	611
Instruments dérivés de couverture (actif)	339		339	0	1 220		1 220	
Dont dérivé de taux	339		339	0	1 220		1 220	
Actifs financiers disponibles à la vente	57 885	49 376	4 527	3 982	54 990	46 600	4 428	3 962
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	660	91	0	569	979	100	0	879
Autres titres disponibles à la vente	57 222	49 285	4 527	3 410	54 010	46 500	4 428	3 081
Dont titres à revenu fixe	49 704	43 491	3 217	2 997	48 139	41 864	3 298	2 977
Dont titres à revenu variable	7 518	5 794	1 310	414	5 871	4 637	1 131	104
Autres actifs financiers disponibles à la vente	3			3	1			1
Total	242 721	110 147	120 460	12 114	243 838	98 263	134 173	11 401

6.7.5.1. Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3 :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Ouvert ure niveau 3 01/01/2 017	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variati on de périmè tre	Écart de change	Clôture niveau 3 31/12/2 017
		Au compte de résultat (1)		En gains et pertes compta bilisés directe ment en capitau x propres	Achats / Émissi ons	Ventes/ Rembo urseme nts	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclass ements			
		Sur les opérati ons en vie à la clôture	Sur les opérati ons échues ou rembo ursées au cours de la périod e									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	4 549	146	-101		6 144	-6 822	-147	1 104	-4	3	-74	4 798
Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction	257	-3	-1		95	-70	-122	1			-6	151
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	2 949	141	-123		160	-1 218	-24	1 103	-4	3	-1	2 985
Don t dérivé de taux	83	109	-8		3	-81	-13	35	-4			124
Don t dérivé de change	995	-336	-152		70	-101	-3	1 054		3		1 531
Don t dérivé de crédit	861	-63	0			-30	-4				-1	764
Don t dérivé actions	1 004	431	38		86	-1 007	-5	14		0		561
Don t autres	5	0			1							5
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 344	7	23		5 841	-5 485					-67	1 662
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	2 891	72	19		2 008	-1 611	0		9		-54	3 334
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option	1 524	7	10		735	-467	0		5		-3	1 811
Titres à revenu variable à la juste valeur sur option	756	46	-15		41	-107	0		4			724
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	611	19	24		1 233	-1 037					-51	799
Instruments dérivés de couverture		0			0							0

Actifs financiers disponibles à la vente	3 962	1	94	187	324	-600	-157	143	17	21	-10	3 982
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	879	-4	97	-20	40	-438		0	1	21	-8	569
Autres titres disponibles à la vente	3 081	6	-3	208	280	-161	-157	143	17	0	-2	3 410
Don t titres à revenu fixe	2 977	-2	-7	204	84	-147	-157	39	6		0	2 997
Don t titres à revenu variable	104	8	4	3	196	-14		104	10	0	-1	414
Autres actifs financiers disponibles à la vente	1	-1			3	-1						3
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	11 401	219	13	187	8 427	-8 984	-304	1 246	22	24	-138	12 114

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 7.3.

— 31 décembre 2016 :

En millions d'euros	Ouvert ure niveau 3 01/01/2016 (*)	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variati on de périmè tre	Écart de change	Clôture niveau 3 31/12/2016
		Au compte de résultat (1)		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats /Émissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	3 933	875	-382		2 480	-2 023	-315	136	-168		12	4 549
Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction	343	1	5		356	-450		1			1	257
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	2 856	869	-390		501	-493	-315	135	-214		0	2 949
Don t dérivé de taux	863	-239	-154		5	-104	-315	135	-109			83
Don t dérivé de change	529	577	-65		10	-56						995
Dont dérivé de crédit	1 117	-29	-95		18	-44			-105			861
Dont dérivé actions	343	559	-76		467	-288						1 004

Don													
t autres	5											5	
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	735	5	3		1 623	-1 080			46		11	1 344	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	3 353	9	48		2 127	-2 661	0	135	-132		10	2 891	
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option	1 409	-5	2		359	-237			-5		1	1 524	
Titres à revenu variable à la juste valeur sur option	939	-5	14		83	-153	0		-127		4	756	
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	1 006	19	32		1 685	-2 272		135			6	611	
Instruments dérivés de couverture													
Actifs financiers disponibles à la vente	3 681	33	5	-7	822	-403	-207	46	-6		-2	3 962	
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	880	31	3	-4	46	-75			0		-2	879	
Autres titres disponibles à la vente	2 798	1	2	-3	776	-326	-207	46	-6			3 081	
Don													
t titres à revenu fixe	2 683	1		-3	766	-310	-200	46	-6			2 977	
Don													
t titres à revenu variable	116		2		10	-16	-7					104	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	2	1				-1						1	
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	10 967	917	-329	-7	5 430	-5 087	-522	317	-306		20	11 401	

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 7.3.

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs. — Une sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables a été évaluée au 31 décembre 2017. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique incertain. Cette estimation a été effectuée par le biais :

— ajustements d'une variation « normée ^[1] » des paramètres non observables en lien avec les hypothèses des additionnels de valorisation pour les instruments de taux, change et actions. La sensibilité calculée est de 17,1 millions d'euros ;

— d'une variation forfaitaire :

– de 50 points de base (à la hausse ou à la baisse) appliqué à la marge utilisée pour l'actualisation des flux attendus des CDO Trups.

– soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 9,9 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 9,4 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres ^[2].

^[1] Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres

^[2] Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

6.7.5.2. Actifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	De Vers	Au 31 décembre 2017				
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		413	333	1 104		147
Titres détenus à des fins de transaction		399	326	1		122
Dont titres à revenu fixe		233	239	1		122
Dont titres à revenu variable		166	86			
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)		15	8	1 103		24
Dont dérivé de taux				35		13
Dont dérivé de change				1 054		3
Dont dérivé de crédit						4
Dont dérivé actions		10	7	14		5
Dont autres		5	1			
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option			2			0
Titres à la juste valeur sur option			2			0
Dont titres à revenu fixe			2			0
Dont titres à revenu variable						0
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option						
Instruments dérivés de couverture (actif)						
Actifs financiers disponibles à la vente		209	695	143		157
Titres disponibles à la vente - Titres de participation						
Autres titres disponibles à la vente		209	689	143		157
Dont titres à revenu fixe		209	689	39		157
Dont titres à revenu variable				104		
Autres actifs financiers disponibles à la vente			6			

— 31 décembre 2016 :

En millions d'euros	De Vers	Au 31 décembre 2016				
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		17	429	136		315
Titres détenus à des fins de transaction		17	429	1		
Dont titres à revenu fixe		17	56	1		
Dont titres à revenu variable			373			
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)				135		315
Dont dérivé de taux				135		315
Dont dérivé de change						
Dont dérivé de crédit						
Dont dérivé actions						
Dont autres						
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option				135		
Titres à la juste valeur sur option						
Dont titres à revenu fixe						
Dont titres à revenu variable						
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option				135		
Instruments dérivés de couverture (actif)						
Actifs financiers disponibles à la vente		312	702	46		207
Titres disponibles à la vente - Titres de						

participation					
Autres titres disponibles à la vente		312	702	46	207
Dont titres à revenu fixe		291	699	46	200
Dont titres à revenu variable		21	3	0	7
Autres actifs financiers disponibles à la vente					

6.7.6. Juste valeur des actifs financiers évalués au coût amorti
— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2017				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	45 289	45 851	0	44 532	1 319
Dont titres non coté à revenu fixe	298	298	0	101	198
Dont comptes et Prêts	30 968	31 466	0	30 345	1 121
Dont titres reçus en pension	7 480	7 545	0	7 545	0
Autres (1)	6 543	6 542	0	6 542	0
Prêts et créances sur la clientèle	136 768	137 434	0	94 542	42 892
Dont titres non coté à revenu fixe	625	635	0	63	572
Dont comptes et prêts	75 712	76 211	0	35 152	41 059
Dont titres reçus en pension	45 265	45 265	0	45 265	0
Dont Location financement	11 336	11 493	0	10 232	1 260
Autres (1)	3 829	3 829	0	3 829	0
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	1 885	2 198	2 026	79	93
Total actifs financiers	183 942	185 482	2 026	139 153	44 303
(1) Y compris comptes courants ordinaires					

— 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2016				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	58 783	59 281	0	50 744	8 537
Dont titres non coté à revenu fixe	1 328	1 334	0	1 311	23
Dont comptes et Prêts	37 657	38 153	0	36 913	1 240
Dont titres reçus en pension	11 312	11 318	0	4 044	7 274
Autres (1)	8 486	8 476	0	8 476	0
Prêts et créances sur la clientèle	140 303	140 566	0	78 925	61 640
Dont titres non coté à revenu fixe	3 926	3 947	0	303	3 644
Dont comptes et prêts	77 604	77 697	0	34 695	43 002
Dont titres reçus en pension	43 996	43 995	0	33 132	10 864
Dont Location financement	10 267	10 415	0	6 285	4 130
Autres (1)	4 511	4 511	0	4 510	0
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	2 066	2 479	2 180	200	99
Total actifs financiers	201 153	202 325	2 180	129 869	70 276
(1) Y compris comptes courants ordinaire					

6.8. Actifs et Passifs d'impôts différés :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Principales sources d'impôts différés (1)		
GIE fiscaux	-2	-2
Réserves latentes de crédit-bail	-788	-578
Annulation provision d'égalsation	-292	-312
Juste valeur sur instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	-707	-668
Juste valeur activité du Capital Investissement	-109	-92
Provisions pour passifs sociaux	566	486
Autres provisions non déduites	1 268	1 372
Charges à payer non déduites (rémunérations différées...)	281	259
Plus-values latentes sur OPCVM	-36	19

Déficits ordinaires et assimilés	7 801	7 980
Risque de crédit propre sur émissions	275	95
Amortissement fiscal des écarts d'acquisition (2)	-1 201	-1 363
Autres décalages temporels	18	206
Total des sources brutes d'impôts différés	7 074	7 402
Sources d'impôts différés actifs non retenues par prudence	-4 105	-3 826
Total des sources nettes d'impôts différés	2 969	3 576
Impôt différé total comptabilisé	965	1 223
Dont: -impôt différé actif	1 585	1 908
Impôt différé passif	-620	-685

(1) Les sources d'impôts différés génératrices d'impôts différés actifs sont signées avec un signe positif, celles engendrant des impôts différés passifs avec un signe négatif ;

(2) Impôt différé relatif à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition réalisé aux États-Unis.

La variation des impôts différés, portant sur des éléments dont la variation est inscrite directement en réserves, est présentée dans la note 8.2 « Détail de l'impôt sur les gains et pertes comptabilisées en autres éléments du résultat global ». Le montant au 31 décembre 2017 est de +14 millions d'euros contre - 37 millions d'euros au 31 décembre 2016. Les autres variations d'impôts différés de la période sont inscrites en compte de résultat.

Répartitions des impôts différés actifs, constatés sur les déficits, par zones géographiques :

En millions d'euros	31/12/2017	31/12/2016	Durée légale de report en avant	Durée max. D'activation
Impôts différés actifs sur déficits par zones géographiques				
France	858	1 106	Illimitée 20 ans (a) Illimitée	10 ans
États Unis	112	197		10 ans (b)
Royaume Uni				10 ans
Autres	114	40		
Total	1 084	1 343		

(a) Pour les déficits fiscaux nés avant le 1^{er} janvier 2018 ;

(b) Concernant le déficit fédéral, les parties « State » et « City » pourront être activées sur des durées plus longues (limitées à la durée légale).

6.9. Comptes de régularisation, actifs et passifs divers. — Les comptes de régularisation actifs et passifs correspondent à des comptes techniques dont la composition est détaillée ci-après :

6.9.1. Autres actifs et passifs divers :

Actif (En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs et emplois divers	6.9.1.1	31 028	31 768
Comptes de régularisation (hors assurance)		2 025	2 753
Comptes de régularisation de l'assurance	6.9.3.1	13 570	11 588
Total		46 624	46 109

Passif (En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs	6.9.1.2	25 066	29 642
Comptes de régularisation (hors assurance) (1)		3 143	5 844
Comptes de régularisation de l'assurance	6.9.3.2	9 728	8 978
Total		37 937	44 464

(1) Y inclus le montant non encore amorti de la marge non enregistrée en résultat au jour de la transaction (« Day One Profit ») pour 76 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 74 millions d'euros au 31 décembre 2016 (cf. note 6.9.2)

6.9.1.2. Autres actifs et emplois divers :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Règlement d'opérations sur titres	308	243
Autres stocks et emplois divers	573	982
Dépôts de garantie versés	17 645	20 589
Autres débiteurs divers	12 468	9 907
Créances rattachées	33	47
Total	31 028	31 768

6.9.1.2. Autres passifs :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créditeurs divers	8 984	7 780

Règlement d'opérations sur titres	289	262
Dépôts de garantie reçus	13 169	19 363
Autres	2 624	2 237
Total	25 066	29 642

6.9.2. Retraitement de la marge différée sur les instruments financiers. — Le tableau représente la marge différée au premier jour des instruments valorisés à partir de techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables ou des modèles non répandus relevant du niveau 3 de juste valeur : en début de période, en fin de période et les variations en cours de période.

La nature des instruments dont la marge est différée au premier jour est détaillée en note 5.6.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Marge restant à amortir en début de période	74	82
Marge des nouvelles opérations	100	53
Étalement de la période	-97	-62
Autres variations		
Marge non amortie en fin de période	76	74

6.9.3. Comptes de régularisation de l'assurance :

6.9.3.1. Comptes de régularisation de l'assurance – Actif :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Part des réassureurs dans les provisions techniques	11 412	9 503
Créances nées d'opérations d'assurance directe	1 252	1 186
Créances nées d'opérations de réassurance	33	46
Primes restant à émettre	173	181
Frais d'acquisition reportés	699	670
Autres		3
Total	13 570	11 589

6.9.3.2. Comptes de régularisation de l'assurance – Passif :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	507	316
Dettes nées d'opérations de réassurance	179	120
Dettes pour dépôts reçus en espèces	9 042	8 539
Autres dettes		3
Total	9 728	8 978

6.10. Immobilisations corporelles et incorporelles, immeubles de placement :

6.10.1. Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles au cours de l'exercice :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations corporelles	1 790	-1 032	758	1 679	-1 007	672
Terrains et constructions	451	-301	150	426	-285	141
Autres	1 339	-731	608	1 253	-722	531
Immobilisations incorporelles (1)	2 110	-1 378	732	2 006	-1 262	744
Droit au bail	44	-14	30	47	-14	33
Logiciels	1 669	-1 228	441	1 551	-1 118	433
Autres	397	-136	261	407	-129	278
Total	3 900	-2 410	1 490	3 684	-2 269	1 415

Dont pour les immobilisations incorporelles :

- 180 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 193 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour le pôle Gestion d'Actifs et de Fortune ;
- 105 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 113 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour le pôle Banque de Grande Clientèle ;
- 139 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 157 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour le pôle Assurance ;
- 241 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 214 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour le pôle Services Financiers Spécialisés ;
- 64 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 61 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour Coface ;
- 2 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 6 millions d'euros au 31 décembre 2016 pour le Hors Pôle.

Au 31 décembre 2017, le montant des immobilisations incorporelles reclassées en actifs destinés à être cédés en application d'IFRS 5 est de 0 million d'euros contre 11 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(En millions d'Euros)	Valeur brute 01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre et autres	Valeur brute 31/12/2017
Immobilisations corporelles	1 679	327	-162	-54	1 790
Terrains et constructions	426	16	-1	10	451
Autres	1 253	310	-161	-64	1 339
Immobilisations incorporelles	2 006	145	-31	-10	2 110
Droits au bail	47			-3	44
Logiciels	1 551	65	-23	75	1 669
Autres	407	80	-8	-82	397
Total	3 684	472	-193	-64	3 900

(En millions d'Euros)	Valeur brute 01/01/2016	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre et autres	Valeur brute 31/12/2016
Immobilisations corporelles	1 701	253	-261	-13	1 679
Terrains et constructions	500	22	-118	22	426
Autres	1 201	230	-143	-36	1 253
Immobilisations incorporelles	1 961	128	-46	-38	2 006
Droits au bail	52	1	-6	0	47
Logiciels	1 547	45	-31	-10	1 551
Autres	362	82	-8	-28	407
Total	3 662	381	-307	-51	3 684

6.10.2. Immeubles de placement :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immeubles de placement						
En juste valeur (1)	918		918	947		947
Au coût historique	352	-198	155	327	-190	137
Total	1 270	-198	1 073	1 274	-190	1 084

La juste valeur des immeubles de placement, dont les principes d'évaluation sont décrits en notes 5.6 et 5.8, est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs d'IFRS 13.

(1) Immeubles inclus dans les placements des filiales d'assurance. Les variations de juste valeur donnent lieu à la reconnaissance symétrique d'une provision pour participation différée égale, en moyenne au 31 décembre 2017, à 89 % de l'assiette concernée contre 87,0 % au 31 décembre 2016 (cf. note 2.8).

6.10.3. Juste valeur des immeubles de placement. — La juste valeur des immeubles de placement est obtenue en actualisant le rendement locatif de ces biens au taux de marché.

(En millions d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur nette	Juste valeur	Valeur nette	Juste valeur
Location simple	96	168	106	164
Location financement - ITNL	59	76	32	36
Total	155	244	137	201

6.11. Actifs obtenus par prise de possession de garanties :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Immeubles de placement		
Instruments de capitaux propres et de dettes		76
Total		76

(En millions d'Euros)	01/01/2017	31/12/2017					
	Valeur début de période	Acquisition s de la période	Cessions	Dépréciations	Écarts de conversion	Reclassement et autres mouvements	Valeur fin de période
Gestion d'actifs et de fortune (1) (2)	3 073	104			-191		2 986
Gestion d'actifs	3 001	104			-191		2 914
Gestion de fortune	72						72
Banque de Grande Clientèle	87				-10		77
Acquisition et Strategic Finance	87				-10		77
Assurances (1)	93						93
Services financiers spécialisés (3)	64	98					163
Ingénierie social	31						31
Cautions et garanties financières	12						12
Crédit à la consommation	10						10
Paiements	6	98					104
Affacturage	6						6
COFACE	282				-1		281
Hors pôle (Hors COFACE)	0						0
Total	3 600	202			-201		3 601

(1) En lien avec le nouveau plan stratégique « New Dimension » (cf. note 9) et en cohérence avec la création du nouveau pôle « Assurance », l'UGT « Épargne » a été scindée en deux UGT distinctes : l'UGT « Gestion d'Actifs et de Fortune » et l'UGT « Assurance ». Les écarts d'acquisition, attachés aux entités composant les pôles « Gestion d'Actifs et de Fortune » et « Assurance », ont été réaffectés de manière subséquente à ces deux nouvelles UGT en fonction des entités auxquels, ils sont rattachés, chaque entité n'étant affectée qu'à une UGT ;

(2) Dont 3,2 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition d'Althelia Ecosphere ;

Dont 100,4 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition d'Investor Mutual Limited.

(3) Dont 11,8 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de l'entité Lakooz par S-Money, 14,3 millions d'euros concernant l'acquisition de l'entité Payplug et 72,3 millions d'euros concernant l'acquisition de la Fintech Dalenys. Ces quatre sociétés sont spécialisées dans les nouveaux moyens de paiements en ligne.

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Certains écarts d'acquisition constatés aux États Unis donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôt différé passif de 310,8 millions d'euros au 31 décembre 2017.

— 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	01/01/2016	31/12/2016					
	Valeur début de période	Acquisition s de la période	Cessions	Dépréciations	Écarts de conversion	Reclassement et autres mouvements	Valeur fin de période
Gestion d'actifs et de fortune	3 013	20	-1		42		3 073
Gestion d'actifs	2 941	20	-1		42		3 001
Gestion de fortune	72						72
Banque de Grande Clientèle (1)	5	76			6		87
Acquisition et Strategic Finance	5	76			6		87
Assurances	93						93
Services financiers spécialisés	59				0	6	64
Ingénierie social	31						31
Cautions et garanties financières	12						12
Crédit à la consommation	10						10
Paiements	6						6
Affacturage					0	6	6
Participations financières (2)	357			-75	1	-1	282
COFACE	357			-75	1	-1	282
Autres activités	31		-3			-28	0
Total	3 558	96	-4	-75	49	-23	3 600

(1) Dont 3,4 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de l'entité Natixis Capital Partners Spain (antérieurement dénommée 360 Corporate) dédiée aux activités de conseil en fusions acquisitions et 72,4 millions d'euros concernant l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société « PJSC » spécialisée en fusion-acquisition et restructuration ;

(2) Au 31 décembre 2016, l'écart d'acquisition de Coface a été déprécié à hauteur de 75 millions d'euros (cf. note 2.5). L'écart d'acquisition au 31 décembre 2016 de 281,9 millions d'euros se ventile entre 116,5 millions d'euros au titre de la part du groupe et 165,4 millions d'euros au titre des participations ne donnant pas le contrôle.

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, 23,2 millions d'euros d'écarts d'acquisition porté par l'entité Ellisphère ont été reclassés en Actifs non courants destinés à être cédés.

Certains écarts d'acquisition constatées aux États Unis donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôt différé passif de 530,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

6.13. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur nature en prenant en compte le critère à vue/à terme. Elles sont évaluées conformément à la norme IAS 39 en autres passifs financiers selon la méthode du coût amorti.

6.13.1. Dettes envers les établissements de crédit :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées	4 116	6 726
Comptes et emprunts	80 564	75 642
À vue	3 891	5 297
À terme	76 673	70 345
Valeurs données en pension		
À vue		
À terme		
Titres donnés en pension livrée	19 470	18 780
À vue	4 841	5 305
À terme	14 630	13 475
Autres dettes	69	60
Dettes rattachées	99	165
Total	104 318	101 374

La juste valeur des dettes envers les établissements est communiquée en note 6.19.

6.13.2. Dettes envers la clientèle :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	21 332	21 700
À vue	12 438	13 567
À terme	8 894	8 133
Comptes et emprunts	13 901	15 965
À vue	4 977	7 369
À terme	8 924	8 596
Titres donnés en pension livrée	53 798	45 599
À vue	22 348	11 872
À terme	31 450	33 727
Comptes d'épargne à régime spécial	213	179
Comptes d'affacturage	2 347	2 335
Dettes rattachées	58	60
Autres	2 922	634
Total	94 571	86 472

La juste valeur des dettes envers la clientèle est communiquée en note 6.19.

6.14. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres de créances négociables	29 510	44 420
Emprunts obligataires	1 265	2 700
Autres dettes représentées par un titre	1 776	1 770
Dettes rattachées	22	31
Total	32 574	48 921

La juste valeur des dettes envers la clientèle est communiquée en note 6.19.

6.15. Provisions techniques des contrats d'assurance. — Afin de refléter leurs engagements envers les assurés, les entreprises d'assurance constituent des provisions techniques au passif de leur bilan, déterminées à partir de calculs statistiques.

Les provisions pour primes non acquises constatent la part (calculée prorata temporis) des primes émises au cours de l'exercice qui se rapporte à une période postérieure à la date d'inventaire.

Les provisions des contrats d'assurance-vie sont principalement constituées des provisions mathématiques, qui correspondent à la valeur de rachat des contrats.

Les provisions pour sinistres correspondent pour l'assurance vie aux capitaux dus à la suite de la survenance d'un sinistre. Pour l'assurance-crédit et l'assurance dommages, elles comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique.

La provision pour participation aux bénéfices différée (PB différée) représente la quote-part des plus ou moins-values latentes des placements comptabilisés revenant potentiellement aux assurés.

Les autres provisions techniques regroupent les provisions pour aléas financiers et les provisions pour frais d'acquisition reportés.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Provisions mathématiques	65 723	58 943
Assurance vie	51 493	48 415
Représentatives de contrats en unités de compte	14 230	10 528
Provisions pour sinistres	3 277	3 028
Provisions pour participation aux bénéfices (1)	5 177	4 657
Autres provisions techniques	2 425	2 182
Total	76 602	68 810

(1) Au 31 décembre 2017, la participation aux bénéfices différée (PB différée) passive nette s'établit à 3 275 millions d'euros contre 3 108 millions d'euros de PB différée passive au 31 décembre 2016 (cf. note 2.8).

6.16. Provisions et dépréciations :

6.16.1. Synthèse des provisions et des dépréciations :

— 31 décembre 2017 :

	01/01/2017	Augmentations	Reprises utilisées (1)	Reprises non utilisées (2)	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Autres (3)	31/12/2017
Provisions déduites de l'actif	3 285	678	-327	-488	-98	27	56	3 132
Provisions sur prêts et créances	2 185	462	-324	-316	-82	27	91	2 044
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	563	37	-1	-75	0	-2	-7	515
Autres dépréciations	536	179	-2	-98	-16	2	-29	573
Provisions de passif	2 268	342	-298	-194	-111	8	-22	1 994
Provisions pour risques et charges	1 994	311	-254	-185	-111	8	-21	1 742
Provisions pour impôt courant	273	32	-43	-9	0		-1	252
Total	5 553	1 020	-625	-682	-209	35	34	5 126

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

(1) Dont 144 millions d'euros de reprises utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours de l'exercice ;

(2) Dont 10 millions d'euros de reprises non utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours de l'exercice ;

(3) Dont 3,4 millions d'euros de variation des hypothèses actuarielles des engagements sociaux comptabilisés directement dans les fonds propres non recyclables.

Incidences sur le compte de résultat (En millions d'Euros)	Dotations	Reprises	Effet net
Produit net bancaire	-340	418	78
Charges générales d'exploitation	-152	284	132
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immob. Incorpor. Et corp.	0	1	1
Résultat Brut d'exploitation	-492	703	211
Coût du risque	-497	604	108
Gains ou pertes sur autres actifs			
Résultat avant impôt	-989	1 307	318
Impôt sur le résultat	-32	53	21
Résultat net	-1 020	1 359	339

	01/01/2016	Augmentations	Reprises utilisées (1)	Reprises non utilisées (2)	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Autres (3)	31/12/2016
Provisions déduites de l'actif	3 334	749	-320	-406	21	15	-108	3 285
Provisions sur prêts et créances	2 320	588	-296	-302	18		-144	2 185
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	538	63		-41	-1	1	3	563
Autres dépréciations	476	99	-24	-64	3	14	33	536
Provisions de passif	1 907	377	-162	-81	26	3	199	2 268
Provisions pour risques et charges	1 668	318	-146	-76	26	3	202	1 994
Provisions pour impôt courant	239	59	-16	-5	0		-3	273
Total	5 241	1 126	-482	-487	47	17	91	5 553

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

(1) Dont 122 millions d'euros de reprises utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours de l'exercice ;

(2) Dont 30 millions d'euros de reprises non utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours de l'exercice ;

(3) Dont : 53 millions d'euros de variation des hypothèses actuarielles des engagements sociaux comptabilisés directement dans les fonds propres non recyclables.

Incidences sur le compte de résultat (En millions d'Euros)	Dotations	Reprises	Effet net
Produit net bancaire	-332	179	-153
Charges générales d'exploitation	-182	137	-45
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immob. Incorp. Et corp.	-6	4	-2
Résultat Brut d'exploitation	-520	319	-201
Coût du risque	-548	616	68
Gains ou pertes sur autres actifs			
Résultat avant impôt	-1 067	935	-132
Impôt sur le résultat	-59	21	-37
Résultat net	-1 126	956	-170

6.16.2. Provisions pour risques et charges :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Notes	01/01/2017	Augmentations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Autres	31/12/2017
Risques de contrepartie		741	102	0	-41	-94		-21	687
Engagements de financement et de garantie		51	27		-34	-3		-21	19
Litiges (1)		676	60	0	-1	-89		0	646
Autres provisions		14	15	0	-6	-2			21
Risques de dépréciation		55	7	-4	-23	-1		0	35
Immobilisations financières		41	2	-1	-20	-1		0	21
Promotion immobilière		0	0						0
Autres provisions		14	5	-2	-3				14
Engagements sociaux	11	793	107	-161	-61	-10	0	3	671
Risques d'exploitation (2) (3)		405	94	-89	-59	-7	8	-3	349
Total		1 994	311	-255	-185	-111	8	-21	1 742

(1) dont 388,8 millions d'euros de provisions au 31 décembre 2017 au titre de l'exposition nette d'assurance d'égal montant concernant le dossier

Madoff. Le montant d'assurance représente 123 millions d'euros concernant la situation des litiges afférents au dossier (cf. Partie 3.11 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** »).

(2) dont 2 millions d'euros de provision au 31 décembre 2017 au titre du plan d'adaptation de l'emploi clôturé en 2015 ;

(3) dont 30,6 millions d'euros de provisions pour restructuration au 31 décembre 2017 au titre du plan Coface.

— 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	Notes	01/01/2016	Augmentations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Autres	31/12/2016
Risques de contrepartie		751	30	-36	-27	22		2	741
Engagements de financement et de garantie		54	4	-1	-7	1		1	51
Litiges (1)		680	20	-30	-15	21			676
Autres provisions		17	6	-4	-6	0		1	14
Risques de dépréciation		67	5	-10	-8	0		0	55
Immobilisations financières		53	2	-8	-6	0			41
Promotion immobilière		0	0		0				0
Autres provisions		14	3	-2	-1			0	14
Engagements sociaux	11	568	99	-69	-31	3	2	220	793
Risques d'exploitation (2) (3)		281	185	-32	-10	1	0	-19	405
Total		1 668	318	-146	-76	26	3	202	1 994

(1) dont 479,9 millions d'euros de provisions au 31 décembre 2016 au titre de l'encours net d'assurance concernant le dossier Madoff ;

(2) dont 5,5 millions d'euros de provision au 31 décembre 2016 au titre du plan d'adaptation de l'emploi clôturé en 2015 ;

(3) dont 42 millions d'euros de provisions pour restructuration au 31 décembre 2016 au titre du plan Coface (cf. note 5.14).

6.17. Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	3 393	3 907
Dettes subordonnées à durée indéterminée	261	261
Dettes rattachées	20	40
Total	3 674	4 208

Les principales caractéristiques des émissions des titres subordonnées sont communiquées dans le chapitre 14 du Pilier III

(1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non respect d'un ratio financier.

— Évolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice 2017 :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	Émissions	Remboursements (1)	Écarts de conversion	Mouvement de périmètre	Autres (2)	31/12/2017
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	3 907	0	-540	0		25	3 393
Titres subordonnés	1 157	0	-500	0		25	683
Emprunts subordonnés	2 750		-40				2 710
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	261						261
Titres super subordonnés							
Titres subordonnés	10						10
Emprunts subordonnés	251						251
Total	4 168	0	-540	0		25	3 654

Ce tableau ne prend pas en compte les dettes rattachées.

(1) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent :

- L'arrivée à échéance le 20 janvier 2017 d'un EMTN émis en 2006 pour -500 millions d'euros ;

- Le remboursement le 7 décembre 2017 d'un emprunt auprès de BPCE pour 40 millions d'euros ;

(2) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire.

— Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice 2016 :

(En millions d'Euros)	31/12/2015	Émissions (1)	Remboursements (2)	Écarts de conversion	Mouvement de périmètre (3)	Autres	31/12/2016
-----------------------	------------	---------------	--------------------	----------------------	----------------------------	--------	------------

Autres dettes subordonnées à durée déterminée	4 551	300	-956	-1		12	3 907
Titres subordonnés	1 145	0		-1		12	1 157
Emprunts subordonnés	3 406	300	-956				2 750
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	261						261
Titres super subordonnés							
Titres subordonnés	10						10
Emprunts subordonnés	251						251
Total	4 812	300	-956	-1		12	4 168

Ce tableau ne prend pas en compte les dettes rattachées.

(1) Les émissions concernent un prêt accordé par BPCE à Natixis pour 300 millions d'euros ;

(2) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent :

- Le remboursement d'un emprunt auprès de BPCE pour 480 millions d'euros ;

- Le remboursement d'un emprunt auprès de BPCE pour 476 millions d'euros ;

(3) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire. Sont concernées la ligne d'emprunts participatifs de novembre 1985 ainsi que les émissions de TSR de juillet 2003, décembre 2006 et mai 2007.

6.18. Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan. — Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des passifs financiers comptabilisés ou non en juste valeur au bilan.

La juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 5.6.

Passifs (En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2017				Au 31 décembre 2016			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	85 937	26 340	57 652	1 945	88 787	22 868	65 089	830
Titres émis à des fins de transaction	26 096	25 750	345	0	23 137	22 113	1 024	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	59 783	590	57 249	1 945	65 285	756	63 700	830
Dont dérivés de taux	39 099	64	38 839	197	35 176	31	34 949	197
Dont dérivés de change	14 681	1	13 508	1 172	20 728	1	20 672	54
Dont dérivés de crédit	793		467	326	844		420	424
Dont dérivés actions	4 856	395	4 210	251	8 071	523	7 394	154
Dont autres	354	130	224		466	201	265	
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	57		57		365		365	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	58 948	2 908	54 571	1 469	57 439	1 170	55 498	771
Titres émis à la juste valeur sur option	20 535		20 162	373	18 564		18 471	93
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	38 414	2 908	34 409	1 097	38 875	1 170	37 027	678
Instruments dérivés de couverture (passif)	710		710		2 011		2 011	1
Dont dérivés de taux	710		710		2 011		2 011	1
Total	145 595	29 248	112 933	3 414	148 238	24 039	122 598	1 601

6.18.1. Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3 :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Ouverture niveau 3 : 01/01/2017	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Écart de change	Clôture niveau 3 : 31/12/2017	
		Au compte de résultat		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/Émissions	Ventes / Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements				
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	830	-306	-13		360	-206	-55	1 335		0		1 945	
Titres émis à des fins de transaction			0		0							0	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	830	-306	-13		360	-206	-55	1 335		0		1 945	
Dont dérivés de taux	197	52	-2		5	-58	-27	30				197	
Dont dérivés de change	54	-189	-21		69	-19	-2	1 279		0		1 172	
Dont dérivés de crédit	424	-63	-7		0	-28	-1					326	
Dont dérivés actions	154	-106	18		286	-101	-25	25				251	
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction													
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	771	72	-79		1 261	-607		51				0	1 469
Titres émis à la juste valeur sur option	93	-6	0		243	-8		51				0	373
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	678	78	-79		1 019	-599							1 097
Instruments dérivés de couverture		0											0
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	1 601	-234	-92			1 621	-812	-55		1 385		0	0

(En millions d'Euros)	Ouverture niveau 3 : 01/01/2016	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Écart de change	Clôture niveau 3 : 31/12/2016
		Au compte de résultat		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Émissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vue à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	1 560	-27	-409		111	-194	-48	52	-216			830
Titres émis à des fins de transaction	24	-12			13	-18	-6					
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	1 536	-14	-408		99	-176	-42	52	-216			830
Dont dérivés de taux	707	-20	-212		41	-66	-11	-1	-242			197
Dont dérivés de change	17	43			2	-8						54
Dont dérivés de crédit	504	-14	-82		0	-59	-3	53	25			424
Dont dérivés actions	308	-23	-115		56	-43	-28					154
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	712	72	-48		664	-633		3				771
Titres émis à la juste valeur sur option	36	-6	-1		68	-3						93
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	676	79	-47		596	-629		3				678
Instruments dérivés de couverture	0											
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	2 272	45	-456	0	776	-827	-48	55	-216		0	1 601

6.18.2. Passifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2017				
	De	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
	Vers	Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		15	92	1 335	55
Titres émis à des fins de transaction		7	69		
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)		6	23	1 335	55
Dont dérivés de taux				30	27
Dont dérivés de change				1 279	2
Dont dérivés de crédit					1
Dont dérivés actions		6	23	25	25
Dont autres		2	0		
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction					
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option				51	
Titres émis à la juste valeur sur option				51	
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option					
Instruments dérivés de couverture (passif)					

— 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2016				
	De	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
	Vers	Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		5	2	53	48
Titres émis à des fins de transaction		5	2		6
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)				53	42
Dont dérivés de taux				1	11
Dont dérivés de change					
Dont dérivés de crédit				53	3
Dont dérivés actions				0	28
Dont autres					
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction					
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option				3	
Titres émis à la juste valeur sur option					
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option				3	
Instruments dérivés de couverture (passif)					

6.19. Juste valeur des passifs financiers évalués au coût amorti :

— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2017				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	104 318	104 631	0	99 297	5 334
Dont comptes et emprunts	80 434	80 748	0	79 002	1 746
Dont titres donnés en pension	19 475	19 475	0	15 899	3 576
Autres (*)	4 409	4 409	0	4 397	12
Dettes envers la clientèle	94 571	94 580	0	93 364	1 216
Dont comptes et emprunts	22 815	22 824	0	21 783	1 041
Dont titres donnés en pension	53 835	53 835	0	53 835	0
Autres (*)	17 921	17 921	0	17 746	175
Dettes représentées par un titre	32 574	32 574	0	31 739	835
Dettes subordonnées	3 674	4 067	0	3 679	388
Dont Emprunts subordonnés	2 979	3 385	0	2 997	388
Dont titres subordonnés	695	683	0	683	0
Total passif financiers	235 137	235 853	0	228 080	7 774

(*) Y compris comptes courants ordinaires

(En millions d'Euros)	Au 31 décembre 2016				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	101 374	101 514		91 758	9 756
Dont comptes et emprunts	75 861	76 002		75 109	893
Dont titres donnés en pension	18 784	18 784		10 429	8 355
Autres (*)	6 728	6 728		6 220	508
Dettes envers la clientèle	86 472	86 511		47 721	38 789
Dont comptes et emprunts	24 131	24 158		20 442	3 715
Dont titres donnés en pension	45 624	45 636		13 455	32 180
Autres (*)	16 717	16 717		13 824	2 894
Dettes représentées par un titre	48 921	48 694		30 136	18 558
Dettes subordonnées	4 209	4 558		3 782	776
Total passif financiers	240 976	241 276		173 397	67 880

(*) Y compris comptes courants ordinaires

6.20. Ventilation des actifs et passifs financiers par durée contractuelle. — Le tableau ci dessous présente les soldes au bilan des actifs et passifs financiers par date d'échéance contractuelle. Les actifs financiers à revenu variable, les instruments dérivés de transaction et de couverture, ainsi que les réévaluations des composantes couvertes ou non couvertes des actifs et passifs financiers sont considérés comme ayant une échéance « indéterminée ». De même, les impayés et les créances douteuses ont été réputés à échéance « indéterminée ».

Les provisions techniques des sociétés d'assurance, qui, pour l'essentiel, sont assimilables à des dépôts à vue, ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessous.

Emplois (En milliards d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016						
	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Total	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Total
Caisse, banques centrales	37					0	37	27						27
Actifs à la juste valeur par résultat - hors dérivés de transaction	17	12	10	5	8	72	124	21	14	9	5	7	61	118
Instruments dérivés hors couverture						60	60						70	70
Instruments dérivés de couverture						0	0						1	1
Actifs disponibles à la vente	1	2	2	18	23	12	58	2	2	2	17	25	7	55
Prêts et créances sur les établissements de crédit	22	3	11	2	7	1	45	36	3	9	3	7	0	59
Prêts et créances sur la clientèle	45	20	11	30	18	13	137	50	16	12	29	31	2	140
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux														
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	1	1	1		2	0		0	1	1		2
Actifs financiers par échéance	121	37	35	56	57	158	463	136	35	33	55	70	142	472

Ressources (En milliards d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016						
	Moin s de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indét ermin é	Total	Moin s de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indét ermin é	Total
Banques centrales														
Autres passifs financiers à la juste valeur par résultat	22	11	2	7	14	29	86	19	13	4	7	13	25	81
Dont titres donnés en pension	22	11	2	5	12		52	19	13	3	5	12		53
Dettes garanties	0	0	0	2	2		4	0	0	0	1	1	23	26
Dont senior														
Dettes non garanties	0	0	0	0	0	3	4	0	0	0	0	0	1	2
Dont senior														
Covered bonds														
Instruments dérivés de transaction						60	60						65	65
Instruments dérivés de couverture						1	1						2	2
Dettes envers les établissements de crédit	35	18	20	25	7	0	104	35	8	13	34	10	1	101
Dont titres donnés en pension	12	3	1	0	3	0	20	9	3	3	1	3		19
Dettes envers la clientèle	75	11	7	1	1	0	94	66	9	8	1	3	0	86
Dettes représentées par un titre	7	10	14	1	1		32	17	11	18	1	1	0	49
Dont dettes garanties														
Covered Bonds		0	0	1	0		1			0	1	0		
Dettes subordonnées				1	3		4	1		0	1	3	0	4
Passifs financiers par échéance	139	50	44	35	26	90	382	137	42	43	43	30	94	389
Engagements de financement donnés	16	3	6	30	5		61	17	4	5	31	6		63
Engagements de garantie donnés	2	3	6	13	6		30	1	2	6	7	7		22

Note 7. – Notes relatives au compte de résultat.

7.1. Marge d'intérêt. — Les postes « Intérêts et produits assimilés et intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du Taux d'intérêt effectif (TIE).

Les intérêts négatifs sont présentés en diminution des produits d'intérêts lorsque la rémunération d'un actif financier (instruments de dette) est négative et en diminution des charges d'intérêts lorsque la rémunération d'un passif financier (instruments de dette) est positive.

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque centrale	339	-122	217	173	-89	84
Intérêts sur titres	1 139	-369	770	1 192	-318	874
Prêts et créances	3 824	-1 820	2 004	3 389	-1 198	2 191
Sur les établissements de crédit	508	-793	-284	370	-690	-320

Sur la clientèle	2 991	-1 016	1 975	2 672	-497	2 175
Location financement	325	-11	313	347	-11	336
Dettes subordonnées	0	-87	-87	1	-139	-138
Instruments de couverture	544	-792	-247	339	-713	-374
Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées	34	0	34	17	0	17
Total (1)	5 880	-3 191	2 689	5 111	-2 457	2 654

(1) Dont une marge nette de 1 371 millions d'euros en décembre 2017 contre 1 330 millions d'euros en décembre 2016 concernant les activités d'assurance ;

7.2. Commissions nettes. — Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate, telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « Commissions ».

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	4	-34	-30	2	-30	-29
Opérations avec la clientèle	707	4	711	661	-18	643
Opérations sur titres	153	-181	-28	132	-150	-18
Opérations sur moyens de paiement	381	-51	330	369	-45	324
Prestations de services financiers	457	-745	-287	379	-671	-292
Opérations de fiducie	3 463	0	3 463	3 074	0	3 074
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés (a)	275	-138	137	225	-141	84
Autres	337	-1 063	-726	323	-954	-631
Total (b)	5 777	-2 208	3 569	5 164	-2 011	3 154

(a) La prime, dont le montant s'élève à 6,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2016, versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de l'ex canton GAPC classés en « Prêts et créances » et en « Actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs.

La charge d'étalement de la prime de 0,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 (75 millions d'euros en 2016) est comptabilisée sur la ligne

« Commissions sur engagement de garantie » en 2017 et en « Coût du risque » en 2016.

(b) Dont des commissions nettes de -765 millions d'euros en décembre 2017 contre -604 millions d'euros en décembre 2016 concernant les activités d'assurance ;

7.3. Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat. — Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/ passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Dérivés de couverture » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts exclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part « inefficace » des couvertures de flux de trésorerie.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	2 783	2 115
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (a)	2 351	1 983
Dont Dérivés hors couverture	-2 373	1 791
Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option (b)	495	41
Autres	-63	91
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	1	3
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	2	1
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	-1	2
Variation de la couverture de juste valeur	48	-15
Variation de l'élément couvert	-49	18
Total (c) (d)	2 784	2 119

(a) La ligne « Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction » inclut :

– Les réactions appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines : une diminution du stock de réfaction de 7 millions d'euros est constatée (produit) au cours de l'exercice 2017, contre un produit de 18,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 (hors impact change et effet de la garantie BPCE), portant le stock total de réfaction à 63,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 72,9 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

– Au 31 décembre 2017, une reprise de la totalité de la provision sur base de portefeuille constituée sur les expositions relatives aux CDPC (Crédit Derivatives Product Companies) a été constatée pour un montant de 0,6 millions d'euros.

– Au 31 décembre 2016, une reprise de 3,8 millions d'euros avait été réalisée portant le stock à hauteur de 0,6 millions d'euros ;

– Au 31 décembre 2017, un ajustement de valeur constaté sur la valorisation passive des dérivés au titre du risque de crédit propre (DVA) de -54,7 millions d'euros contre une charge de -22,1 millions au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, l'ajustement de valeur concernant l'évaluation du risque de contrepartie (CVA) des actifs financiers est de 78,2 millions d'euros (produit)

au 31 décembre 2017 contre une charge de -20,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

– L'ajustement du coût de financement (« Funding Valuation Adjustment » FVA) inclus dans la valorisation des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également enregistré sur cette ligne pour un montant de 24,7 millions d'euros (produit) au 31 décembre 2017 contre 67,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(b) Au 31 décembre 2016, un produit 47,1 millions d'euros avait été constaté et correspondait au recyclage d'écarts de change lié à des remboursements, par certaines entités, de capital en devises ou d'éléments de situation nette assimilés à du capital ;

(c) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(d) Dont 891 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 contre 253 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

7.4. Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement :

— les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs financiers comptabilisés au coût amorti ;

— les pertes de valeur (dépréciation durable) et les dividendes sur les titres à revenu variable classés dans les « Actifs financiers disponibles à la vente » ;

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont, quant à elles, comptabilisées en « coût du risque ».

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes	119	112
Résultats de cession (a)	330	161
Pertes de valeur des titres à revenu variable	-27	-58
Décotes sur crédits syndiqués	4	1
Total (b)	426	216

(a) De plus, au 31 décembre 2017, Natixis a cédé sa participation de 15% dans CACEIS. Le résultat de cession comptabilisé dans le poste « Gains et pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » s'élève à 74 millions d'euros. La valorisation enregistrée directement en capitaux propres à l'ouverture et transférée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » est de 31 millions d'euros.

(b) Dont 309 millions d'euros concernant les activités d'assurance au 31 décembre 2017 et 119 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

7.5. Autres produits et charges.

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance et de réassurance, dont notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017			31/12/2016		
		Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	7.5.1	200	-215	-15	186	-204	-18
Immeubles de placement		114	-30	83	104	-34	70
Sous total activités immobilières		314	-245	69	290	-237	52
Dotations/reprises nettes de provisions techniques sur contrats d'assurance	7.5.2		-5 175	-5 175		-14 547	-14 547
Autres charges et produits d'assurance		10 578	-5 649	4 929	19 943	-5 061	14 882
Sous total assurance (1)		10 578	-10 824	-246	19 943	-19 608	335
Opérations de location simple	7.5.3	100	-78	22	86	-64	22
Autres produits et charges accessoires (2)		456	-302	154	521	-355	166
Total		11 448	-11 448	-1	20 840	-20 265	575

(1) La part du partenariat avec CNP assurances concernant les créances nées d'opération de réassurance, liées aux contrats réassurés dans les charges et produits d'assurances s'élevait à 11,9 milliards d'euros au 31 décembre 2016 ;

(2) Y compris une charge de 25 millions d'euros enregistrée au titre du litige concernant les fonds à formule portant le montant enregistré à ce titre à 35 millions d'euros au 31 décembre 2017.

7.5.1. Opérations de location financement :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Résultat de cession	34	-61	-26	15	-43	-28
Dépréciations	0	-8	-8	0	-2	-2
Autres produits et charges accessoires	166	-145	20	170	-159	11
Total	200	-215	-15	186	-204	-18

7.5.2. Autres produits et charges d'assurance :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Primes reçues sur l'activité d'assurance - vie	8 116	17 440
Primes reçues sur l'activité de prévoyance	1 303	1 250
Primes reçues sur l'activité d'assurance-crédit	1 014	1 061
Charges de prestations	-5 573	-4 966

Autres produits nets	68	98
Total	4 929	14 882

7.5.3. Autres produits et charges accessoires :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prestations des services informatiques	10	14
Prestations de crédit management	53	88
Autres activités diverses (1) (2)	91	63
Total	154	166

(1) Dont un montant de +86,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre +72,9 millions d'euros au 31 décembre 2016, résultant de l'activité d'achat et revente de stocks de matière premières pour le compte de la clientèle réalisé par l'entité Contango, qui couvre économiquement son risque de variation de prix au moyen de futures valorisés sur la ligne « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

(2) Au 31 décembre 2016, - 69 millions d'euros avait été comptabilisé concernant le provisionnement d'un litige avec la SWL (Société Wallone du Logement).

7.6. Charges générales d'exploitation.

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2. Le détail de ces charges figure en note 11.

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

(En millions d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	11.2		
Salaires et traitements (1)		-2 759	-2 571
Dont paiements en actions (2)		-62	-48
Avantages de retraite et autres		-205	-188
Charges sociales		-665	-611
Intéressement et participation		-179	-164
Impôts et taxes liés aux rémunérations		-138	-137
Autres (3)		-1	-55
Total Frais de personnel		-3 946	-3 726
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes (4)		-329	-273
Services extérieurs		-2 029	-1 926
Autres		-86	-72
Total Autres charges d'exploitation		-2 444	-2 271
Total		-6 390	-5 997

(1) Dont 8,9 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi au 31 décembre 2017 contre +7,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

(2) Le montant de l'étalement comptabilisé sur l'exercice 2017, concernant les plans de fidélisation et de performance, comprend une charge de 76 millions d'euros (contre 59 millions d'euros au 31 décembre 2016) pour la partie de la rémunération réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis et un complément de charges de 9 millions d'euros (contre 5 millions d'euros au 31 décembre 2016) pour la partie de la rémunération réglée en actions Natixis ;

(3) Dont 1,5 million d'euros de produit au 31 décembre 2017 contre 19 millions d'euros de charge au 31 décembre 2016 liés au plan de restructuration de Coface ;

(4) Dont la Contribution au fonds de résolution unique (FRU) de 121,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 114,5 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

Dont la Taxe sur risques bancaires systémiques (TSB) de 24,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 29,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Dont la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) de 47,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 27 millions d'euros au 31 décembre 2016, dont un complément non récurrent de 19 millions d'euros concernant le pôle Épargne, lié au partenariat avec CNP Assurances.

7.7. Coût du risque.

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

Sont également enregistrées dans ce poste les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

La ligne « Dépréciations sur créances individuelles » comprend les dépréciations des titres classés en « Prêts et Créances » ainsi que celles des titres à revenus fixes classés en actifs financiers disponibles à la vente.

(En millions d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	-101	39			-62	-30	28			-2

Engagement par signature	-27	34			7	-4	7			3
Autres	-75	5			-70	-26	21			-5
Dépréciation des actifs financiers	-396	246	-53	6	-196	-532	258	-51	22	-303
Coût du risque	-497	286	-53	6	-258	-562	286	-51	22	-305
Dont :										
Reprises de dépréciations sans objet		286					285			
Reprises de dépréciations utilisées		319					331			
Sous-total reprises :		604					616			
Pertes couvertes par provisions		-319					-331			
Total reprises nettes :		286					285			

7.8. Gains ou pertes sur autres actifs.

Ce poste comprend les plus et moins-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres consolidés inclus dans le périmètre de consolidation.

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Sur titres consolidés (1)	Sur immobilisations corporelles et incorporelles (2)	Total	Sur titres consolidés (3)	Sur immobilisations corporelles et incorporelles (4)	Total
Résultat net de cession	53	-4	48	48	127	175
Total	53	-4	48	48	127	175

(1) Dont +21,5 millions d'euros relatifs à la cession des entités Ellisphère et IJCOF, +9,9 millions d'euros lié la cession des deux entités du Capital Investissement Caspian, et +18,1 millions d'euros relatifs à la liquidation de l'entité Nexgen Financial Holding ;

(2) Concernant principalement la mise au rebut de logiciels ;

(3) Au 31 décembre 2016, les cessions concernaient principalement, sur le pôle Epargne, Capital Growth Management pour +17,5 millions d'euros, Reich and Tang pour 4,8 millions d'euro, Snyder pour +8,3 millions d'euros, ainsi que Kobrick pour -0,6 millions d'euros et au titre des activités de Corporate Data Solutions, les cessions d'HCP NA LLC et d'Altus pour +10,9 millions d'euros et de Graydon pour +6,9 millions d'euros ;

(4) Au 31 décembre 2016, les cessions concernaient principalement la vente d'immeubles d'exploitation par le pôle Services Financiers Spécialisés pour 30 millions d'euros (montant brut) et par le hors pôle pour 96,7 millions d'euros (montant brut).

7.9. Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
+ Résultat net- Part du groupe	1 669	1 374
+ Résultat net- Part des minoritaires	192	90
+ Impôt de l'exercice	789	822
+ Résultat des activités arrêtées		
+ Dépréciations des écarts d'acquisition	0	75
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	-26	-13
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	2 624	2 348
+/- Différences permanentes (1)	201	222
= Résultat fiscal consolidé	2 825	2 570
X Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	-942	-857
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	-25	-9
+ Impôt au taux réduit	-1	0
+ Déficits de l'exercice limités par prudence	-16	-22
+ Effets de l'intégration fiscale	26	18
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	73	-2
+ Crédits d'impôt	34	45
+ Impôt sur exercices antérieurs et autres éléments (2) (3) (4) (5)	62	5
= Charge d'impôt de l'exercice	-789	-822
Dont : impôt exigible	-463	-176

Impôt différé	-326	-646
<p>(1) Les principales différences permanentes sont constituées des plus-values taxées au régime du long terme, des résultats exonérés des filiales étrangères. Les différences permanentes comprennent également les impacts de la TSB (Taxe systémique bancaire) et de la FRU (fonds de résolution unique) qui constituent des charges non déductibles ;</p> <p>(2) Dont : - 237,6 millions d'euros de désactivation de déficit antérieur sur le groupe d'intégration fiscale France principalement liée à la prise en compte de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés à partir de 2020 (désactivation de -158 millions d'euros au 31 décembre 2016) et +104,7 millions de produit d'impôt différés sur les plateformes américaines liés à la revue du taux d'impôt différés du fait des mesures de réductions d'impôt ;</p> <p>(3) En 2016, y inclus le produit relatif à la réclamation Natixis sur la fiscalisation sur les exercices antérieurs des dividendes et de la plus value de cession des CCI ainsi que les impacts des contrôles fiscaux ;</p> <p>(4) Dont : + 80,2 millions d'euros d'économies d'impôt résultant de l'imputation de déficits antérieurs non activés sur le bénéfice de l'exercice 2017 (5 millions d'euros au 31 décembre 2016),</p> <p>(5) Dont +105,6 millions d'euros de produits liés au remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes versés, suite à la décision du Conseil Constitutionnel du 6 octobre 2017 contre une charge de -21 millions d'euros au 31 décembre 2016</p>		

Contrôles fiscaux :

— Natixis SA : La société Natixis SA a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 à 2013. A l'issue de cette vérification, Natixis SA a reçu une proposition de rectification le 19 décembre 2016. Natixis SA entend contester la plupart des chefs de redressements proposés et a constaté une provision dans les comptes à hauteur du risque estimé.

— Natixis Allemagne : La succursale de Natixis en Allemagne fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours portant sur les exercices 2009 à 2014. Une notification de redressement au titre de remboursement d'impôt retenu à la source sur dividendes et portant sur l'exercice 2009 a été reçue en décembre 2016. Natixis Allemagne entend contester le redressement proposé.

— Natixis Investment Managers P1 : La vérification de comptabilité portant initialement sur les exercices 2010 et 2011 a été étendue aux exercices 2012 à 2014. Natixis Investment Managers P1 (antérieurement NGAM P1) a reçu une proposition de vérification le 23 décembre 2016.

A l'issue des recours hiérarchiques, les rectifications proposées ont été partiellement abandonnées.

L'impact net de ces procédures a été entièrement constaté au 31 décembre 2016 et a donné lieu à une charge de -23,6 millions d'euros.

Note 8. – Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global.

8.1. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global :

(En millions d'Euros)	Mouvement de la période 2017	Mouvement de la période 2016
Écarts de revalorisation des régimes à prestations définies	4	-53
Autres mouvements	4	-53
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	-185	-156
Autres mouvements	-185	-156
Éléments non recyclables en résultat	-181	-209
Écarts de conversion	-677	129
Reclassement vers le résultat	-22	-42
Autres mouvements	-655	172
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-58	273
Reclassement vers le résultat	-152	-77
Autres mouvements	94	350
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	180	51
Reclassement vers le résultat	83	84
Autres mouvements	98	-34
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	-3	3
Reclassement vers le résultat	-0	0
Autres mouvements	-3	2
Éléments recyclables en résultat	-559	456
Impôts	12	-36
Total	-728	210

8.2. Détails de l'impôt sur les gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Écarts de conversion	-677		-677	129		129
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-58	51	-7	273	-89	183
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	180	-72	108	51	-17	33
Éléments imputés à titre définitif dans les autres éléments du résultat global	4	-16	-12	-53	17	-36
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	-185	49	-137	-156	54	-103

Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-6	3	-3	4	-1	3
Total des variations des gains ou pertes latents ou différés	-742	14	-728	247	-37	210

Note 9. – Information sectorielle.

En 2017, Natixis a présenté en novembre 2017 son nouveau plan stratégique 2018-2020 « New Dimension ». Le plan « New Dimension » engage trois initiatives fortes, toutes au service du développement de solutions à forte valeur ajoutée pour nos clients : l'approfondissement de la transformation des business models engagée avec succès lors du plan « New Frontier », l'allocation d'une part importante des investissements dans les technologies digitales et une volonté marquée de se différencier, en devenant un interlocuteur de référence dans des domaines où les équipes de Natixis ont développé des expertises fortes et reconnues.

L'organisation est depuis lors regroupée autour de quatre métiers :

— **Le pôle Gestion d'Actifs et de Fortune**, qui regroupe le métier de Gestion d'actifs exercé au sein de Natixis Investment Managers et le métier de gestion de fortune ;

— **La Banque de Grande Clientèle**, qui conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public et leur propose une gamme diversifiée de solutions de financements ainsi qu'un accès aux marchés de capitaux. Sa mission est triple : renforcer l'orientation client de la banque, être un lieu de rencontre entre émetteurs et investisseurs, déployer le modèle « Originate to Distribute » destiné à optimiser la rotation du bilan de la banque au travers d'une gestion active du portefeuille de crédits ;

— **Le pôle Assurances**, qui constitue la plateforme unique du Groupe BPCE pour la distribution des produits d'assurances de personnes et d'assurances non vie ;

— **Les Services Financiers Spécialisés**, qui regroupent le métier des Paiements, les Financements spécialisés avec les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties et du Financement du cinéma, et les Services financiers avec les métiers de l'Epargne salariale et des Titres. Ces métiers s'inscrivent au cœur du développement de la banque de détail du Groupe BPCE.

Les activités de **Coface**, de **Capital investissement** (activité pour compte propre gérée en extinction et quote-part dans les fonds sponsorisés) et de **Natixis Algérie** sont considérées comme non stratégiques et sont désormais regroupées au sein du Hors Pôle.

C'est sur la base de cette organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « plans d'affaires » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

9.1. Gestion d'Actifs et de Fortune :

— Gestion d'actifs : les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Investment Managers. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur cœur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de ces sociétés de gestion bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles, Harris Associates, AEW, DNCA ou Natixis Asset Management.

Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au Groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour d'une plateforme commune ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. Depuis début 2014, les sociétés de gestion de Capital investissement pour compte de tiers ont été rattachées à Natixis Investment Managers et un véhicule de sponsoring a été mis en place pour effectuer le suivi des engagements de Natixis dans les fonds. L'expertise des équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général, non cotées, en France et en Europe, via des prises de participations sponsorisées. Ce métier couvre les segments d'activité du private equity pour compte d'investisseurs tiers tels que les opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes) et de fonds de fonds ;

— Gestion de Fortune : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI). Natixis Wealth Management occupe une place notable sur le marché français. La banque développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM.

9.2. Banque de Grande Clientèle. — La Banque de Grande Clientèle conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public en leur proposant une gamme diversifiée de solutions de financement sur mesure et un accès aux marchés de capitaux.

L'expertise et la technicité de ses équipes permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

En 2016, son organisation a évolué afin de mieux accompagner ses clients en renforçant le dialogue stratégique et afin d'accélérer la mise en œuvre du modèle « Originate to Distribute ». Ceci se traduit par la création de deux nouvelles lignes métiers :

— **Investment Banking**, qui a pour mission de développer le dialogue stratégique avec les clients et regroupe les activités « d'Acquisition & Strategic Finance », « Capital & Rating Advisory », « Equity Capital Markets », « Strategic Equity Transactions » et la Structuration de prêts corporate. Il inclut également l'Origination obligataire ;

— **Global Finance**, qui regroupe l'ensemble des acteurs de la chaîne « Originate to Distribute » :

Origination des financements ;

Syndication des financements ;

Gestion du portefeuille des financements.

Les activités Actions, Taux, Crédit, Change, Matières premières et « **Global structured Credit and Solutions** » restent regroupées au sein du métier Global Markets et celles de Trade Finance et du développement de l'offre de flux sont regroupées sous l'appellation « **Global transaction banking** ».

9.3. Assurance. — Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. En mars 2014, conformément au plan de développement du modèle bancassurance, Natixis Assurances a réalisé l'acquisition de la filiale d'assurance dommage et prévoyance BPCE Assurances, qu'elle détient désormais à 100%. Elle propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens à destination des réseaux Banque Populaire et Caisses d'Épargne. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations.

9.4. Services Financiers Spécialisés. — Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux clients de Natixis :

— Paiements : ce métier met à disposition des outils, infrastructures et services pour les paiements : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques, e-commerce... Dans le cadre du plan « New Dimension », ce métier a vocation à devenir un « pure player » sur le segment des paiements en Europe et à accélérer sa transformation digitale. Ainsi, le métier a récemment fait l'acquisition de plusieurs start-ups spécialisées dans les paiements électroniques et le e-commerce notamment : Payplug, S Money et Dalenys ;

— Affacturage : ce métier apporte des solutions aux entreprises pour la gestion de leur poste clients (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;

— Cautions et garanties financières : cette ligne de métier est exercée par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC). Ce métier regroupe principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau Caisses d'Épargne et Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;

— Crédits à la consommation : la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui gère les encours revolving des réseaux du Groupe BPCE et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Épargne et son extension au périmètre des Banques Populaires ;

— Crédit Bail : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit bail ou de location longue durée ;

— Ingénierie sociale : ce métier propose une offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises, autour de la gestion de leur épargne salariale (tenue de comptes salariés, gestion administrative et comptable des fonds...) et des titres de services ;

— Titres : ce métier offre des prestations de back-office et de middle-office sur la conservation Titres Retail (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, service bureau, contrôle dépositaire...) pour les réseaux de BPCE et pour des clients externes ;

— Financement du cinéma : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

9.5. Hors pôle. — A ces pôles opérationnels s'ajoutent les activités du Hors-pôle. Celui-ci regroupe tout d'abord les métiers non stratégiques de Natixis : Coface, dont les principales activités exercées sont l'assurance crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise et la gestion de créances, l'activité de capital investissement exercée pour compte propre, la participation de Natixis dans certains fonds sponsorisés qui n'a pas vocation à être conservée au sein de Natixis, ainsi que la filiale de Natixis en Algérie.

Le Hors Pôle enregistre par ailleurs les mécanismes de centrale financière et les revenus liés à la gestion actif – passif de Natixis. Il inclut à ce titre l'ensemble des activités de Trésorerie, dont l'activité de Trésorerie court terme rattachée à la Direction Financière de Natixis depuis début 2017 (antérieurement rattachée à la BGC).

Il regroupe également les résultats du portefeuille de participations de la banque ne relevant pas de l'activité d'un pôle. A noter qu'à ce titre, les activités de Corporate Data Solutions correspondant aux activités non stratégiques de Coface (principalement des activités de services) avait été regroupées début 2013 au sein de Corporate Data Solutions. Au 31 décembre 2017, suite à la cession des entités Ellipse et IJCOF Corporate intervenue au cours de l'exercice 2017, il n'y a plus d'entité détenue au sein de Corporate Data Solutions.

En matière de coûts, ce pôle porte les coûts de structure de la banque, ainsi que la contribution au Fonds de Résolution Unique.

9.6. Information sectorielle :

9.6.1. Information sectorielle du compte de résultat :

(En millions d'Euros)	31/12/2017						
	Gestion d'Actifs et de Fortune (*)	Banque de Grande Clientèle	Assurance	Services financiers spécialisés	Coface	Hors pôle (Hors Coface) (**)	Total
Produit net bancaire	3 113	3 442	734	1 382	624	173	9 467
Évolution 2016/2017 (***)	15%	8%	12%	2%	-1%	-6%	9%
Frais généraux et assimilés	-2 178	-2 132	-439	-939	-484	-462	-6 632
Évolution 2016/2017 (***)	10%	7%	16%	6%	-9%	-4%	6%
Résultat brut d'exploitation	936	1 310	295	443	140	-290	2 835
Évolution 2016/2017 (***)	27%	10%	6%	-5%	41%	-2%	14%
Coût du risque	0	-115	0	-73	-6	-65	-258
Évolution 2016/2017 (***)	-60%	-41%	0%	27%	10%	33%	-15%
Résultat net d'exploitation	936	1 195	295	371	135	-355	2 577
Évolution 2016/2017 (***)	27%	19%	6%	-9%	43%	3%	19%
Mises en équivalence	1	10	13	0	1	0	26
Évolution 2016/2017 (***)	-111%	-24%	40%	0%	-141%	-46%	103%
Autres	10	18	0	0	0	20	48
Évolution 2016/2017 (***)	-39%	100%	0%	-100%	-100%	-84%	-52%
Résultat courant avant impôt	947	1 223	308	371	136	-334	2 651
Évolution 2016/2017 (***)	27%	21%	7%	-16%	712%	55%	16%
Résultat net part du groupe	482	863	191	251	48	-167	1 669
Évolution 2016/2017 (***)	14%	23%	14%	-13%	2168%	-21%	21%

(*) Dont pour la gestion d'actifs :

- Produit net bancaire : 2 972 millions d'euros
- Frais généraux et assimilés : -2 034 millions d'euros
- Résultat brut d'exploitation : 938 millions d'euros
- Coût du risque : 0 millions d'euros
- Résultat courant avant impôt : 949 millions d'euros

(**) Dont Trésorerie court terme :

- Produit net bancaire : 139,6 millions d'euros
- Frais généraux et assimilés : - 62,7 millions d'euros
- Résultat brut d'exploitation : 76,9 millions d'euros
- Coût du risque : 0,1 millions d'euros
- Résultat courant avant impôt : 77,1 millions d'euros

(***) Il s'agit de l'évolution entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016 pro forma.

— Détail du Produit net bancaire :

(En millions d'Euros)	Produit net bancaire	Évolution 2016/2017
Gestion d'Actifs et de Fortune	3 113	15%
Gestion d'actifs	2 972	15%
Banque privée	142	4%
Banque de Grande Clientèle	3 442	8%
Marchés de capitaux (1)	1 781	5%
Global finance et banque d'investissement	1 690	8%
Autres	-30	-60%
Assurance	734	12%
Services financiers spécialisés	1 382	2%
Financements spécialisés	862	3%
Paiement	336	2%
Services financiers	184	1%
COFACE	624	-1%
Hors pole (hors COFACE)	173	-6%
Total	9 467	9%

(1) Dont 1 916 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 1 317 millions d'euros de PNB pour FICT et 599 millions d'euros de PNB pour les Actions

— 31 décembre 2016 Pro forma :

(En millions d'Euros)	31/12/2016 - Pro forma (*)						
	Gestion d'Actifs et de Fortune (*)	Banque de Grande Clientèle	Assurance	Services financiers spécialisés	Coface	Hors pôle (Hors Coface) (**)	Total
Produit net bancaire	2 718	3 180	655	1 352	629	184	8 718
Frais généraux et assimilés	-1 981	-1 985	-378	-885	-530	-480	-6 238
Résultat brut d'exploitation	737	1 195	277	466	100	-296	2 480
Coût du risque	1	-195	0	-57	-5	-49	-305
Résultat net d'exploitation	738	1 000	277	409	94	-345	2 174
Mises en équivalence	-9	14	9	0	-2	1	13
Autres	17	0	0	31	-75	128	100
Résultat courant avant impôt	746	1 014	287	440	17	-216	2 287
Résultat net part du groupe	423	703	168	289	2	-211	1 374

Ces informations ont été déterminées sur la base des principes comptables appliqués dans le cadre du référentiel IFRS adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2016 ;

(*) Ces informations sont présentées suivant la nouvelle organisation des métiers retenue par Natixis au 31 décembre 2017.

(**) Dont pour la gestion d'actifs :

- Produit net bancaire : 2 582 millions d'euros
- Frais généraux et assimilés : -1 843 millions d'euros
- Résultat brut d'exploitation : 739 millions d'euros
- Coût du risque : 0 millions d'euros
- Résultat courant avant impôt : 747 millions d'euros

(***) Dont Trésorerie court terme :

- Produit net bancaire : 90,0 millions d'euros
- Frais généraux et assimilés : - 61,0 millions d'euros
- Résultat brut d'exploitation : 29,0 millions d'euros
- Coût du risque : -0,2 millions d'euros
- Résultat courant avant impôt : 29,0 millions d'euros

— Détail du Produit net bancaire :

(En millions d'Euros)	Produit net bancaire
Gestion d'Actifs et de Fortune	2 718
Gestion d'actifs	2 582
Banque privée	136

Banque de Grande Clientèle	3 180
Marchés de capitaux (1)	1 690
Global finance et banque d'investissement	1 566
Autres	-75
Assurance	655
Services financiers spécialisés	1 352
Financements spécialisés	840
Paiement	329
Services financiers	183
COFACE	629
Hors pole (hors Coface)	184
Total	8 718

— Rappel des données publiées en 2016 :

En millions d'Euros	31/12/2016						
	Banque de Grande Clientèle	Épargne (*)	Services financiers spécialisés	Coface	Autres participations financières	Hors pôle	Total
Produit net bancaire	3 322	3 364	1 350	605	94	-17	8 718
Évolution 2015/2016 (1)	9%	-4%	3%	-11%	-36%	564%	0%
Frais généraux et assimilés	-2 032	-2 350	-880	-560	-81	-336	-6 238
Évolution 2015/2016 (1)	9%	-1%	3%	2%	-39%		5%
Résultat brut d'exploitation	1 291	1 014	470	45	14	-353	2 480
Évolution 2015/2016 (1)	8%	-11%	4%	-65%	-18%	93%	-10%
Coût du risque	-195	1	-57	-5	-32	-17	-305
Évolution 2015/2016 (1)	-1%	-85%	-2%	-24%	179%	-16%	5%
Résultat net d'exploitation	1 095	1 014	413	40	-18	-370	2 174
Évolution 2015/2016 (1)	10%	-11%	5%	-67%	-441%	82%	-12%
Mises en équivalence	14	1	0	-2	1	0	13
Évolution 2015/2016 (1)	-48%	-97%	0%	-371%	-115%	-50%	-72%
Autres	0	17	31	-75	18	110	100
Évolution 2015/2016 (1)	-100%	-308%	-7717%	12881%	-164%	1777%	-426%
Résultat courant avant impôt	1 109	1 032	444	-37	0	-260	2 287
Évolution 2015/2016 (1)	8%	-11%	13%	-130%	-101%	32%	-8%
Résultat net part du groupe	767	589	291	-23	-19	-229	1 374
Évolution 2015/2016 (1)	12%	-14%	16%	-214%	22%	-19%	2%

Ces informations ont été déterminées sur la base des principes comptables appliqués dans le cadre du référentiel IFRS adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2016

(1) Il s'agit de l'évolution entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015 Proforma.

(*) Dont pour la gestion d'actifs : Produit net bancaire : 2 547 millions d'euros

Frais généraux et assimilés : -1 830 millions d'euros

Résultat brut d'exploitation : +717 millions d'euros

Coût du risque : 0 million d'euros

Résultat courant avant impôt : +725 millions d'euros

(En millions d'Euros)	Produit net bancaire	Évolution 2015/2016
Banque de Grande Clientèle	3 322	9%
Global Markets (1)	1 802	23%
Global Finance et Investment Banking	1 592	0%
Autres	-72	
Épargne	3 364	-4%
Gestion d'actifs	2 547	-8%
Assurances	647	11%
Banque privée	136	-6%
Autres	33	5%
Services financiers spécialisés	1 350	3%
Financements spécialisés	838	6%
Services financiers	512	-1%

Coface	605	-11%
Autres participations financières	94	-36%
Hors pôle	-17	
Total	8 718	%

(1) Dont 1 753 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 1 219 millions d'euros de PNB pour FICT et 534 millions d'euros de PNB pour les Actions.

9.6.2. Information sectorielle du bilan :

(En millions d'Euros)	31/12/2017						
	Gestion d'Actifs et de Fortune	Banque de Grande Clientèle	Assurance	Services financiers spécialisés	Coface	Hors pôle (Hors Coface)	Total
Actifs à la juste valeur par le résultat	1 599	158 973	22 628		146	1 152	184 497
Actifs financiers disponibles à la vente	190	5 023	42 058	2 180	2 776	5 658	57 885
Prêts et créances sur Ets de crédit	1 194	26 674	820	350	382	15 869	45 289
Prêts et créances sur la clientèle	4 333	93 928	10 043	21 641	2 474	4 350	136 768
Actifs financ. détenus jusqu'à l'échéance			1 883		2		1 885
Écarts d'acquisition	2 987	77	93	163	281		3 601
Autres actifs	-2 585	36 381	13 246	843	767	41 409	90 060
Total actif	7 718	321 056	90 771	25 176	6 827	68 438	519 987
Passifs financiers à la JV par résultat	99	141 012	3 327	-9	106	350	144 885
Dettes envers les Ets de crédit	2 519	58 007	3 763	15 145	563	24 321	104 318
Dettes envers la clientèle	1 558	78 296	-43	2 113	322	12 325	94 571
Dettes représentées par un titre	22	30 219	-1 290	1 753	1 637	234	32 574
Provisions techniques des contrats d'assurance		4	73 087	1 849	1 661		76 601
Dettes subordonnées	10	2 241	1 034	0	388		3 674
Autres passifs	3 510	11 277	10 892	4 326	2 149	31 208	63 363
Total passif	7 718	321 056	90 771	25 176	6 827	68 438	519 987

— 31 décembre 2016 Pro forma :

(En millions d'Euros)	31/12/2016						
	Gestion d'Actifs et de Fortune	Banque de Grande Clientèle	Assurance	Services financiers spécialisés	Coface	Hors pôle (Hors Coface)	Total
Actifs à la juste valeur par le résultat	1 753	167 368	17 253	0	73	1 182	187 628
Actifs financiers disponibles à la vente	145	4 554	39 179	1 933	2 637	6 542	54 990
Prêts et créances sur Ets de crédit	1 114	36 010	460	401	423	20 375	58 783
Prêts et créances sur la clientèle	5 045	97 951	10 651	20 198	2 432	4 026	140 303
Actifs financ. détenus jusqu'à l'échéance	0	0	2 063	0	3	0	2 066
Écarts d'acquisition	3 074	87	93	64	282	0	3 600
Autres actifs	-2 578	44 958	11 501	678	682	25 248	80 489
Total actif	8 553	350 927	81 202	23 274	6 530	57 373	527 859
Passifs financiers à la JV par résultat	85	144 495	1 462	0	8	177	146 226
Dettes envers les Ets de crédit	3 682	53 312	3 698	13 757	443	26 482	101 374
Dettes envers la clientèle	1 285	72 038	-79	2 032	366	10 830	86 472
Dettes représentées par un titre	-265	46 604	-1 007	1 737	1 591	262	48 921
Provisions techniques des contrats d'assurance		9	65 546	1 598	1 657	0	68 810
Dettes subordonnées	10	656	1 180	125	475	1 764	4 209
Autres passifs	3 756	33 813	10 403	4 025	1 991	17 860	71 848
Total passif	8 553	350 927	81 202	23 274	6 530	57 373	527 859

(En millions d'Euros)	31/12/2016						
	Banque de Grande Clientèle	Épargne	Services financiers spécialisés	Coface	Autres participations financières	Hors pôle	Total
Actifs à la juste valeur par le résultat	167 368	19 005	0	73	122	1 059	187 628
Actifs financiers disponibles à la vente	4 554	39 325	1 933	2 637	2	6 541	54 990
Prêts et créances sur Ets de crédit	36 010	1 575	401	423	534	19 840	58 783
Prêts et créances sur la clientèle	97 951	15 697	20 198	2 432	702	3 324	140 303
Actifs financ. détenus jusqu'à l'échéance	0	2 064	0	3	0	0	2 066
Écarts d'acquisition	87	3 168	64	282	0	0	3 600
Autres actifs	44 958	8 923	678	682	-329	25 578	80 489
Total actif	350 927	89 755	23 274	6 530	1 032	56 342	527 859
Passifs financiers à la JV par résultat	144 495	1 547	0	8	3	174	146 226
Dettes envers les Ets de crédit	53 312	7 380	13 757	443	295	26 187	101 374
Dettes envers la clientèle	72 038	1 206	2 032	366	920	9 910	86 472
Dettes représentées par un titre	46 604	-1 272	1 737	1 591	70	192	48 921
Provisions techniques des contrats d'assurance	9	65 546	1 598	1 657	0	0	68 810
Dettes subordonnées	656	1 189	125	475	-53	1 817	4 209
Autres passifs	33 813	14 153	4 025	1 991	-202	18 068	71 848
Total passif	350 927	89 749	23 274	6 530	1 032	56 348	527 859

9.7. Autres informations :
— 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	France	Autres UE	Amérique du Nord	Autres OCDE	Pays non ventilés	Total
Produit net bancaire	4 902	1 247	2 629	195	494	9 467
Résultat net de l'exercice - part groupe	508	285	660	43	173	1 669
Actifs à la juste valeur par le résultat	170 947	7 779	2 127	3 567	77	184 497
Actifs financiers disponibles à la vente	51 795	2 967	270	541	2 312	57 885
Prêts et créances	100 770	11 162	48 936	9 831	11 359	182 057
Immobilisations	1 292	102	63	11	22	1 490
Autres actifs	86 147	-44	8 382	160	-589	94 057
Total actif	410 952	21 967	59 779	14 109	13 181	519 987

— 31 décembre 2016 :

(En millions d'Euros)	France	Autres UE	Amérique du Nord	Autres OCDE	Pays non ventilés	Total
Produit net bancaire	4 714	1 022	2 510	108	364	8 718
Résultat net de l'exercice - part groupe	639	153	483	6	93	1 374
Actifs à la juste valeur par le résultat	167 413	15 596	1 934	2 407	278	187 628
Actifs financiers disponibles à la vente	49 689	2 958	287	450	1 607	54 990
Prêts et créances	116 265	13 706	47 959	10 760	10 396	199 086
Immobilisations	1 209	98	79	7	23	1 415
Autres actifs	61 919	-501	23 499	116	-294	84 740
Total actif	396 495	31 857	73 757	13 741	12 011	527 859

Note 10. – Gestion des risques.

10.1. Adéquation des fonds propres. — Les informations sur l'adéquation des fonds propres requises par la norme IAS 1, sont présentées dans la partie 3.4 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

10.2. Risque de crédit et risque de contrepartie. — Les informations sur la gestion des risques de crédit requises par la norme IFRS 7, à l'exception de celles mentionnées ci-dessous, sont présentées dans la partie 3.5 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

10.2.1. Exposition brute aux risques de crédit. — Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

(En millions d'Euros)	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciation s	Encours nets 31/12/2017	Encours nets 31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	131 619	0	0	131 619	142 499
Instruments dérivés de couverture	339	0	0	339	1 220
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	49 692	83	-57	49 717	48 140
Prêts et créances sur EC	45 295	63	-69 (*)	45 289	58 783
Prêts et créances sur la clientèle	134 168	4 576	-1 975(*)	136 768	140 303
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 888	0	-3	1 885	2 066
Engagements de financement donnés	61 229	126	-3	61 351	62 631
Engagements de garantie financière donnés	30 162	106	-16	30 252	22 307
Total de l'exposition brute	454 391	4 954	-2 124	457 220	477 949
(*) Incluant les provisions collectives					

Le passage des encours comptables (périmètre consolidé) aux expositions brutes et expositions en risque du périmètre prudentiel risque de crédit est présenté dans la partie 3.4 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

10.2.2. Effet des garanties :

(En millions d'Euros)	31/12/2017						31/12/2016					
	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets	Garanties sur encours en défaut	Garanties sur encours sains	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets	Garanties sur encours en défaut	Garanties sur encours sains
Prêts et créances sur les Ets de Crédit (Hors opérations de pension livrée)	36 533	63	-69	36 527		279	46 335	71	-71	46 335	1	306
Prêts et créances sur la clientèle (Hors opérations de pension livrée)	79 901	4 576	-1 975	82 502	1 282	37 364	84 065	4 533	-2 150	86 448	1 510	39 690
. Location financement	10 921	561	-146	11 336	309	8 221	10 230	144	-71	10 303	73	6 929
. Affacturage (*)	7 850	489	-90	8 249		467	7 762	237	-51	7 949		
. Autres Prêts et Créances (*)	61 130	3 526	-1 739	62 916	973	28 676	66 073	4 152	-2 028	68 196	1 437	32 761
Engagements de financement donnés	61 379	127	-3	61 503	36	8 331	62 467	286	-2	62 751	138	9 455
Engagements de garantie financière donnés	30 140	106	-16	30 230	12	2 894	21 402	219	-49	21 572	18	2 062
Tot al de l'exposition et effet des garanties	207 953	4 872	-2 064	210 761	1 330	48 868	214 269	5 110	-2 272	217 106	1 667	51 513
(*) Données mises à jour par rapport à la communication financière faites au 31 décembre 2016												

Les montants des garanties présentés sont ceux retenus par la réglementation prudentielle bâloise en réduction du calcul des besoins en fonds propres. Les garanties des sociétés d'assurance, mises en équivalence dans le périmètre prudentiel, s'en trouvent donc exclues, tout comme les expositions relatives à ces entités.

En millions d'euros	31/12/2017	31/12/2016
	Garanties sur encours sains et en défaut	Garanties sur encours sains et en défaut

	Suretés personnelles	Suretés réelles	Total	Suretés personnelles	Suretés réelles	Total
Prêts et créances sur les Ets de Crédit (Hors opérations de pension livrée)	279	0	279	306	1	307
Prêts et créances sur la clientèle (Hors opérations de pension livrée)	12 964	25 683	38 647	10 843	30 358	41 200
Location financement	3 695	4 835	8 530	2 975	4 027	7 002
Affacturage	467		467			
Autres Prêts et Créances	8 802	20 848	29 650	7 868	26 331	34 198
Engagements de financement donnés	2 335	6 032	8 367	1 594	7 998	9 593
Engagements de garantie financière donnés	803	2 102	2 906	541	1 539	2 080
Total de l'exposition et effet des garanties	16 380	33 818	50 198	13 284	39 896	53 180

10.2.3. Ventilation des provisions individuelles et collectives par zone géographique :

(En millions d'Euros) Zones géographiqu es	31/12/2017						31/12/2016					
	Risque s individ ualisés	Risque s collecti fs	Total des risques	Dépréc iation risques individ ualisés	Dépréc iation risques collecti fs	Total Dépréc iations	Risque s individ ualisés	Risque s collecti fs	Total des risques	Dépréc iation risques individ ualisés	Dépréc iation risques collecti fs	Total Dépréc iations
France	1 938	9 062	11 000	710	111	820	1 523	8 875	10 398	729	104	833
Autres pays d'Europe de l'Ouest	1 473	9 196	10 668	488	133	621	1 430	9 438	10 868	559	84	643
Europe de l'Est	143	1 143	1 286	34	8	42	176	1 949	2 125	50	11	61
Amérique du nord	326	4 713	5 039	62	49	111	852	5 758	6 609	123	81	204
Amérique centrale et latine	286	1 919	2 205	89	24	113	216	1 853	2 069	125	17	141
Afrique et Moyen-Orient	469	2 984	3 454	180	39	220	518	4 412	4 930	187	64	251
Asie et Océanie	236	3 857	4 093	57	27	83	395	4 114	4 509	79	24	103
Total	4 871	32 873	37 744	1 620	391	2 010	5 110	36 399	41 509	1 851	384	2 236

10.4. Répartition des provisions collectives par secteur d'activité :

Secteurs d'activité (répartition en %)	31/12/2017	31/12/2016
Pétrole / gaz	17,1%	24,1%
Immobilier	16,8%	12,2%
Distribution - commerce	16,5%	7,7%
Électricité	5,2%	6,4%
Services	5,2%	3,1%
Holdings/ groupes divers	4,1%	4,9%
Pharmacie /santé	4,1%	2,7%
Commerce International des matières premières	3,3%	4,0%
Agroalimentaire	3,3%	2,5%
Industries de base	3,1%	8,9%
Communication	2,8%	3,1%
Finance	2,6%	2,8%
Transport	2,5%	2,7%
Services aux collectivités	2,1%	2,6%
Technologie	1,9%	2,5%
Hôtel /tourisme /loisirs	1,8%	1,9%
Biens de consommation	1,6%	1,7%
Construction mécanique électrique	1,3%	0,7%
BTP	1,2%	2,0%
Administrations	1,2%	0,2%
Automobile	1,1%	0,8%

Télécommunications	0,7%	1,2%
Autres	0,7%	1,3%
Aéronautique / armement	0,0%	0,0%
Titrisations	0,0%	0,0%
Total	100,0%	100,0%

10.2.5. Évolution des provisions collectives :

(En millions d'Euros)	Stock de provision au 01/01/17	Dot (+) rep (-)	Écart de conversion	Stock de provision au 31/12/17
Sectoriel	302	28	-12	318
Géographique	82	-7	-3	72
Total	384	21	-15	390

(En millions d'Euros)	Stock de provision au 01/01/16	Dot (+) rep (-)	Écart de conversion	Stock de provision au 31/12/16
Sectoriel	289	10	3	302
Géographique	77	5	1	82
Total	366	15	4	384

10.3. Risque de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel.

Les informations sur la gestion des risques de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel requises par la norme IFRS7 sont présentées dans la partie 3.7 et 3.9 du chapitre III « **Risques et adéquation des fonds propres** ».

Note 11. – Effectifs, rémunérations et avantages consentis au personnel.

Effectifs

En nombre	31/12/2017	31/12/2016
Effectifs (1)	20 898	20 759
(1) Équivalent temps plein en activité chez Natixis à la date d'arrêté. La ventilation des effectifs est présentée en note 6.4.3 du chapitre 6 « Responsabilité Sociale et environnementale ».		

11.2. Rémunérations et avantages consentis au personnel. — Les rémunérations et avantages consentis au personnel comprennent les salaires et traitements nets des refacturations versés dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice où les services ont été rendus, les rémunérations variables différées réglées en trésorerie ou en actions, la participation et l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, les charges liées aux engagements de retraite, les charges des autres avantages à long terme tels que les médailles du travail et les avantages liés aux augmentations de capital réservées aux salariés.

Les frais de personnel s'élèvent à 3 946 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 3 726 millions d'euros au 31 décembre 2016.

11.2.1. Avantages à court terme. — Les salaires et traitements versés dans les douze mois suivant la fin de l'exercice où les services sont rendus, l'intéressement et la participation, répondent à la définition des avantages à court terme selon la norme IAS 19R « Avantages au personnel ». Suivant cette norme, les avantages à court terme sont comptabilisés immédiatement en charges au cours de l'exercice où le personnel a rendu les services lui donnant droit à ces avantages.

11.2.2. Rémunérations différées :

— Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions : Depuis 2010, Natixis attribue chaque année des plans dont le paiement est fondé sur des actions à certaines catégories de son personnel. Le traitement comptable de ces plans est décrit en note 5.17. Concernant les plans approuvés par le Conseil d'administration du 13 février 2018, les attributions n'étant pas formellement réalisées à la date d'arrêté des comptes, les évaluations de charges sont effectuées à partir de la meilleure estimation possible des paramètres à la date d'arrêté, tant en ce qui concerne la valeur de l'action que les hypothèses de dividendes.

Depuis 2014, Coface a mis en place des plans de rémunérations fondés sur les actions Coface. L'impact de ces plans étant non significatif au niveau de Natixis consolidée, les caractéristiques de ces plans ne sont pas détaillées dans les paragraphes ci après

— Plans de paiements long terme dénoués en trésorerie et indexés sur l'action Natixis :

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées à l'origine (*)	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2013	19/02/2014	5 095 419	octobre 2015 octobre 2016 octobre 2017	1 682 810 1 610 145 1 468 937	
Plan 2014	18/02/2015	4 493 016	octobre 2016 octobre 2017 octobre 2018	1 576 403 1 449 399	6,37
Plan 2015	10/02/2016	6 084 435	mars 2018 mars 2019		6,11

Plan 2016	10/04/2017	2 835 311	mars 2019 mars 2020		5,47
Plan 2017	23/02/2018	2 660 487	mars 2020 mars 2021		5,34

(*) Le nombre d'unités probables à la date d'acquisition est couvert par des opérations d'equity swaps.
Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.
Pour rappel, au 31 décembre 2016, à la suite de la modification des termes et conditions du plan de fidélisation et de performance indexé sur l'action Natixis de 2015, ce dernier avait été requalifié en plan de fidélisation et de performance dénoué en actions gratuites Natixis (cf. infra).
L'impact résultant de cette modification constaté en résultat sur l'exercice 2016 s'élevait à 5,3 millions d'euros.

— Plan de paiement court terme dénoué en trésorerie et indexé sur l'action Natixis :

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition des droits	Valorisation de l'unité de cash indexé (en euros)	Nombre d'unités de cash indexé octroyées à l'origine	Nombre d'unités de cash indexé probables à la date d'acquisition	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2017	23/02/2018	23/02/2018	7,06	5 313 272	5 313 272	7,06

La charge correspondant au plan court terme, est inscrite en totalité dans les comptes de l'exercice 2017 pour un montant de 42 millions d'euros contre 38 millions d'euros au 31 décembre 2016.

— Plans de paiements dénoués en actions :

Année du plan (En millions d'Euros)	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2013	31/07/2014	31 955	juillet 2018		4,83	4,02
Plan 2014	18/02/2015	95 144	février 2019		6,18	3,45
Plan 2015	28/07/2016	3 081 642	mars 2018 mars 2019		3,43	2,80
Plan 2016	28/07/2016	151 283	juillet 2020		3,43	1,62
Plan 2016	10/04/2017	3 012 307	mars 2019 mars 2020		4,28	4,43
Plan 2017	23/05/2017	79 369	mai 2021		6,44	3,32
Plan 2017	23/02/2018	2 765 576	mars 2020 mars 2021		7,06	5,34

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

— Charge de l'exercice représentée par les plans de fidélisation et de performance :

Charges (En millions d'Euros)	Charge de l'exercice 2017			Charge de l'exercice 2016 en millions d'euros)
	Plans réglés en actions	Plans réglés en trésorerie indexée sur l'action Natixis	Total	
Plans de fidélisation antérieurs	-9,1	-21,6	-30,7	-15,6
Plans de fidélisation de l'exercice		-6,2	-6,2	-6,6
Total	-9,1	-27,8	-36,9	-22,2

Paramètres de valorisation utilisés pour l'évaluation de la charge concernant ces plans :

	31/12/2017	31/12/2016
Cours de l'action	6,60	5,36
Taux d'intérêt sans risque	-0,67%	0,00%
Taux de distribution des dividendes	6,57%	6,09%
Taux de perte des droits	3,90%	4,25%

— Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie : Des primes de fidélisation et de performance dont le paiement différé est réglé en espèces sont allouées à certains collaborateurs. Ces primes sont soumises à des conditions de présence et de performance. Elles sont assimilées comptablement à des « Autres avantages à long terme ». L'estimation de la charge tient compte d'une estimation actuarielle de la réalisation de ces conditions. Elle est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant de l'étalement calculé et comptabilisé dans les comptes au titre de l'exercice 2017 est le suivant :

Année du plan (en millions d'euros)	Date d'attribution	Dates d'acquisition	Charge de l'exercice 2017(en millions d'euros)	Charge de l'exercice 2016(en millions d'euros)
Plan 2012	17/02/2013	mars 2014 mars 2015 mars 2016		-0,2
Plan 2013	19/02/2014	mars 2015 mars 2016 mars 2017	-0,2	-2,8
Plan 2014	18/02/2015	mars 2016 mars 2017 mars 2018	-2,5	-7,3
Plan 2015	10/02/2016	mars 2017 mars 2018	-5,5	-16,2
Plan 2016	10/04/2017	mars 2018 mars 2019	-15,8	-15,6
Plan 2017	23/02/2018	mars 2019 mars 2020	-20,3	
Total			-44,4	-42,1

11.2.3. Engagements de retraite et autres avantages à long terme.

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies. — Les régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation de Natixis se limite uniquement au versement d'une cotisation et qui ne comportent aucun engagement de l'employeur sur le niveau des prestations fournies.

Les principaux régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés de Natixis sont situés en France. Ils regroupent, notamment, l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraite nationaux AGIRC et ARRCO.

Les régimes de retraite basés sur le volontariat des salariés, mis en place par certaines entités de Natixis et pour lesquels ces entités n'ont qu'une obligation de cotiser (abondement PERCO) constituent également des régimes à cotisations définies.

Les montants versés au titre des régimes à cotisations définies sont comptabilisés en charges de la période.

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Montant comptabilisé en charges au titre des régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies	210	122

Y compris la cotisation versée pour l'externalisation de la gestion des IFC pour 83 millions d'euros.

Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme. — Les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies regroupent l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi pour lesquels Natixis est engagé sur un niveau de prestations.

Les engagements au titre de ces avantages accordés sont couverts, pour tout ou partie par des actifs constitués principalement de contrats d'assurance externalisés gérés par des assureurs français, spécialisés en retraite. Les assureurs portent le risque de longévité une fois les rentes liquidées. Les actifs de couverture sont investis sur les fonds généraux des assureurs, composés généralement en majorité d'obligations. Les assureurs sont soumis aux règles prudentielles et réglementaires françaises.

Ce sont les assureurs qui gèrent la stratégie actif/passif pour la partie des engagements qu'ils couvrent.

Pour l'autre partie, Natixis a mis en place une couverture en taux et en liquidité via un adossement de la trésorerie long terme.

Les contrats d'assurance souscrits auprès d'une partie liée à Natixis et destinés à financer tout ou partie de l'engagement de Natixis au titre de ses régimes à prestation définies sont présentés à l'actif du bilan dans le poste « Compte de régularisation et actifs divers ».

Les autres avantages à long terme désignent les avantages, non postérieurs à l'emploi, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Sont notamment concernées les médailles du travail et les rémunérations différées de plus de douze mois versées en numéraire.

a) Montants comptabilisés au bilan au 31 décembre 2017 : Le montant de la provision comptabilisée au passif du bilan correspond à la valeur de dette actuarielle au titre des régimes à prestations définies, minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture de ces engagements.

En millions d'euros	31/12/2017					31/12/2016				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		
	Compléments de retraite et autres	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Compléments de retraite et autres	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total

	régimes					régimes				
Dette actuarielle	577	256	63	123	1 020	636	238	60	125	1 059
Juste valeur des actifs de régime	-270	-88	0	0	-359	-267	-9	0	0	-276
Juste valeur des actifs distincts (1)	-171	-43	0	0	-214	-167	-38	0	0	-205
Effet du plafonnement d'actifs	8	0	0	0	8	6	0	0	0	6
Solde net au bilan	143	125	63	123	455	208	190	60	125	584
Comptabilisé au passif	315	168	63	123	669	374	229	60	125	789
Comptabilisé à l'actif	171	43	0	0	214	167	38	0	0	205

(1) Les actifs distincts sont principalement cantonnés dans le bilan des filiales d'assurance de Natixis (ABP vie), en couverture des engagements d'autres entités du périmètre de consolidation Natixis qui leur ont été transférés pour couvrir les avantages postérieurs à l'emploi de certaines catégories de salariés.

b) Variation des montants comptabilisés au bilan (Variation de la dette actuarielle) :

(En millions d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total
Dette actuarielle en début de période	636	238	60	125	1 059	596	218	55	116	985
Variations comptabilisées en résultat	-48	16	3	-0	-29	-16	5	6	9	2
Coût des services rendus	9	13	5	45	72	9	12	4	39	64
Coût des services passés	-42	10	1	0	-30	-19	-3	-0	0	-23
Don t liquidation et réduction de régime	-41	9	0	0	-32	-20	-4	-0	0	-25
Coût financier	16	2	0	0	19	18	4	1	0	22
Prestations versées	-25	-10	-3	-46	-84	-23	-8	-2	-32	-65
Don t montants payés au titre de liquidation de régime	-12	-5	0	0	-17	-13	0	0	-21	-34
Ecarts de réévaluation sur autres avantages à long terme	0	0	-1	-0	-1	0	0	2	1	2
Autres	-6	0	-0	1	-5	-2	1	1	0	1
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	23	4	0	0	27	56	19	0	0	75
Ecarts de réévaluation - hypothèses	-0	4	0	0	4	3	5	0	0	7

démographiques										
Ecarts de réévaluation - hypothèses financières	26	-2	0	0	24	53	17	0	0	70
Ecarts de réévaluation - effets d'expérience	-2	2	0	0	-0	1	-3	0	0	-2
Ecarts de conversion	-35	-1	-0	-3	-38	-0	0	0	1	1
Variations de périmètre	2	0	0	0	2	2	0	0	0	2
Autres	-1	-2	1	0	-1	-2	-4	-0	-0	-7
Dette actuarielle en fin de période	577	256	63	123	1 020	636	238	60	125	1 059

c) Variation des montants comptabilisés au bilan (Variation des actifs de couverture) :

— Actifs de régime :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total
Juste valeur des actifs en début de période	267	9	277	423	7	430
Variations comptabilisées en résultat	10	81	91	0	2	2
Produit financier	10	0	10	11	0	11
Cotisations reçues	13	81	94	1	1	2
Dont versées par l'employeur	13	81	94	1	1	2
Dont versées par les bénéficiaires	0	0	0	0	0	0
Prestations versées	-10	-0	-10	-11	0	-11
Dont montants payés au titre de liquidation	-3	0	-3	-4	0	-4
Autres	-2	0	-2	-0	0	0
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	25	-0	25	6	-0	6
Ecarts de réévaluation - Rendement des actifs	25	-0	25	6	-0	6
Ecarts de conversion	-29	0	-29	-1	0	-1
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0
Autres	-3	-2	-5	-161	-0	-161
Juste valeur des actifs en fin de période	270	88	359	267	9	276

— Actifs distincts :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total
Juste valeur des actifs en début de période	167	38	205	0	39	39
Variations comptabilisées en résultat	-3	0	-2	-1	-0	-1
Produit financier	3	0	3	3	1	4
Cotisations reçues	2	0	2	2	0	2
Dont versées par l'employeur	2	0	2	2	0	2
Dont versées par les bénéficiaires	0	0	0	0	0	0
Prestations versées	-7	-0	-7	-7	-1	-7
Dont montants payés au titre de liquidation	-7	0	-7	-7	0	-7
Autres	-0	0	-0	0	0	0
Variations comptabilisées directement en	7	1	8	9	-0	8

capitaux propres non recyclables						
Ecart de réévaluation - Rendement des actifs	7	1	8	9	-0	8
Ecart de conversion	0	-0	-0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0	-0	-0
Autres	0	3	3	159	0	159
Juste valeur des actifs en fin de période	171	43	214	167	38	205

d) Composition des actifs de couverture :

	Poids par catégories en %	Juste valeur des actifs		
		Total	cotés sur un marché actif(en %)	non cotés sur un marché actif(en %)
Trésorerie	3%	9	57%	43%
Actions	29%	79	84%	16%
Obligations	25%	71	97%	4%
Immobilier	2%	5	6%	95%
Dérivés	7%	19	0%	100%
Fonds de placement	34%	92	91%	9%
Titres adossés à des actifs	0%	1	0%	100%
Titres de créance structurés	0%			
Total	100%	276	81%	19%

e) Ecart de réévaluation sur les régimes postérieurs à l'emploi :

— Eléments de réévaluation de la dette actuarielle :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total
Ecart de réévaluation cumulés en début de période	266	24	291	207	5	211
Ecart de réévaluation générés sur l'exercice	8	3	11	60	20	80
Ecart de réévaluation cumulés en fin de période	275	27	302	266	24	291

— Actifs de couverture :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total
Ecart de réévaluation cumulés en début de période	42	0	42	63	0	63
Dont effet du plafonnement d'actif	-6	0	-6	-13	0	-13
Ecart de réévaluation générés sur l'exercice	19	0	19	-21	0	-21
Dont effet du plafonnement de l'actif de régime	-1	0	-1	7	0	7
Ecart de réévaluation cumulés en fin de période	61	0	61	42	0	42
Dont effet du plafonnement d'actif	-7	0	-7	-6	0	-6

— Actifs distincts :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Total

Ecarts de réévaluation cumulés en début de période	44	1	45	2	0	2
Dont effet du plafonnement d'actif						
Ecarts de réévaluation générés sur l'exercice	7	1	8	42	1	43
Dont effet du plafonnement de l'actif de régime						
Ecarts de réévaluation cumulés en fin de période	51	2	54	44	1	45
Dont effet du plafonnement d'actif						

f) Analyse de la charge de l'exercice :

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- le coût des services rendus, représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période ;
- le coût des services passés, résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes ;
- le coût financier correspondant à la charge d'intérêt sur l'engagement net.

L'obligation au titre des autres avantages à long terme est évaluée et comptabilisée selon une méthode d'évaluation actuarielle similaire à celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, à l'exception près des écarts de réévaluation qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

(En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016	
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total	Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services rendus	9	13	5	45	72	64
Coût des services passés	-42	10	1	0	-30	-23
Coût financier	16	2	0	0	19	22
Produit financier	-12	0	0	0	-13	-15
Autres	-3	0	0	1	-2	1
Total de la charge de l'exercice (1)	-33	26	7	46	46	50

(1) Dont 41 millions d'euros de produits comptabilisé en résultat au 31 décembre 2017 correspondant à la réduction de régime suite au nouvel accord collectif de la complémentaire santé des salariés, ainsi qu'une charge de -7 millions d'euros relative à un engagement complémentaire au titre des indemnités de fin de carrière.

g) Principales hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2017 : Le montant provisionné au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies est déterminé au moyen d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières.

	31/12/2017			31/12/2016		
	France	Europe	États-Unis	France	Europe	États-Unis
Taux d'actualisation	0,98%	2,25%	3,53%	0,97%	2,43%	4,06%
Taux d'inflation	1,70%	2,53%	3,00%	1,60%	2,60%	3,00%
Taux de croissance des salaires	2,27%	2,55%	4,00%	2,42%	2,39%	4,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	4,18%	1,60%	5,00%	4,10%	4,40%	5,00%
Duration (en années)	13	18	18	15	19	14

	31/12/2017				31/12/2016			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
Taux d'actualisation	2,40%	0,81%	0,92%	2,25%	2,68%	0,87%	0,70%	2,66%
Taux d'inflation	2,41%	1,69%	1,69%	1,55%	2,35%	1,66%	1,72%	1,38%
Taux de croissance des salaires (inflation incluse)	2,85%	2,25%	2,25%	3,08%	2,96%	2,29%	2,48%	3,25%
Taux d'évolution des coûts médicaux (inflation incluse)	4,43%				4,26%			

Duration (en années)	17	10	10	12	15	12	9	15
----------------------	----	----	----	----	----	----	---	----

Le taux d'actualisation est déterminé selon les taux obligatoires d'émission d'entreprises notées AA de même durée. Cette référence est obtenue à partir de la courbe Bloomberg « EUR Composite (AA) Zero Coupon Yield ».

Les taux de sortie pour les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) et les médailles du travail sont calculés par tranche d'âge et par catégorie professionnelle, avec une moyenne sur six ans, le taux étant de 0 % pour les plus de 60 ans.

Le taux de croissance des salaires, inflation incluse, est déterminé à partir du taux de croissance des rémunérations réelles moyenné sur les 6 dernières années. Ce taux de croissance des salaires est plafonné au taux nominal maximal d'augmentation observé sur la même période.

h) Analyse de sensibilité aux hypothèses clés :

En pourcentage	31/12/2017				31/12/2016			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
Variation de +1% du taux d'actualisation	-12,18 %	-5,83 %	-4,97 %	-2,80 %	-11,43 %	-6,09 %	-5,24 %	-2,80 %
Variation de -1% du taux d'actualisation	15,09%	6,57%	5,36%	3,50%	14,02%	6,43%	5,78%	3,36%
Variation de +1% du taux d'évolution des coûts médicaux	1,50%				6,12%			
Variation de -1% du taux d'évolution des coûts médicaux	-1,24 %				-4,44 %			
Variation de +1% du taux de croissance des salaires et des rentes (inflation incluse)	12,19%	12,29%	8,23%		14,00%	12,63%	9,30%	
Variation de -1% du taux de croissance des salaires et des rentes (inflation incluse)	-9,57 %	-10,49 %	-6,96 %		-9,28 %	-10,86 %	-8,20 %	

i) Echancier des paiements non actualisés :

(En millions d'Euros)	31/12/17		31/12/16	
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière
N+1 à n+5	145	61	145	50
N+6 à n+10	127	89	135	76
N+11 à n+15	111	90	121	86
N+16 à n+20	112	111	123	95
> N+20	402	210	561	223
Total	898	562	1 085	530

11.2.4. Autres plans sur base d'actions :

a) Plans de souscription d'actions par le personnel dans le cadre du plan d'épargne entreprise :

Plans	2013	2014	2014	2015	2016
Entité	Natixis	Natixis	Coface	Natixis	Natixis
Date de l'annonce du plan	04/04/2013	14/03/2014	12/06/2014	12/03/2015	10/03/2016
Maturité des plans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Prix de référence	3,491 €	5,051 €	10,40 €	6,618 €	4,094 €
Prix de souscription	2 800	4,041 €	8,32 €	5,295 €	3,276 €
Décote faciale	19,79%	20,00%	20%	19,99%	19,98%
Nombres d'actions souscrites	8 439 630	9 951 325	255 347	8 505 624	7 989 447
Montant total souscrit (en millions d'euros)	23,6M€	40,2M€	2,1 M€	45M€	26M€
Taux intérêt sans risque	1,26%	0,84%	0,84%	0,14%	0,08%
Taux d'emprunt annuel des titres (repo)	0,50%	0,16%	0,16%	0,05%	-0,12%
Taux d'emprunt d'un participant au marché (5 ans)	6,72%	5,47%	5,47%	4,45%	3,93%
Coût d'indisponibilité	25,74%	21,28%	21,30%	19,57%	19,43%

Pour rappel, au 31 décembre 2016, Natixis avait comptabilisé une charge non significative correspondant à la décote consentie lors de la souscription d'actions par le personnel dans le cadre du plan d'épargne entreprise, valorisé en tenant compte de l'incessibilité pendant cinq années des titres émis. Aucun plan d'épargne entreprise destiné aux salariés n'a été réalisé sur l'exercice 2017.

Note 12. – Gestion du capital.

12.1. Capital social :

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Nominal	Capital en euros
Valeur à l'ouverture	3 137 074 580	1,60	5 019 319 328
Augmentation de capital	285 658	1,60	457 053
Valeur à la clôture	3 137 360 238		5 019 776 381

Au 31 décembre 2017, 1 431 936 d'actions auto détenues et 1 457 006 actions au 31 décembre 2016.

L'augmentation de capital sur l'exercice 2017 correspond à l'attribution d'actions gratuites à certains salariés de Natixis, dans le cadre des Plans de fidélisation et de performance 2012 et 2013 dont le paiement est fondé sur les actions (cf. note 5.17 et note 11.2.2).

12.2. La gestion du capital. — Les objectifs principaux de Natixis en matière de gestion du capital sont de s'assurer que le groupe respecte les besoins en capitaux imposés par son environnement extérieur et conserve une notation adéquate pour soutenir son activité et maximiser la valeur pour l'actionnaire.

Natixis adapte la gestion de la structure de son capital au regard des changements de conditions économiques et des caractéristiques de risque de ses activités. Aucun changement n'est intervenu en matière d'objectifs, de politiques ou de processus au cours de l'année 2017.

12.3. Instruments de capitaux propres émis :

13.3.1. Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence. — Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de dividende et figurent au poste « Réserves consolidées » du bilan consolidé.

La transformation de ces instruments de dette en instruments de capitaux propres avait généré un gain de 418 millions d'euros, comptabilisé en résultat au 30 juin 2009.

Les émissions postérieures au 30 juin 2009 ont toujours été classées en capitaux propres, compte tenu du caractère discrétionnaire de leur rémunération.

Les titres super subordonnés s'élève à 2 232 millions d'euros contre 1 611 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 621 millions d'euros correspondant aux émissions et remboursements intervenus au cours de l'exercice 2017.

A noter, que le montant brut de la variation de change des titres super subordonnés en devises constaté en résultat au 31 décembre 2017 s'élève à 103,9 millions d'euros, soit un montant net après impôts de 68,1 millions d'euros contre 9,4 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit un montant net après impôts de 6,1 millions d'euros.

Les principales caractéristiques des émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée sont communiquées dans le chapitre 14 du Pilier III.

12.3.2. Gestion du contrat de liquidité. — Natixis a conclu un contrat de liquidité avec un prestataire de service agissant de manière indépendante, conformément à la charte de déontologie établie avec l'Association des Marchés Financiers en date du 23 septembre 2008 et approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} octobre 2008.

Dans le cadre de ce contrat, ce prestataire est mandaté pour intervenir sur les actions propres de Natixis en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des actions Natixis afin d'éviter des décalages de cours non justifiés par les tendances du marché.

Cette autorisation est fondée sur la 12^{ème} résolution de l'assemblée générale du 23 mai 2017. Elle autorise Natixis à acquérir pour un prix maximum de 10 euros par action, un nombre d'actions propres ne pouvant excéder 10% des actions composant le capital de la société Natixis.

Au 31 décembre 2017, 1 219 389 actions représentant 8 millions d'euros sont détenues par Natixis au titre de ce contrat.

Note 13. – Engagements.

13.1. Engagements de garantie. — Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
Aux établissements de crédit	9 976	2 790
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 434	1 638
Autres garanties	8 542	1 152
A la clientèle	20 292	19 566
Cautions immobilières	188	226
Cautions administratives et fiscales	350	347
Autres cautions et avals donnés	6 473	8 915
Autres garanties	13 281	10 077
Total des engagements de garantie donnés	30 268	22 356
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	12 446	10 861

13.2. Engagements de financement. — Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ;

ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

- il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés :		
Aux établissements de crédit	2 599	1 933
A la clientèle	58 756	60 700
Ouverture de crédits documentaires	2 771	4 444
Autres ouvertures de crédits confirmés	47 621	51 787
Autres engagements	8 364	4 470
Total des engagements de financement donnés	61 355	62 633
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit	4 303	9 289
De la clientèle	6 182	4 209
Total des engagements de financement reçus	10 485	13 498

Note 14. – Événements postérieurs à la clôture.

Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu depuis le 31 décembre 2017.

Note 15. – Autres informations.

15.1. Informations sur les opérations de location financement et de location simple :

15.1.1. Crédit-bail bailleur :

Crédit-bail Bailleur (En millions d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Durée Résiduelle			Total	Durée Résiduelle			Total
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans		< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	
Location financement :								
Investissement brut	2 395	6 461	3 866	12 722	2 198	5 961	3 629	11 788

Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir	2 227	5 911	3 252	11 390	2 020	5 328	2 956	10 303
Produits financiers non acquis	168	550	614	1 332	178	633	673	1 485
Location simple :								
Paielements minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables	51	152	50	252	46	147	46	239

Crédit-bail Bailleur (En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location Financement :						
Valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur	569	11	580	612	8	620

15.1.2. Crédit-bail preneur :

Crédit-bail Preneur (En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur nette comptable	3		3	3		3

15.1.3. Location simple preneur :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
	Paielements futurs minimaux	Paielements futurs minimaux
Moins de 1 an	229	197
De 1 an à 5 ans	834	721
Plus de 5 ans	569	275
Total	1 632	1 193

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2017
	Charges	Charges
Contrat de location simple	232	183
Paielements minimaux	231	183
Loyers conditionnels	1	
Contrat de sous location simple	8	6
Revenu des sous location	8	6
Total	240	189

15.2. Parties liées :

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe. — Les principales opérations de Natixis avec les parties liées (BPCE et ses filiales, le groupe Banque populaire incluant les Banques Populaires et leurs filiales, le groupe Caisse d'Epargne incluant les Caisses d'Epargne et leurs filiales et l'ensemble des participations comptabilisées par mise en équivalence) sont détaillées ci-dessous :

(En millions d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Epargne	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Epargne
Actif :						
Actifs à la juste valeur par le résultat	17 755	2 967	4 444	14 407	3 416	5 817
Actifs financiers disponibles à la vente	563	120	42	969	210	33
Prêts et créances sur établissements de crédit	29 046	381	86	38 281	573	137
Prêts et créances sur la clientèle	10 280	165		10 974	105	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance						
Passif :						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 225	731	698	8 534	984	842
Dettes envers les établissements de crédit	68 816	2 323	839	56 083	1 392	985
Dettes envers la clientèle	264	52	11	497	8	21
Dettes représentées par un titre						

Dettes subordonnées	2 314			2 355		2
Capitaux propres (TSS et Avances actionnaires)	1 823			927		-0
Résultat :						
Intérêts et produits assimilés	213	19	3	232	25	4
Intérêts et charges assimilées	-512	-12	-18	-525	-10	-56
Commissions nettes	6	-353	-130	21	-310	-20
Gains /pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	-215	-28	-29	-587	314	833
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente	0	0	2	-0	0	1
Produits et Charges des autres activités	-34	13	14	-20	9	-11
Charges générales d'exploitation	-64	2	-25	-54	0	-21
Engagements :						
Engagements donnés	9 372	21	68	1 311	52	63
Engagements reçus	5 651	2 710	2 530	9 650	2 315	2 123

Les relations avec les entreprises associées ou co-entreprise ne sont pas significatives.

Rémunération des organes de direction :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Administrateurs de Natixis (1)	570 299	565 833
Dirigeants (2)	12 372 462	14 485 940

(1) En 2017 et en 2016 le montant des jetons de présence versés aux membres du conseil d'administration comprend une partie fixe (8 000 euros par personne) et une partie variable (2 000 euros par séance et par personne). Les membres du Comité d'audit et du Comité des risques ont perçu une partie fixe de 3 000 € (17 000 € pour son Président) et une partie variable de 1 000 € par séance et par personne (2 000 euros pour son Président). Les membres du Comité des nominations et du Comité des rémunérations ont perçu une partie fixe de 2 000 € (15 000 € pour son Président) et une partie variable de 1 000 € par séance et par personne (2 000 € pour son Président).

(2) Les membres du Comité stratégique ont perçu une part variable de 2 000 € et le président du comité stratégique a perçu une part fixe 12 000 €.

Les montants indiqués correspondent à la totalité des rémunérations versées ou livrées aux membres du Comité de Direction Générale.

Rémunération des mandataires sociaux. — La rémunération des mandataires sociaux est donnée de manière détaillée dans les tableaux normalisés conformes aux recommandations AMF dans la partie 2.4 du document de référence.
Le tableau ci-dessous présente les rémunérations attribuées au titre de l'exercice.

	Exercice 2017	Exercice 2016
Laurent Mignon, directeur général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	(1) 2 623 242 €	1 754 761
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	n/a	n/a
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	(2) 192 000 €	160 000
Total	2 815 242	1 914 761

(1) Dont 2 379 euros de complément familial
(2) Correspondant à des montants en date d'attribution, pour une juste valeur sur l'exercice 2017, de 99 305 euros, et sur l'exercice 2016, de 76 890 euros.

Retraite des dirigeants. — Le directeur général de Natixis bénéficie du régime de retraite des cadres hors classification de Natixis :

- Régime de Sécurité Sociale en tranche A *
 - Régime ARRCO en tranche A * (14,06 %)
 - Régime supplémentaire ARRCO en tranche B * (5,63 %)
 - Régime AGIRC en tranches B * (20,55 %) et C * (20,55 %).
- Il n'y a pas de cotisation au-delà de la tranche C*.

Le directeur général de Natixis bénéficie des régimes de retraite obligatoires comme l'ensemble du personnel et ne dispose pas de régime de retraite supplémentaire dit article 39 ou article 83 (en référence au Code Général des Impôts). Conformément aux engagements pris par M. Laurent Mignon au cours du dernier exercice, le directeur général a, en 2017, versé 140 800 euros nets (correspondant à 160 000 euros bruts de sa rémunération annuelle) sur le contrat d'assurance vie dit article 82 (en référence au Code Général des Impôts) mis en place par le Groupe BPCE. Les cotisations à ce dispositif sont financées par M. Laurent Mignon et non par Natixis.

Indemnités de cessation d'activité

* La tranche A correspond à la fraction de rémunération annuelle entre 0 et 39 228 €
La tranche B correspond à la fraction de rémunération annuelle entre 39 228 € et 156 912 €
La tranche C correspond à la fraction de rémunération annuelle entre 156 912 € et 313 824 €.

— Indemnités de cessation de fonctions et de non-concurrence : Il est rappelé que lors de sa séance du 19 février 2014, le conseil d'administration a approuvé la modification de l'engagement relatif à l'indemnité de cessation de fonctions, ainsi que la mise en place d'un accord de non-concurrence. Ces engagements et accords ont été approuvés lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2014 (5e résolution). Le conseil d'administration du 18 février 2015 a autorisé le renouvellement de l'indemnité de cessation de fonctions et de l'accord de non-concurrence à l'occasion du renouvellement de son mandat de directeur général.

— Modalités de calcul de l'indemnité de cessation de fonctions : La Rémunération de Référence Mensuelle est égale à 1/12e de la somme de la rémunération fixe versée au titre de la dernière année civile d'activité et la moyenne des rémunérations variables attribuées au titre des trois dernières années civiles d'activité.

Le montant de l'indemnité est égal à : Rémunération de Référence Mensuelle x (12 mois + 1 mois par année d'ancienneté).

Le versement de l'indemnité de cessation de fonctions au directeur général est exclu en cas de départ du directeur général pour faute grave ou faute lourde, ou s'il quitte à son initiative la Société pour exercer de nouvelles fonctions, ou change de fonctions au sein du Groupe BPCE.

En outre, conformément aux dispositions du Code AFEP-Medef de gouvernement d'entreprise, le droit à indemnité est soumis à des critères et conditions de performance tels que le niveau de RNPG, le ROE et le coefficient d'exploitation constatés sur les deux années précédant le départ. L'atteinte de ces critères sera vérifiée par le conseil d'administration le cas échéant.

— Indemnité de non-concurrence en cas de cessation de son mandat de directeur général : L'accord de non-concurrence est limité à une période de six mois et est assorti d'une indemnité égale à six mois de rémunération fixe telle qu'en vigueur à la date de cessation de son mandat social.

Conformément aux recommandations du Code AFEP-Medef, le conseil d'administration devra se prononcer au moment du départ du directeur général sur l'activation de la clause de non-concurrence contenue dans cet accord.

Le montant de l'indemnité de cessation de fonctions, cumulé le cas échéant à l'indemnité de non-concurrence qui serait versée au directeur général, ne pourra excéder un plafond de vingt-quatre (24) mois de rémunération de référence mensuelle (fixe et variable).

Ces engagements ont été approuvés lors de l'assemblée générale du 19 mai 2015, à l'occasion du renouvellement du mandat de directeur général de M. Laurent Mignon.

15.3. Eléments des entreprises d'assurance :

15.3.1. Résultat des entreprises d'assurance. — Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface et ses filiales, Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD) et CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Il présente également la contribution consolidée des sociétés d'assurance au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque.

Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste « Placements des entreprises d'assurance » à l'actif et « Provisions techniques des entreprises d'assurance » au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

— Au 31 décembre 2017 :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2017						
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire						
		PNB	Frais Généraux	RBE	Coût du risque	Impôts	Autres éléments	Résultat net
Primes émises	13 496	13 496		13 496				13 496
Variation des primes non acquises	-259	-259		-259				-259
Primes acquises	13 237	13 237		13 237				13 237
Produits d'exploitation bancaire	72	72		72				72
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	174	174		174				174
Autres produits d'exploitation	47	28	19	47				47
Produits des placements	1 758	1 758		1 758				1 758
Charges des placements	-210	-197	-12	-210				-210
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	254	277		277			-24	254
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par	813	813		813				813

résultat								
Variation des dépréciations sur placements	-25	-25		-25				-25
Produits des placements nets de charges	2 588	2 625	-12	2 612			-24	2 588
Charges des prestations des contrats	-13 443	-13 329	-114	-13 443				-13 443
Produits des cessions en réassurance	3 031	3 031		3 031				3 031
Charges des cessions en réassurance	-3 054	-3 054		-3 054				-3 054
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-22	-22		-22				-22
Coût du risque	-4				-4			-4
Charges d'exploitation bancaire	-14		-14	-14				-14
Frais d'acquisition des contrats	-945	-728	-218	-945				-945
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés								
Frais d'administration	-754	-369	-384	-754				-754
Autres produits et charges opérationnels courants	-316	-72	-242	-316	-1			-316
Autres produits et charges opérationnels	-4	-3	-1	-4				-4
Résultat opérationnel	617	1 612	-967	645	-5		-24	617
Charge de financement	-34	-34		-34				-34
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	14						14	14
Impôts sur les résultats	-205		-1	-1		-203		-206
Résultat après impôt des activités discontinues								
Participations ne donnant pas le contrôle	-55						-55	-55
Résultat net de l'ensemble consolidé	336	1 578	-968	610	-5	-204	-65	336

— Au 31 décembre 2016 :

(En millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2016						
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire						
		PNB	Frais Généraux	RBE	Coût du risque	Impôts	Autres éléments	Résultat net
Primes émises	21 733	21 733		21 733				21 733
Variation des primes non acquises	-169	-169		-169				-169
Primes acquises	21 563	21 563		21 563				21 563
Produits	71	71		71				71

d'exploitation bancaire								
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	234	234		234				234
Autres produits d'exploitation	19	3	16	19				19
Produits des placements	1 739	1 739		1 739				1 739
Charges des placements	-247	-237	-9	-247				-247
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	125	85		85			40	125
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	235	235		235				235
Variation des dépréciations sur placements	-47	-47		-47				-47
Produits des placements nets de charges	1 805	1 774	-9	1 765			40	1 805
Charges des prestations des contrats	-21 166	-21 063	-103	-21 166				-21 166
Produits des cessions en réassurance	1 956	1 956		1 956				1 956
Charges des cessions en réassurance	-1 996	-1 996		-1 996				-1 996
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-40	-40		-40				-40
Coût du risque	-4				-4			-4
Charges d'exploitation bancaire	-13		-13	-13				-13
Frais d'acquisition des contrats	-916	-690	-226	-916				-916
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-75						-75	-75
Frais d'administration	-681	-324	-357	-681				-681
Autres produits et charges opérationnels courants	-299	-68	-230	-299			-0	-299
Autres produits et charges opérationnels	85	78	-25	53			31	85
Résultat opérationnel	582	1 537	-947	591	-5		-5	582
Charge de financement	-41	-41		-41				-41
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	7						7	7
Impôts sur les résultats	-225		-2	-2		-224		-225
Résultat après impôt des activités								

discontinues								
Participations ne donnant pas le contrôle	-32						-32	-32
Résultat net de l'ensemble consolidé	291	1 496	-949	548	-5	-224	-29	291

15.3.2. Contribution des sociétés d'assurance au compte de résultat consolidé :

(En millions d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	1 418	1 373
Intérêts et charges assimilées	-63	-66
Commissions (produits)	309	360
Commissions (charges)	-1 117	-1 007
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	896	250
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	309	119
Produits des autres activités	10 719	20 136
Charges des autres activités	-10 893	-19 670
Produit net bancaire	1 578	1 496
Charges générales d'exploitation	-913	-895
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	-55	-53
Résultat Brut d'exploitation	610	548
Coût du risque	-5	-5
Résultat Net d'exploitation	605	543
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	14	7
Gains ou pertes sur autres actifs	-24	71
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	-75
Résultat avant impôt	595	546
Impôts sur les bénéfices	-176	-224
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0
Résultat net	419	322
Participations ne donnant pas le contrôle	-83	-31
Résultat net - part du groupe	336	291

15.4. Honoraires des commissaires aux comptes. — Le contrôle de la société est assuré par trois cabinets de commissaires aux comptes titulaires.

Le mandat du cabinet Deloitte & Associés a été renouvelé par l'Assemblée générale de mai 2016 pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée statuant en **2022** sur les comptes du dernier exercice clos.

Le mandat du cabinet Mazars a été renouvelé par l'Assemblée générale de mai 2012 pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée statuant en 2018 sur les comptes du dernier exercice clos.

Le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé en remplacement du cabinet KPMG par l'Assemblée générale de mai 2016 pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée statuant en **2022** sur les comptes du dernier exercice clos.

- Deloitte & Associés – 185, avenue Charles-de-Gaulle – 92524 Neuilly-sur-Seine cedex représenté par les associés signataires Charlotte Vandeputte et Jean-Marc Mickeler ;
- Mazars – Immeuble Exaltis 61, rue Henri-Régnauld – 92075 La Défense cedex représenté par l'associé signataire Charles De Boisriou ;
- PricewaterhouseCoopers Audit – 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex représenté par **les associés signataires** Agnès Hussherr et Patrice Morot ;

Deloitte & Associés, Mazars et **PricewaterhouseCoopers Audit** sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes».

Au titre de leur mission, les cabinets de commissaires aux comptes titulaires et leurs réseaux ont perçu les honoraires suivants :

(En milliers d'Euros)	Deloitte & Associés					PWC				
	2017		2016		Variatio n	2017		2016		Variatio n
	Montant	%	Montant	%	%	Montant	%	Montant	%	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	8 842	69%	7 565	59%	17%	6 823	73%	5 692	63%	20%
Emetteur	3 761		2 998		25%	1 812		1 037		75%
Filiales intégrées globalement	5 081		4 567		11%	5 011		4 655		8%
Services autres que la certification des comptes	3 889	31%	5 301	41%	-27%	2 469	27%	3 413	37%	-28%

Emetteur	1 763		927		90%	994		1 362		-27%
Filiales intégrées globalement	2 126		4 374		-51%	1 475		2 050		-28%
Total	12 731	100%	12 867	100%	-1%	9 292	100%	9 105	100%	2%

(En milliers d'Euros)	Mazars					Total				
	2017		2016		Variation	2017		2016		Variation
	Montant	%	Montant	%	%	Montant	%	Montant	%	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	3 780	78%	3 067	62%	23%	19 445	61%	16 324	61%	19%
Émetteur	1 895		1 230		54%	7 467		5 265		42%
Filiales intégrées globalement	1 885		1 837		3%	11 978		11 059		8%
Services autres que la certification des comptes	1 088	22%	1 854	38%	-41%	7 446	39%	10 568	39%	-30%
Émetteur	520		786		-34%	3 278		3 076		7%
Filiales intégrées globalement	568		1 068		-47%	4 169		7 492		-44%
Total	4 868	100%	4 921	100%	-1%	26 891		26 893		0%

Suite à la réforme Barnier de 2016, les autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (DDL) ainsi que les autres prestations sont regroupées dans la rubrique « Services autres que la certification des comptes » depuis le 31/12/2016.

Les services autres que la certification des comptes correspondent notamment au projet move#2018 sur BPCE vie à hauteur de 669 milliers d'euros effectué par Deloitte, par des travaux liés au projet FRTB sur Natixis Paris à hauteur de 449 milliers d'euros effectués par Mazars, au projet BCBS239 sur Natixis Paris à hauteur de 674 milliers d'euros effectué par Deloitte, par une assistance sur la mission BCE Bad Loans sur Natixis Paris à hauteur de 265 milliers d'euros effectuée par Deloitte, par le projet EMIR sur Natixis Paris à hauteur de 237 milliers d'euros effectué par PwC et des missions de Tax services sur NIM à hauteur de 595 milliers d'euros principalement effectuées par le réseau PwC hors Europe (527 milliers d'euros).

Par ailleurs, les honoraires versés à KPMG, s'élèvent à 1,7 millions d'euros au titre de la certification des comptes et à 3,3 millions d'euros au titre des autres prestations.

Les commissaires aux comptes suppléant sont les suivants :

- Mireille Berthelot du cabinet BEAS, 195 avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine pour le cabinet Deloitte ;
- Franck Boyer, Immeuble Exaltis - 61, rue Henri-Régault - 92075 La Défense cedex, pour le cabinet Mazars ;
- Jean-Baptiste Deschryver - 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex, pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Note 16. – Implantations par pays.

L'article 7 de la loi 2013-672 du Code monétaire et financier du 26 juillet 2013, modifiant l'article L511-45, impose aux établissements de crédit de publier des informations sur leurs implantations et leurs activités dans chaque Etat ou territoire.

Le tableau ci-après, en application de l'article précité, mentionne notamment les informations liées au produit net bancaire, au résultat avant impôt, au montant de l'impôt sur les bénéfices et aux effectifs au 31 décembre 2017.

16.1. Implantation des entités par pays au 31 décembre 2017 :

Pays d'implantation	Activités
AFRIQUE DU SUD	
COFACE SOUTH AFRICA	Assurance
COFACE SOUTH AFRICA SERVICES	Assurance
ALGÉRIE	
NATIXIS ALGERIE	Banque
ALLEMAGNE	
COFACE DEBITOREN	Information et gestion de créances
COFACE DEUTSCHLAND	Assurance crédit et services liés
COFACE FINANZ	Affacturation
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances
KISSELBERG	Assurance
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES GERMANY	Distribution
NATIXIS PFANDBRIEFBANK AG	Etablissement de crédit
NATIXIS ZWEIGNIEDERLASSUNG DEUTSCHLAND	Etablissement financier
AEW CILOGER DEPENDANT BRANCH GERMANY	Distribution
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A, ZWEIGNIERDERLAASUNG DEUTSCHLAND	Distribution
ARGENTINE	

COFACE ARGENTINA -Succ (COFACE Europe)	Assurance crédit et services liés
AUSTRALIE	
NATIXIS AUSTRALIA PTY LTD	Etablissement financier
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES AUSTRALIA HOLDINGS, LLC	Holding
COFACE AUSTRALIE (succ-COFACE Europe)	Assurance crédit et services liés
INVESTORS MUTUAL LIMITED	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS AUSTRALIA PTY LIMITED	Distribution
AEW ASIA LIMITED AUSTRALIAN BRANCH	Gestion d'actifs
AUTRICHE	
COFACE AUSTRIA	Holding
COFACE CENTRAL EUROPE HOLDING	Holding
COFACE SERVICES AUSTRIA	Information et gestion de créances
BELGIQUE	
NATIXIS BELGIQUE INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement
COFACE BELGIUM SERVICES	Information commerciale et solvabilité
COFACE BELGIUM - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
DALENYS SA	Holding
BRÉSIL	
COFACE DO BRASIL SEGUROS DE CREDITO	Assurance crédit et services liés
NATIXIS BRASIL SA	Etablissement financier
SEGURO BRASILEIRA C.E	Assurance crédit et services liés
BULGARIE	
COFACE BULGARIA (BRANCH)	Assurance
CANADA	
COFACE CANADA - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS CANADA	Etablissement financier
TREZ COMMERCIAL FINANCES LIMITED PARTNERSHIP	Financement immobilier
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA CORP	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA LP	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CORPORATION	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA LIMITED	Gestion d'actifs
CHILI	
COFACE CHILE S.A	Assurance
COFACE CHILE -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
CHINE	
NATIXIS SHANGHAI	Etablissement financier
NATIXIS BEIJING	Etablissement financier
CORÉE DU SUD	
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS KOREA LIMITED	Distribution
DANEMARK	
COFACE DANMARK-SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
MIDT FACTORING A/S	Affacturation
EMIRATS ARABES-UNIS	
NATIXIS DUBAI	Etablissement financier
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS MIDDLE EAST	Distribution
EQUATEUR	
COFACE ECUADOR (SUCC-COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
ESPAGNE	
COFACE SERVICIOS ESPANA S.L.	Information et gestion de créances
NATIXIS LEASE MADRID	Crédit-bail mobilier et immobilier
NATIXIS MADRID	Etablissement financier
NATIXIS CAPITAL PARTNERS SPAIN	Conseil en fusions et acquisitions
COFACE IBERICA -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, SUCURSAL EN ESPANA	Distribution
ETATS-UNIS	

AEW CAPITAL MANAGEMENT, INC	Gestion d'actifs
AEW CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS III, INC	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS IV, INC	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS V, INC	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS VI, INC	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS VII, INC	Gestion d'actifs
AEW REAL ESTATE ADVISORS, INC	Gestion d'actifs
AEW SENIOR HOUSING INVESTORS INC	Gestion d'actifs
AEW VALUE INVESTORS ASIA II GP LIMITED	Gestion d'actifs
AEW VIA INVESTORS, LTD	Gestion d'actifs
AEW VIF INVESTORS, INC	Gestion d'actifs
ALPHASIMPLEX GROUP LLC	Gestion d'actifs
ALTERNATIVE STRATEGIES GROUP LLC	Gestion d'actifs
AURORA INVESTMENT MANAGEMENT LLC	Gestion d'actifs
BLEACHERS FINANCE	Véhicule de titrisation
CASPIAN CAPITAL MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs
CM REO HOLDINGS TRUST	Financement sur marché secondaire
CM REO TRUST	Financement sur marché secondaire
COFACE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés
COFACE NORTH AMERICA HOLDING COMPANY	Holding
COFACE NORTH AMERICA INSURANCE COMPANY	Assurance crédit et services liés
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP	Holding
CREA WESTERN INVESTORS I, INC	Gestion d'actifs
EPI SLP LLC	Gestion d'actifs
GATEWAY INVESTMENT ADVISERS, LLC	Gestion d'actifs
HARRIS ALTERNATIVES HOLDING INC	Holding
HARRIS ASSOCIATES LP	Gestion d'actifs
HARRIS ASSOCIATES SECURITIES, LP	Distribution
LOOMIS SAYLES et COMPANY, INC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES et COMPANY, LP	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES ALPHA, LLC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, INC	Distribution
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, LP	Distribution
MC DONNELL	Gestion d'actifs
MSR TRUST	Financement immobilier
NAM US	Gestion d'actifs
NATIXIS ASG HOLDINGS, INC	Distribution
NATIXIS CASPIAN PRIVATE EQUITY LLC	Gestion d'actifs
NATIXIS FINANCIAL PRODUCTS LLC	Transactions sur contrats dérivés
NATIXIS INVESTMENT CORP	Gestion de portefeuille
NATIXIS NEW YORK	Etablissement financier
NATIXIS NORTH AMERICA LLC	Holding
NATIXIS REAL ESTATE CAPITAL LLC	Financement immobilier
NATIXIS REAL ESTATE HOLDINGS LLC	Financement immobilier
NH PHILADELPHIA PROPERTY LP	Financement immobilier
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs
NATIXIS US MTN PROGRAM LLC	Véhicule d'émission
NATIXIS FUNDING CORP	Autre entreprise financière
NATIXIS SECURITIES AMERICAS LLC	Société de bourse
AEW VIF INVESTORS II, INC	Gestion d'actifs
EPI SO SLP LLC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES TRUST COMPANY, LLC	Gestion d'actifs
NATIXIS US HOLDINGS INC	Holding

VERSAILLES	Véhicule de titrisation
PETER J. SOLOMON COMPANY LP	Conseil en fusions et acquisitions
PETER J. SOLOMON SECURITIES COMPANY LLC	Activité de brokerage
HARRIS ASSOCIATES, INC	Gestion d'actifs
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, INC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES SOLUTIONS, LLC	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS, LLC	Holding
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, LLC	Holding
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, LP	Holding
NATIXIS ADVISORS, LP	Distribution
NATIXIS DISTRIBUTION CORPORATION	Distribution
NATIXIS DISTRIBUTION, LP	Distribution
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL, LLC	Distribution
FRANCE	
1818 IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation
ALLIANCE ENTREPRENDRE	Gestion d'actifs
AXELTIS SA	Holding
BPCE ASSURANCES	Société d'assurance
CO-ASSUR	Conseil assurance courtage
COFACE SA	Holding
COFINPAR	Assurance crédit et services liés
COGERI	Information et gestion de créances
COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS	Assurance
DARIUS CAPITAL PARTNERS SAS	Conseil en investissement financier
DORVAL FINANCE	Gestion d'actifs
EURO PRIVATE EQUITY FRANCE (EX DAHLIA PARTNERS)	Gestion d'actifs
FCT NATIXIS EXPORT CREDIT AGENCY	Véhicule de titrisation
FCT VEGA	Fonds de titrisation
FONDS COLOMBES	OPCVM
FRUCTIFONDS PROFIL 6	OPCVM de placement d'assurance
FRUCTIFONDS PROFIL 9	OPCVM de placement d'assurance
LEASE EXPANSION	Location opérationnelle informatique
MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE	Gestion de FCPR
NALÉA	Véhicule de titrisation
NATIXIS ALTAIR IT SHARED SERVICES	Services informatiques
NATIXIS ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs
NATIXIS CAR LEASE	Location de véhicule longue durée
NATIXIS FONCIERE SA (EX - SPAFICA)	Investissements immobiliers
NATIXIS FORMATION EPARGNE FINANCIERE	Holding
NATIXIS FUNDING	Animation du marché secondaire de la dette
NATIXIS IMMOBILISATIONS DEVELOPPEMENT	Promotion immobilière de logement
NATIXIS IMMOBILISATIONS EXPLOITATION	Immobilier d'exploitation
NATIXIS INNOV	Holding
NATIXIS INTERTITRES	Offre de titres de services
NATIXIS LIFE	Assurance-vie
NATIXIS LLD	Location de véhicule longue durée
NATIXIS MARCO	Entreprise d'investissement - (prolongement d'activité)
NATIXIS PRIVATE EQUITY	Capital-investissement
NATIXIS SA	Etablissement de crédit
S.C.I. ALTAIR 1	Immobilier d'exploitation
S.C.I. ALTAIR 2	Immobilier d'exploitation
SAS IMMOBILIERE NATIXIS BAIL	Crédit-bail immobilier
SELECTION 1818	Distribution de produits financiers auprès des CGPI

SEVENTURE PARTNERS	Gestion d'actifs
SUD OUEST BAIL	Crédit-bail immobilier
CONTANGO TRADING SA	Société de courtage
NATIXIS PARTNERS	Conseil en fusions et acquisitions
FCT LIQUIDITÉ SHORT 1	Véhicule de titrisation
DNCA COURTAGE	Gestion d'actifs
DNCA FINANCE	Gestion d'actifs
DNCA MANAGEMENT	Gestion d'actifs
NAXICAP PARTNERS	Gestion de FCPR
OSSIAM	Gestion d'actifs
VEGA INVESTMENT MANAGERS	Société de gestion d'OPCVM
NATIXIS ULTRA SHORT TERM BONDS PLUS	OPCVM de placement d'assurance
BPCE PREVOYANCE (EX - ABP PREVOYANCE)	Prévoyance
BPCE VIE (EX –ABP VIE)	Assurance
FRUCTIFONCIER	Placements immobiliers d'assurance
NAMI INVESTMENT	Placements immobiliers d'assurance
AAA ACTIONS AGRO ALIMENTAIRE	OPCVM de placement d'assurance
BPCE APS	Prestataires de services
FCT PUMACC	Véhicule de titrisation crédit consommation
NATIXIS LEASE	Crédit-bail mobilier
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT	Fonds immobiliers
FONCIERE KUPKA	Immobilier d'exploitation
BPCE RELATION ASSURANCES	Société de services
SPG	Sicav
AEW COINVEST	Gestion d'actifs
NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE	Holding
REAUMUR ACTIONS (EX-ABP DIVERSIFIE)	OPCVM de placement d'assurance
NATIXIS ASSURANCES	Holding de sociétés d'assurance
SCPI FRUCTIFONDS IMMOBILIER	Placements immobiliers d'assurance
OPCI FRANCEUROPE IMMOBILISATIONS	OPCVM de placement d'assurance
ABP VIE MANDAT FPCI	Fonds de Capital Investissement
NATIXIS FINANCEMENT	Crédit à la consommation
NATIXIS COFICINE	Société financière (audiovisuel)
NATIXIS FACTOR	Affacturage
NATIXIS INTEREPARGNE	Tenue de comptes d'épargne salariale
NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS	Services bancaires
CICOBAIL	Crédit-bail immobilier
NATIXIS LEASE IMMOBILISATIONS	Crédit-bail immobilier
NATIXIS BAIL	Crédit-bail immobilier
NATIXIS ENERGECO	Crédit-bail mobilier
OCEOR LEASE REUNION	Crédit-bail mobilier
COFACE EUROPE	Assurance crédit et services liés
FIMIPAR	Rachat de créances
AEW SA	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS	Holding
AEW CILOGER	Gestion immobilière
NATIXIS WEALTH MANAGEMENT	Etablissement de crédit
SELECTIZ	OPCVM de placement d'assurance
SELECTION PROTECTION 85	OPCVM de placement d'assurance
SELECTIZ PLUS FCP 4DEC	OPCVM de placement d'assurance
NATIXIS PAIEMENT HOLDING	Holding
S-MONEY	Services de paiement
LAKOOZ	Services de paiement
PAYPLUG	Services de paiement
BATILEASE	Crédit-bail immobilier

INTER-COOP	Crédit-bail immobilier
MIROVA-ALTHELIA LIMITED, SUCCURSALE FRANCE	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS PARTICIPATIONS 1	Holding
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS PARTICIPATIONS 3	Holding
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS DISTRIBUTION FRANCE	Distribution
SEYOND	Gestion d'actifs
DALENYS PAYMENT	Services de paiement
RENTABILIWEB SERVICES	Société de prestations de services interne
RECOMMERCE SERVICE EN LIGNE	Service en ligne
RENTABILIWEB MARKETING	Service en ligne
RENTABILIWEB TECHNOLOGIES	Service en ligne
RECOMMERCE SERVICE EN LIGNE	
GRANDE BRETAGNE	GRANDE BRETAGNE
AEW EUROPE ADVISORY LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE CC LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE HOLDING LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE INVESTMENT LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE LLP	Gestion d'actifs
AEW GLOBAL ADVISORS (EUROPE) LTD	Gestion d'actifs
AEW GLOBAL LTD	Gestion d'actifs
AEW GLOBAL UK LTD	Gestion d'actifs
COFACE UK SERVICES LTD	Information et gestion de créances
H2O ASSET MANAGEMENT CORPORATE MEMBER	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS LTD (UK)	Gestion d'actifs
NATIXIS LONDRES	Etablissement financier
COFACE UK HOLDING	Holding
AEW EUROPE PARTNERSHIP	Gestion d'actifs
H2O ASSET MANAGEMENT LLP	Gestion d'actifs
COFACE UK - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS UK LTD	Distribution
MIROVA-ALTHELIA LIMITED	Gestion d'actifs

HONG-KONG	
AEW ASIA LIMITED	Gestion d'actifs
NATIXIS ASIA LTD	Autre entreprise financière
NATIXIS HONG KONG	Etablissement financier
COFACE HONG KONG -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS HONG KONG LIMITED	Gestion d'actifs
HONGRIE	
COFACE HUNGARY - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
ILES CAÏMANS	
NATIXIS NEW YORK SUCCURSALE	Etablissement financier
DF EFG3 LIMITED	Holding
IRLANDE	
NATINIUM FINANCIAL PRODUCTS	Véhicule de titrisation
NEXGEN CAPITAL LTD	Financement structuré
COFACE IRELAND - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NEXGEN REINSURANCE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY	Réassurance
PURPLE FINANCE CLO 1	Véhicule de titrisation
ISRAEL	
COFACE ISRAEL	Assurance-crédit
ISRAËL	
BUSINESS DATA INFORMATION	Marketing et autres services
COFACE HOLDING ISRAEL	Holding

ITALIE	
COFACE ASSICURAZIONI SPA	Assurance crédit et services liés
COFACE ITALIA	Holding
NATIXIS LEASE MILAN	Crédit-bail mobilier et immobilier
NATIXIS MILAN	Etablissement financier
DNCA FINANCE SUCCURSALE MILAN	Gestion d'actifs
AEW CILOGER ITALIAN BRANCH	Distribution
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A, SUCCURSALE ITALIANA	Distribution
JAPON	
NATIXIS JAPAN SECURITIES CO, LTD	Etablissement financier
NATIXIS TOKYO	Etablissement financier
COFACE JAPAN - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS JAPAN CO., LTD	Gestion d'actifs
JERSEY	
NATIXIS STRUCTURED PRODUCTS LTD	Véhicule d'émission
LETTONIE	
COFACE LATVIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
LITUANIE	
LEID - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
LUXEMBOURG	
H2O ASSET MANAGEMENT HOLDING	Gestion d'actifs
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG	Entreprise d'investissement - gestion d'actifs
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG 2	Centrale de trésorerie - gestion d'actifs
NATIXIS ALTERNATIVE ASSETS	Holding
NATIXIS BANK	Banque
NATIXIS LIFE	Assurance-vie
NATIXIS LUXEMBOURG INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement
NATIXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL LUXEMBOURG	Holding Capital-investissement
NATIXIS REAL ESTATE FEEDER SARL	Entreprise d'investissement
NATIXIS TRUST	Holding
DNCA LUXEMBOURG	Gestion d'actifs
DAHLIA A SICAR SCA	Capital-investissement
NATIXIS STRUCTURED INSSUANCE	Véhicule d'émission
AEW EUROPE SARL (EX AEW LUXEMBOURG)	Gestion d'actifs
COFACE LUXEMBOURG (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
AEW EUROPE GLOBAL LUX	Gestion d'actifs
ASG MANAGED FUTURES	Gestion d'actifs
DNCA ARCHER MID-CAPITAUX EUROPE	Gestion d'actifs
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A	Distribution
MALAISIE	
NATIXIS LABUAN	Etablissement financier
MEXIQUE	
COFACE HOLDING AMERICA LATINA	Information financière
COFACE SEGURO DE CREDITO MEXICO	Assurance
NATIXIS IM MEXICO, S. DE R.L DE C.V.	Gestion d'actifs
NOUVELLE CALÉDONIE	
OCEOR LEASE NOUMEA	Crédit-bail mobilier
PAYS-BAS	
COFACE NEDERLAND - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
COFACE NEDERLAND SERVICES	Information et gestion de créances
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, NEDERLANDS	Distribution
RENTABILIWEB INTERNATIONAL	Holding
RENTABILIWEB FINANCE	Holding
POLOGNE	
COFACE POLAND - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance

COFACE POLAND CMS	Information financière
COFACE POLAND FACTORING	Affacturage
AEW CENTRAL EUROPE	Gestion d'actifs
POLYNESIE FRANCAISE	
OCEOR LEASE TAHITI	Crédit-bail mobilier

PORTUGAL	
COFACE PORTUGAL - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS PORTO	Etablissement financier
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
COFACE CZECH INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
AEW CENTRAL EUROPE CZECH	Distribution
ROUMANIE	
AEW CENTRAL EUROPE ROMANIA	Distribution
COFACE ROMANIA CMS	Assurance
COFACE ROMANIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
RENTABILIWEB	Service en ligne
RUSSIE	
COFACE RUS INSURANCE COMPANY	Assurance crédit
NATIXIS BANK JSC, MOSCOW	Banque
SINGAPOUR	
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs
NATIXIS SINGAPOUR	Etablissement financier
AEW ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs
COFACE SINGAPOR -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS ASSET MANAGEMENT ASIA LTD	Gestion d'actifs
SLOVAQUIE	
COFACE SLOVAKIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
SUÈDE	
COFACE SVERIGE - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, NORDICS FILIAL	Distribution
SUISSE	
COFACE RE	Réassurance
COFACE SWITZERLAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance
EURO PRIVATE EQUITY SA	Gestion d'actifs
FONDS LAUSANNE	OPCVM
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS SWITZERLAND SARL	Gestion d'actifs
TAÏWAN	
COFACE TAIWAN (SUCC-COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés
NATIXIS TAIWAN	Etablissement financier
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS SECURITIES INVESTMENT CONSULTING CO. LTD	Gestion d'actifs
TURQUIE	
COFACE SIGORTA TURQUIE	Assurance
URUGUAY	
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS URUGUAY S.A.	Distribution

16.2. PNB, Résultat avant impôt, impôts et effectifs par pays au 31 décembre 2017 :

Pays d'implantation	PNB (en millions d'€)	Bénéfice ou perte avant impôts et taxes d'exploitations	Impôt société	Effectifs (ETP)
AFRIQUE DU SUD	3	-1		53
ALGERIE	52	11	-3	747
ALLEMAGNE	175	58	-16	629

ARGENTINE	8	3	-1	43
AUSTRALIE	45	24	-8	37
AUTRICHE	24	9	-2	103
BELGIQUE	10	1	-2	207
BRESIL	11	4	-1	70
BULGARIE	1	1		10
CANADA	12	0	-0	60
CHILI	6	0	-0	43
CHINE	14	-2	-0	79
COREE DU SUD		-1		2
DANEMARK	14	4	-2	77
EMIRATS ARABES UNIS	38	19		56
EQUATEUR	2	0	-0	25
ESPAGNE	110	13	-2	254
ETATS UNIS	2 613	837	-148	2 710
FRANCE	4 903	1 267	-470	12 950
GRANDE BRETAGNE	562	339	-67	641
HONG KONG	254	125	-17	354
HONGRIE	2	1	-0	13
ILES CAÏMANS	12	12		
IRLANDE	2	1		7
ISRAËL	15	2	-0	109
ITALIE	171	60	-13	283
JAPON	55	11	-1	133
JERSEY	1	1		
LETONIE			-0	
LITUANIE	2	1	-0	17
LUXEMBOURG	113	60	-20	183
MALAISIE	1	1		4
MEXIQUE	3	-2	-1	58
NOUVELLE CALEDONIE	2	1	-1	
PAYS-BAS	21	6	-1	78
POLOGNE	21	7	-1	206
POLYNESIE FRANCAISE	1	0	-0	
PORTUGAL	4	-4	-0	166
REPUBLIQUE TCHEQUE	2	1		8
ROUMANIE	9	3	-1	83
RUSSIE	10	1	-1	72
SINGAPOUR	83	31	0	175
SLOVAQUIE	1	1	-0	8
SUEDE	2	-0		10
SUISSE	65	50	-9	50
TAÏWAN	5	-2	0	33
TURQUIE	7	1	-1	52
URUGUAY	0	0		1
	9 467	2 953	-789	20 898

Note 17. – Périmètres de consolidation comparés.

Métiers filiales intégrées	Activité	Méthode de consolidation au 31 décembre 2017	31/12/2017		31/12/2016		Pays
			%		%		
			Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts	
Banque de grande clientèle							
NATIXIS SA	Établissement de crédit	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FUNDING (1) (**)	Animation du marché secondaire de la dette	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS BANK JSC, MOSCOW	Banque	IG	100	100	100	100	Russie

NATIXIS IMMO. DEVELOPPEMENT	Promotion immobilière de logement	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS TRUST	Holding	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATINIUM FINANCIAL PRODUCTS (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	Irlande
NATIXIS BRASIL SA	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Brésil
NATIXIS AUSTRALIA PTY LTD	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Australie
NATIXIS REAL ESTATE FEEDER SARL	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS JAPAN SECURITIES CO, LTD	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Japon
NATIXIS PFANDBRIEFBANK AG (1)	Etablissement de crédit	IG	100	100	100	100	Allemagne
FCT NATIXIS EXPORT CREDIT AGENCY (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	France
CONTANGO TRADING SA	Société de courtage	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS PARTNERS (30)	Conseil en fusions et acquisitions	IG	84	84	92	92	France
NATIXIS CAPITAL PARTNERS SPAIN	Conseil en fusions et acquisitions	IG	75	75	75	75	Espagne
FCT LIQUIDITE SHORT 1 (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	France
SPG	Sicav	IG	100	100	100	100	France
DF EFG3 LIMITED	Holding	IG	100	100	100	100	Iles Caïmans
NATIXIS STRUCTURED PRODUCTS LTD	Véhicule d'émission	IG	100	100	100	100	Jersey
NATIXIS ASIA LTD	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Hong Kong
NATIXIS INNOV	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LUXEMBOURG INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS BELGIQUE INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Belgique
EDF INVESTISSEMENT GROUPE	Entreprise d'investissement	ME	6	6	6	6	Belgique
NATIXIS ALTERNATIVE ASSETS	Holding	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS MARCO	Entreprise d'investissement - (prolongement d'activité)	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS STRUCTURED INSSUANCE	Véhicule d'émission	IG	100	100	100	100	Luxembourg
1. Succursales							
NATIXIS LONDRES	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Grande-Bretagne
NATIXIS HONG KONG	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Hong Kong
NATIXIS SINGAPOUR	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Singapour
NATIXIS LABUAN	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Malaisie
NATIXIS SHANGHAI	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Chine
NATIXIS MADRID	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Espagne
NATIXIS MILAN	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Italie
NATIXIS DUBAI	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Émirats Arabes Unis
NATIXIS NEW YORK	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	États Unis
NATIXIS NEW YORK SUCCURSALE	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Iles Caïmans
NATIXIS ZWEIGNIEDERLASSUNG DEUTSCHLAND (*)	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Allemagne
NATIXIS TOKYO	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Japon
NATIXIS BEIJING	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Chine
NATIXIS CANADA	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Canada
NATIXIS TAIWAN	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Taiwan
NATIXIS PORTO	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Portugal
GROUPE NATIXIS CAPITAL MARKETS							
NATIXIS NORTH AMERICA LLC	Holding	IG	100	100	100	100	États Unis

TREZ COMMERCIAL FINANCES LIMITED PARTNERSHIP (1)	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Canada
PETER J. SOLOMON COMPANY LP	Conseil en fusions et acquisitions	IG	51	51	51	51	États Unis
PETER J. SOLOMON SECURITIES COMPANY LLC	Activité de brokerage	IG	51	51	51	51	États Unis
NATIXIS FUNDING CORP	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats Unis
VERSAILLES	Véhicule de titrisation	IG	100	0	100	0	Etats Unis
BLEACHERS FINANCE	Véhicule de titrisation	IG	100	0	100	0	Etats Unis
NATIXIS SECURITIES AMERICAS LLC	Société de bourse	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS FINANCIAL PRODUCTS LLC	Transactions sur contrats dérivés	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS REAL ESTATE HOLDINGS LLC	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS REAL ESTATE CAPITAL LLC	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats Unis
CM REO HOLDINGS TRUST (1)	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Etats Unis
CM REO TRUST (1)	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NH PHILADELPHIA PROPERTY LP (1) (33)	Financement immobilier				100	100	Etats Unis
MSR TRUST (1)	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS US MTN PROGRAM LLC	Véhicule d'émission	IG	100	100	100	100	Etats Unis
Groupe Natixis Corporate solutions							
NEXGEN FINANCIAL HOLDINGS LTD (26)	Holding				100	100	Irlande
NATIXIS CORPORATE SOLUTIONS LTD (2)	Financement structuré				100	100	Irlande
NEXGEN CAPITAL LTD	Financement structuré	IG	100	100	100	100	Irlande
NEXGEN REINSURANCE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (*)	Réassurance	IG	100	100	100	100	Irlande

Gestion d'actifs et de fortune							
Gestion d'Actifs							
2. Groupe Natixis Investment Managers							
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES GERMANY	Distribution	IG	100	100	100	100	Allemagne
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES AUSTRALIA HOLDINGS, LLC	Holding	IG	100	100	100	100	Australie
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS AUSTRALIA PTY LIMITED (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Australie
INVESTORS MUTUAL LIMITED (21)	Gestion d'actifs	IG	52	52			Australie
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA CORP * (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Canada
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA LP (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Canada
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CORPORATION (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	50	50	50	50	Canada
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS CANADA LIMITED (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Canada
AEW CAPITAL MANAGEMENT, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW PARTNERS III, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW PARTNERS IV, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW PARTNERS V, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW PARTNERS VI, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW PARTNERS VII, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW REAL ESTATE ADVISORS, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW SENIOR HOUSING	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis

INVESTORS INC							
AEW VALUE INVESTORS ASIA II GP LIMITED	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW VIA INVESTORS, LTD	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW VIF INVESTORS II, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW VIF INVESTORS, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
ALPHASIMPLEX GROUP LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
ALTERNATIVE STRATEGIES GROUP LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AURORA INVESTMENT MANAGEMENT LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
CASPIAN CAPITAL MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
CREA WESTERN INVESTORS I, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
EPI SLP LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Etats Unis
EPI SO SLP LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Etats Unis
GATEWAY INVESTMENT ADVISERS, LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
HARRIS ALTERNATIVES HOLDING INC	Holding	IG	100	100	100	100	Etats Unis
HARRIS ASSOCIATES LP	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
HARRIS ASSOCIATES SECURITIES, LP	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
HARRIS ASSOCIATES, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES ET COMPANY, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES ET COMPANY, LP	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES ALPHA, LLC. (1)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, INC	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, LP	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES SOLUTIONS, LLC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
LOOMIS SAYLES TRUST COMPANY, LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
MC DONNELL	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NAM US	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS ASG HOLDINGS, INC	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS CASPIAN PRIVATE EQUITY LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	55	55	55	55	Etats Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS, LLC (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, LLC (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, LP (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS ADVISORS, LP * (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS DISTRIBUTION CORPORATION (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS DISTRIBUTION, LP (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL, LLC (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Etats Unis
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, INC	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Etats Unis
AEW COINVEST	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	France
AEW SA (*) (18)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	France
AEW EUROPE SGP (18)	Gestion d'actifs				60	60	France
AEW CILOGER (*) (18)	Gestion immobilière	IG	60	60	60	60	France
ALLIANCE ENTREPRENDRE	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	France
AXELTIS SA (**)	Holding	IG	100	100	100	100	France
DARIUS CAPITAL PARTNERS SAS	Conseil en investissement financier	IG	60	60	60	60	France

DNCA COURTAGE (6)	Gestion d'actifs	IG	83	72	83	75	France
DNCA FINANCE (6)	Gestion d'actifs	IG	83	72	83	75	France
DNCA MANAGEMENT	Gestion d'actifs	IG	42	42	42	42	France
DORVAL FINANCE	Gestion d'actifs	IG	50	50	50	50	France
EURO PRIVATE EQUITY FRANCE (EX DAHLIA PARTNERS) (10)	Gestion d'actifs	IG	94	94	80	80	France
MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE	Gestion de FCPR	IG	100	100	100	100	France
NAMI AEW EUROPE (18)	Gestion d'actifs				60	60	France
NATIXIS ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE (**)	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FORMATION EPARGNE FINANCIERE	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS PARTICIPATIONS 1 (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS PARTICIPATIONS 3 (*) (25)	Holding	IG	100	100	100	100	France
NAXICAP PARTNERS	Gestion de FCPR	IG	100	100	100	100	France
OSSIAM (13)	Gestion d'actifs	IG	83	83	64	64	France
SEVENTURE PARTNERS	Gestion d'actifs	IG	70	70	70	70	France
SEYYOND (32)	Gestion d'actifs	IG	100	100			France
AEW EUROPE ADVISORY LTD	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW EUROPE CC LTD	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW EUROPE HOLDING LTD	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW EUROPE INVESTMENT LTD (1)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW EUROPE LLP (1)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW EUROPE PARTNERSHIP	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW GLOBAL ADVISORS (EUROPE) LTD	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Grande- Bretagne
AEW GLOBAL LTD	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW GLOBAL UK LTD	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Grande- Bretagne
AEW UK INVESTMENT MANAGEMENT LLP	Gestion d'actifs	ME	50	30	50	30	Grande- Bretagne
H2O ASSET MANAGEMENT LLP	Gestion d'actifs	IG	50	50	50	50	Grande- Bretagne
H2O ASSET MANAGEMENT CORPORATE MEMBER	Gestion d'actifs	IG	50	50	50	50	Grande- Bretagne
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS LTD (UK)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Grande- Bretagne
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS UK LTD (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Grande- Bretagne
MIROVA-ALTHELIA LIMITED (27)	Gestion d'actifs	IG	51	51			Grande- Bretagne
AEW ASIA LIMITED	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Hong Kong
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS HONG KONG LIMITED (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Hong Kong
IDFC AMC TRUSTEE COMPANY LTD (3)	Conseil en investissement financier				25	25	Inde
IDFC ASSET MANAGEMENT COMPANY LTD (3)	Conseil en investissement financier				25	25	Inde
PURPLE FINANCE CLO 1 (29)	Véhicule de Titrisation	IG	100	100			Irlande
ASAHI NVEST INVESTMENT ADVISORY CO, LTD	Distribution	ME	49	49	49	49	Japon
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS JAPAN CO., LTD (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Japon

AEW EUROPE SARL (EX AEW LUXEMBOURG)	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Luxembourg
AEW EUROPE GLOBAL LUX (16)	Gestion d'actifs	IG	100	60			Luxembourg
H2O ASSET MANAGEMENT HOLDING	Gestion d'actifs	IG	50	50	50	50	Luxembourg
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG	Entreprise d'investissement - gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Luxembourg
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG 2	Centrale de trésorerie - gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Luxembourg
OSSIAM ETF EM MI (2)	Gestion d'actifs				42	42	Luxembourg
DNCA LUXEMBOURG (6)	Gestion d'actifs	IG	83	72	83	75	Luxembourg
ASG MANAGED FUTURES (22)	Gestion d'actifs	IG	53	53			Luxembourg
DNCA ARCHER MID-CAPITAUX EUROPE (22)	Gestion d'actifs	IG	35	35			Luxembourg
NATIXIS IM MEXICO, S. DE R.L DE C.V. (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Mexique
AEW CENTRAL EUROPE	Gestion d'actifs	IG	60	60	60	60	Pologne
NATIXIS ASSET MANAGEMENT ASIA LTD	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Singapour
AEW ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Singapour
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Singapour
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT ASIA PTE (4)	Gestion d'actifs				100	100	Singapour
EURO PRIVATE EQUITY SA (10)	Gestion d'actifs	IG	94	94	80	80	Suisse
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS SWITZERLAND SARL (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Suisse
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS SECURITIES INVESTMENT CONSULTING CO. LTD (*) (25)	Gestion d'actifs	IG	100	100	100	100	Taiwan
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS URUGUAY S.A. (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Uruguay
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS KOREA LIMITED (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Corée du sud
SUCCURSALES							
AEW CENTRAL EUROPE CZECH	Distribution	IG	60	60	60	60	République Tchèque
AEW CENTRAL EUROPE ROMANIA	Distribution	IG	60	60	60	60	Roumanie
AEW CILOGER DEPENDANT BRANCH GERMANY	Distribution	IG	60	60	60	60	Allemagne
AEW CILOGER ITALIAN BRANCH	Distribution	IG	60	60	60	60	Italie
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS DISTRIBUTION FRANCE (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	France
MIROVA-ALTHELIA LIMITED, SUCCURSALE FRANCE (27)	Gestion d'actifs	IG	100	51			France
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS MIDDLE EAST (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Émirats Arabes Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, NEDERLANDS (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Pays-Bas
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, NORDICS FILIAL (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Suède
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A, SUCCURSALE ITALIANA (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Italie
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS S.A, ZWEIGNIERDERLAASUNG DEUTSCHLAND (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Allemagne
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS, SUCURSAL EN ESPANA (*) (25)	Distribution	IG	100	100	100	100	Espagne
DNCA FINANCE SUCCURSALE MILAN	Gestion d'actifs	IG	83	72	83	75	Italie
DNCA FINANCE SUCCURSALE MUNICH (17)	Gestion d'actifs				83	75	Allemagne
AEW ASIA LIMITED AUSTRALIAN BRANCH (31)	Gestion d'actifs	IG	100	100			Australie

AUTRES ENTITES							
NATIXIS US HOLDINGS INC	Holding	IG	100	100	100	100	Etats Unis
CAPITAL INVESTISSEMENT - GESTION POUR COMPTE DE TIERS							
DAHLIA A SICAR SCA (1)	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS PRIVATE EQUITY CASPIAN IA, LP (1) (3)	Capital-investissement				46	46	Etats Unis
NATIXIS PRIVATE EQUITY CASPIAN IB, LP (1) (3)	Capital-investissement				27	27	Etats Unis
GESTION DE FORTUNE							
NATIXIS BANK	Banque	IG	100	100	100	100	Luxembourg
GROUPE NATIXIS WEALTH MANAGEMENT							
NATIXIS WEALTH MANAGEMENT (**) (24)	Etablissement de crédit	IG	100	100	100	100	France
VEGA INVESTMENT MANAGERS	Société de gestion d'OPCVM	IG	100	100	100	100	France
1818 IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
SELECTION 1818 (**)	Distribution de produits financiers auprès des CGPI	IG	100	100	100	100	France

ASSURANCES							
ADIR	Assurance dommages aux biens	ME	34	34	34	34	Liban
ABP ALTERNATIF OFFENSIF (1) (2)	OPCVM de fonds alternatifs				100	100	France
REUMUR ACTIONS (EX-ABP DIVERSIFIE) (1)	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ULTRA SHORT TERM BONDS PLUS (1)	OPCVM de placement d'assurance	IG	39	39	47	47	France
BPCE IARD (EX ASSURANCES BANQUE POPULAIRE IARD)	Assurance dommages aux biens	ME	50	50	50	50	France
BPCE PREVOYANCE (EX - ABP PREVOYANCE)	Prévoyance	IG	100	100	100	100	France
BPCE VIE (EX –ABP VIE)	Assurance	IG	100	100	100	100	France
FRUCTIFONCIER (1)	Placements immobiliers d'assurance	IG	100	100	100	100	France
NAMI INVESTMENT (1)	Placements immobiliers d'assurance	IG	100	100	100	100	France
SCPI FRUCTIFONDS IMMOBILIER	Placements immobiliers d'assurance	IG	45	45	54	54	France
NATIXIS ASSURANCES	Holding de sociétés d'assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LIFE	Assurance-vie	IG	100	100	100	100	Luxembourg
ECUREUIL VIE DEVELOPPEMENT	Assurance	ME	51	51	51	51	France
BPCE RELATION ASSURANCES	Société de services	IG	100	100	100	100	France
FRUCTIFONDS PROFIL 6	OPCVM de placement d'assurance	IG	78	78	78	78	France
FRUCTIFONDS PROFIL 9	OPCVM de placement d'assurance	IG	85	85	85	85	France
BPCE ASSURANCES (23)	Société d'assurance	IG	100	100	60	60	France
BPCE APS	Prestataires de services	IG	50	50	50	30	France
AAA ACTIONS AGRO ALIMENTAIRE	OPCVM de placement d'assurance	IG	40	40	33	33	France
ABP VIE MANDAT FPCI	Fonds de Capital Investissement	IG	100	100	100	100	France
OPCI FRANCEUROPE IMMOBILISATIONS	OPCVM de placement d'assurance	IG	63	63	60	60	France
SELECTIZ (14)	OPCVM de placement d'assurance	IG	47	47			France
SCI DUO PARIS (15)	Gestion immobilière	ME	50	50			France
SELECTION PROTECTION 85 (22)	OPCVM de placement d'assurance	IG	27	27			France
SELECTIZ PLUS FCP 4DEC (22)	OPCVM de placement d'assurance	IG	45	45			France
SUCCURSALES							
NATIXIS LIFE	Assurance-vie	IG	100	100	100	100	France

SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS							
CRÉDIT À LA CONSOMMATION							
NATIXIS CONSUMER FINANCE (7)	Holding				100	100	France
NATIXIS FINANCEMENT (**)	Crédit à la consommation	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS CONSUMER FINANCE IT (8)	Crédit à la consommation				100	100	France
FCT PUMACC (1)	Véhicule de titrisation crédit consommation	IG	100	100	100	100	France
FINANCEMENT CINÉMA							
NATIXIS COFICINE (**)	Société financière (audiovisuel)	IG	96	96	96	96	France
AFFACTURAGE							
NATIXIS FACTOR (**)	Affacturage	IG	100	100	100	100	France
MIDT FACTORING A/S	Affacturage	IG	100	100	100	100	Danemark
INGÉNIERIE SOCIALE							
NATIXIS INTEREPARGNE (**)	Tenue de comptes d'épargne salariale	IG	100	100	100	100	France
CAUTIONS ET GARANTIES							
COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS	Assurance	IG	100	100	100	100	France
SCI CHAMPS-ELYSEES (1) (28)	Gestion immobilière				100	100	France
SCI LA BOETIE (1) (28)	Gestion immobilière				100	100	France
SCI SACCEF (1) (28)	Gestion immobilière				100	100	France
PAIEMENTS							
NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS (**)	Services bancaires	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS PAIEMENT HOLDING (5)	Holding	IG	100	100			France
S-MONEY (5)	Services de paiement	IG	100	100			France
LAKOOZ (5)	Services de paiement	IG	100	100			France
PAYPLUG (12)	Services de paiement	IG	79	79			France
NATIXIS INTERTITRES	Offre de titres de services	IG	100	100	100	100	France
GROUPE DALENYS							
DALENYS SA (19)	Holding	IG	61	54			Belgique
RENTABILIWEB INTERNATIONAL (19)	Holding	IG	100	54			Pays-bas
RENTABILIWEB FINANCE (19)	Holding	IG	100	54			Pays-bas
DALENYS PAYMENT (19)	Services de paiement	IG	100	54			France
RENTABILIWEB SERVICES (19)	Société de prestations de services interne	IG	100	54			France
RENTABILIWEB MARKETING (19)	Service en ligne	IG	100	54			France
RENTABILIWEB TECHNOLOGIES (19)	Service en ligne	IG	100	54			France
RECOMMERCE (19)	Service en ligne	IG	100	54			France
RENTABILIWEB (19)	Service en ligne	IG	100	54			Roumanie
CREDIT-BAIL							
CO-ASSUR	Conseil assurance courtage	IG	100	100	100	100	France
CICOBAIL (**)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LEASE IMMO. (**)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
LEASE EXPANSION	Location opérationnelle informatique	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS BAIL (**)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ENERGECO (**)	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LEASE (**)	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LEASE MADRID	Crédit-bail mobilier et immobilier	IG	100	100	100	100	Espagne
NATIXIS LEASE MILAN	Crédit-bail mobilier et immobilier	IG	100	100	100	100	Italie
NATIXIS LLD	Location de véhicule longue durée	IG	100	100	100	100	France
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT (1)	Fonds immobiliers	IG	100	100	100	100	France
OCEOR LEASE TAHITI (**)	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	Polynésie Française

OCEOR LEASE NOUMEA (**)	Crédit-bail mobilier	IG	100	99	100	99	Nouvelle Calédonie
OCEOR LEASE REUNION (**)	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS CAR LEASE	Location de véhicule longue durée	IG	100	100	100	100	France
SUD OUEST BAIL (**)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
SAS IMMOBILIERE NATIXIS BAIL (1)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
BATI LEASE (20)	Crédit-bail immobilier	IG	97	97			France
INTER-COOP (20)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100			France
NALEA (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	France
NORDRI (1) (11)	Véhicule de titrisation				100	100	France

COFACE							
GROUPE COFACE							
COFACE SA	Holding	IG	41	41	41	41	France
COFACE EUROPE	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	France
COFACE RE	Réassurance	IG	41	41	41	41	Suisse
BUSINESS DATA INFORMATION	Marketing et autres services	IG	41	41	41	41	Israël
COFACE BELGIUM SERVICES	Information commerciale et solvabilité	IG	41	41	41	41	Belgique
COFACE CHILE S.A	Assurance	IG	41	41	41	41	Chili
COFACE DEBITOREN	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Allemagne
COFACE DO BRASIL SEGUROS DE CREDITO	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Brésil
COFACE FINANZ	Affacturage	IG	41	41	41	41	Allemagne
COFACE HOLDING AMERICA LATINA	Information financière	IG	41	41	41	41	Mexique
COFACE HOLDING ISRAEL	Holding	IG	41	41	41	41	Israël
COFACE ITALIA	Holding	IG	41	41	41	41	Italie
COFACE NEDERLAND SERVICES	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Pays-Bas
COFACE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Etats Unis
COFACE NORTH AMERICA HOLDING COMPANY	Holding	IG	41	41	41	41	Etats Unis
COFACE NORTH AMERICA INSURANCE COMPANY	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Etats Unis
COFACE POLAND CMS	Information financière	IG	41	41	41	31	Pologne
COFACE POLAND FACTORING	Affacturage	IG	41	41	41	41	Pologne
COFACE SERVICES AUSTRIA	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Autriche
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP	Holding	IG	41	41	41	41	Etats Unis
COFACE SERVICIOS ESPANA S.L.	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Espagne
COFACE UK HOLDING	Holding	IG	41	41	41	41	Grande-Bretagne
COFACE ROMANIA CMS	Assurance	IG	41	41	41	31	Roumanie
COFACE RUS INSURANCE COMPANY	Assurance crédit	IG	41	41	41	41	Russie
COFACE SEGURO DE CREDITO MEXICO	Assurance	IG	41	41	41	41	Mexique
COFACE SIGORTA TURQUIE	Assurance	IG	41	41	41	41	Turquie
COFACE SOUTH AFRICA	Assurance	IG	41	41	41	41	Afrique du Sud
COFACE SOUTH AFRICA SERVICES	Assurance	IG	41	41	41	41	Afrique du Sud
COFACE UK SERVICES LTD	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Grande-Bretagne
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Allemagne
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	Allemagne

COFACREDIT	Assurance crédit et services liés	ME	15	15	15	15	France
COFINPAR	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	France
COGERI	Information et gestion de créances	IG	41	41	41	41	France
FIMIPAR (**)	Rachat de créances	IG	41	41	41	41	France
COFACE CENTRAL EUROPE HOLDING	Holding	IG	41	41	41	31	Autriche
KISSELBERG	Assurance	IG	41	41	41	41	Allemagne
FONDS COLOMBES	OPCVM	IG	41	41	41	41	France
FONDS LAUSANNE	OPCVM	IG	41	41	41	41	Suisse
SEGURO BRASILEIRA C.E	Assurance crédit et services liés	IG	41	31	41	31	Brésil
FCT VEGA	Fonds de titrisation	IG	41	41	41	41	France
SUCCURSALES							
COFACE SVERIGE - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	41	41	41	41	Suède
COFACE IRELAND - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Irlande
COFACE UK - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Grande-Bretagne
COFACE BELGIUM - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Belgique
COFACE LUXEMBOURG (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Luxembourg
COFACE PORTUGAL - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Portugal
COFACE IBERICA -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Espagne
COFACE SWITZERLAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Suisse
COFACE ISRAEL	Assurance-crédit	IG	41	41	41	41	Israël
COFACE NEDERLAND - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	41	41	41	41	Pays-Bas
COFACE DANMARK-SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	41	41	41	41	Danemark
COFACE ARGENTINA -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Argentine
COFACE CHILE -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Chili
COFACE CANADA - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Canada
COFACE HUNGARY - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Hongrie
COFACE POLAND - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Pologne
LEID - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Lituanie
COFACE ROMANIA INSURANCE - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Roumanie
COFACE CZECH INSURANCE - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	République Tchèque
COFACE SLOVAKIA INSURANCE - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Slovaquie
COFACE LATVIA INSURANCE - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	41	41	41	41	Lettonie
COFACE JAPAN - SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Japon
COFACE SINGAPOR -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Singapour
COFACE HONG KONG -SUCC (COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Hong Kong
COFACE ECUADOR (SUCC-COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	ÉQUATEUR
COFACE AUSTRALIE (SUCC-COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Australie
COFACE TAIWAN (SUCC-COFACE EUROPE)	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Taiwan
COFACE BULGARIA (BRANCH)	Assurance	IG	41	41	41	41	Bulgarie

COFACE ASSICURAZIONI SPA	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Italie
COFACE AUSTRIA	Holding	IG	41	41	41	41	Autriche
COFACE DEUTSCHLAND	Assurance crédit et services liés	IG	41	41	41	41	Allemagne

HORS POLE							
CAPITAL INVESTISSEMENT							
NATIXIS INVESTMENT CORP	Gestion de portefeuille	IG	100	100	100	100	Etats Unis
NATIXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL LUXEMBOURG	Holding Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS PRIVATE EQUITY	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	France
CORPORATE DATA SOLUTION							
NATIXIS HCP (7)	Holding				100	100	France
ELLISPHERE (9)	Information				100	100	France
IJCOF CORPORATE (9)	Gestion de créances				42	42	France
AUTRES							
NATIXIS ALGERIE	Banque	IG	100	100	100	100	Algérie
NATIXIS ALTAIR IT SHARED SERVICES	Services informatiques	IG	100	100	100	100	France
S.C.I. ALTAIR 1 (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
S.C.I. ALTAIR 2 (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS IMMOBILISATIONS EXPLOITATION (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
FONCIERE KUPKA (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FONCIERE SA (EX - SPAFICA) (1)	Investissements immobiliers	IG	100	100	100	100	France

(*) Changement de dénomination sociale sur 2017

(**) Filiales françaises dont la surveillance prudentielle individuelle est assurée dans le cadre des ratios consolidés du Groupe conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement (UE) 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

(1) Entité structurée

(2) Déconsolidation au 1er trimestre 2017 suite au passage sous les seuils

(3) Cession de l'entité sur le 1er trimestre 2017

(4) Fermeture de la structure le 27 mars 2017

(5) Consolidation et acquisition de l'entité le 09/02/2017 pour 51%. Les 49% restants de l'entité S-Money ont été acquis le 30/10/2017, faisant passer le taux de détention à 100%. Les 15% de minoritaires de l'entité Lakooz ont été rachetés sur le 4ème trimestre 2017

(6) Baisse du taux d'intérêts au 01/01/2017 suite au passage du pourcentage d'intérêts de la société de cadres dans DNCA Finance de 3% à 6%

(7) Activités de l'entité reprise par Natixis SA sur le 2ème trimestre 2017

(8) Activités de l'entité reprise par Natixis Financement sur le 2ème trimestre 2017

(9) Cession de l'entité sur le 2ème trimestre 2017

(10) Variation du taux suite au rachat de 14% complémentaire (10% au 2ème trimestre et 4% au 4ème trimestre 2017) aux minoritaires conformément au protocole d'acquisition d'Euro Private Equity

(11) Véhicule de titrisation liquidé par anticipation au 19 juin 2017

(12) Acquisition de l'entité le 3 avril 2017

(13) Augmentation du taux de détention suite au rachat des parts de managers ayant quittés la structure au cours du 2ème et 3ème trimestre 2017

(14) Consolidation au 3ème trimestre 2017 suite au passage au dessus des seuils

(15) Consolidation de l'entité au cours du 3ème trimestre 2017

(16) Consolidation de l'entité au cours du 3ème trimestre 2017 dans le cadre de la mise en place du mécanisme de financement de la Seed Money du Groupe AEW Europe

(17) Entité liquidée au cours du 3ème trimestre 2017

(18) Suite à la réorganisation des activités d'AEW Europe en France au cours du 3ème trimestre 2017, CILOGER a été renommée AEW CILOGER et AEW Europe a été renommée AEW SA. De plus, NAMI AEW Europe et AEW Europe SGP ont été absorbés par AEW CILOGER

(19) Acquisition de l'entité le 31 octobre 2017 par Natixis Belgique Investissements

(20) Acquisition de ces 2 entités, anciennement détenue par le Crédit-Coopératif, le 2 octobre 2017

(21) Acquisition de l'entité le 4 octobre 2017

(22) Consolidation au 4ème trimestre 2017 suite au passage au dessus des seuils

(23) Rachat sur le 4ème trimestre 2017 des 40% détenus par les minoritaires (MACIF et MAIF)

(24) Banque Privée 1818 a changé de dénomination sociale, l'entité se nomme dorénavant Natixis Wealth Management

(25) NGAM (Natixis Global Asset Management) a changé de dénomination sociale, l'entité se nomme dorénavant NIM (Natixis Investment Managers).

A ce titre, toutes les entités portant l'acronyme NGAM ont changé de nom

(26) Entité liquidée au cours du 4ème trimestre 2017

(27) Acquisition de l'entité le 9 octobre 2017. Post-opération, Althelia Ecosphere a été renommée Mirova-Althelia, et a ouvert une succursale en France

(28) Entités déconsolidées au 4ème trimestre 2017 suite au passage sous les seuils

(29) Consolidation du véhicule de titrisation au 4ème trimestre 2017

(30) Notre taux de détention dans l'entité passe de 92% à 84% suite à l'attribution sur le 4ème trimestre 2017 d'actions gratuite aux dirigeants

(31) AEW Asia Limited, filiale d'AEW Capital Management à Hong Kong, a créé courant 2017 une succursale en Australie. Cette entité est consolidée au 4ème trimestre 2017

(32) Les activités de NAM dédiées aux produits de gestion de la volatilité et aux produits structurés ont été apportées fin décembre 2017 à NAM Austerlitz 1, présentée auparavant en titres de participation non consolidés dans les comptes du Groupe Natixis IM. Dans le cadre de cette opération, NAM Austerlitz 1 a été renommée Seeyond et est dorénavant consolidée

(33) Cession de l'entité sur le 4ème trimestre 2017

17.1. Entités non consolidées au 31 décembre 2017. — Les informations relatives aux entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable, et aux entités structurées contrôlées non intégrées dans le périmètre de consolidation sont disponibles sur le site internet de Natixis à l'adresse suivante : https://www.natixis.com/natixis/jcms/ala_5507/fr/information-reglementee

17.2. Participations non consolidées au 31 décembre 2017. — Les participations non consolidées au 31 décembre 2017 représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10% et dont la valeur nette comptable est supérieure ou égale à 5 millions d'euros sont les suivantes :

Entités	Pays	Part du capital détenue (1)	Montant des capitaux propres M€ (2)	Montant du résultat M€ (2)
BANCO FINANTIA	Portugal	11%	424	19
(1) Directement ou indirectement (2) Les informations sur les capitaux propres et le résultat correspondent à celles du dernier exercice adopté par l'assemblée générale (31/12/2016)				

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

A l'Assemblée Générale Natixis,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Natixis relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit : les principales missions réalisées sur l'exercice 2017 ont porté sur des émissions de lettres de confort ainsi que sur des revues de procédures de conformité.
- Deloitte & Associés : les principales missions réalisées sur l'exercice 2017 concernent des revues de conformité de reporting réglementaires ou demandées par les régulateurs, la mission d'organisme tiers indépendant sur les informations RSE du rapport de gestion, des lettres de confort dans le cadre de programmes d'émission et des attestations.
- Mazars : outre le projet FRTB mentionné en note 15.4 de l'annexe aux comptes consolidés, les principales missions réalisées sur l'exercice 2017 ont porté sur des émissions d'attestations et de lettres de confort, ainsi que sur des revues de procédures de conformité.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Dépréciation de prêts et créances sur base individuelle :

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le groupe Natixis constitue des dépréciations sur base individuelle afin de couvrir les pertes de crédit avérées sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités de financements.</p> <p>La détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses requiert une part importante de jugement notamment pour identifier les créances devant faire l'objet d'une dépréciation et pour estimer le montant de dépréciation à comptabiliser.</p> <p>Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes.</p> <p><i>Les expositions nettes aux risques de crédit et de contrepartie représentent 462 482 M€ au 31 décembre 2017 dont 182 057 M€ au titre des prêts et créances. Les dépréciations individuelles se sont élevées à 1 620 M€ au 31 décembre 2017.</i> <i>Se référer aux notes 5.1, 5.2, 5.3, 5.23, 6.5, 6.16.1, 7.7 et 10.2 de l'annexe pour plus de détails</i></p>	<p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par le groupe Natixis, en particulier ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés) et au processus de notation des contreparties, – à la classification des expositions en créances douteuses, – au suivi et à la valorisation des garanties, – à la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et au dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>En complément, nous avons procédé à une revue de crédit consistant, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des contreparties sensibles et douteuses, – réaliser des analyses contradictoires des hypothèses retenues ainsi que des estimations de provisions arrêtées par la Direction sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement et de données externes, – vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées.

— Provisions pour risques juridiques et de non-conformité :

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le groupe Natixis fait l'objet de litiges devant des instances judiciaires, d'enquêtes et de demandes d'informations de la part d'autorités réglementaires et fiscales au sein de différentes juridictions.</p> <p>L'évaluation des risques juridiques et de non-conformité (y compris fiscale) qui en résultent repose sur l'estimation de la direction en date d'arrêt.</p> <p>La comptabilisation d'une provision, la détermination de son montant ainsi que l'information financière communiquée nécessitent par nature l'exercice du jugement, en raison notamment de la difficulté à estimer l'issue et les conséquences financières des procédures en cours.</p> <p>Nous avons considéré en conséquence que les provisions pour risques juridiques et de non-conformité constituaient un point clé de l'audit compte tenu de la sensibilité de ces provisions aux hypothèses et options retenues par la Direction.</p> <p><i>Les provisions pour litiges se sont élevées à 646 M€ au 31 décembre 2017 (provisions pour litiges note 6.16.2). Pour aller plus loin, se référer aux notes 5.14, 5.23, 6.16, 7.7 et 7.9 de l'annexe</i></p>	<p>Nous avons examiné le dispositif d'identification, d'évaluation, et de provisionnement des risques juridiques et de non-conformité.</p> <p>Nous avons pris connaissance du statut des procédures en cours et des principaux risques identifiés par le Groupe Natixis, à partir notamment d'échanges réguliers avec la direction (et plus particulièrement les directions juridique, de la conformité et fiscale de Natixis SA) ainsi que de l'examen de la documentation mise à notre disposition.</p> <p>Nos travaux ont également consisté à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses et des données utilisées par la direction pour l'estimation du montant des provisions comptabilisées en date d'arrêt. Nous avons notamment impliqué des spécialistes en droit fiscal pour procéder à la revue critique des analyses de risques fiscaux identifiés par Natixis et des provisions y afférentes.</p> <p>Nous avons par ailleurs mené des procédures de confirmation des litiges en cours auprès des conseils juridiques du Groupe Natixis.</p> <p>Enfin, nous avons vérifié le correct enregistrement en comptabilité des provisions ainsi évaluées et l'information donnée à ce titre dans l'annexe des comptes consolidés.</p>

— Évaluation des instruments financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur :

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Dans le cadre de son activité de Banque de Financement et d'Investissement, le groupe Natixis détient dans son bilan une part importante d'instruments financiers classée en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur.</p> <p>L'évaluation de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 repose sur des techniques de valorisation qui comportent une part significative de jugement quant au choix des méthodologies et des données utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – détermination des paramètres de valorisation non observables sur le marché ; – utilisation de modèles internes de valorisation ; – estimation d'ajustements complémentaires de valorisation, afin de tenir compte de certains risques de marché, de contrepartie ou de liquidité. <p>Nous avons considéré que les instruments financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur constituaient un point clé de l'audit en raison du caractère significatif des expositions et du recours au jugement dans la détermination de la juste valeur.</p> <p><i>Les instruments financiers de niveau 3 représentent au 31 décembre 2017 un montant de 12 114 M€ à l'actif et de 3 414 M€ au passif. Se référer aux notes 5.6, 5.23, 6.7.5 et 6.18 de l'annexe aux comptes consolidés pour plus de détails.</i></p>	<p>Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne encadrant à la fois l'identification, la valorisation et la comptabilisation des instruments financiers classés en niveau 3 : ainsi nous nous sommes entretenus avec les départements en charge des contrôles de 1er et 2nd niveaux et avons pris connaissance des travaux réalisés dans le contexte de l'arrêt.</p> <p>Nous avons testé les contrôles que nous avons jugés pertinents pour notre audit, notamment ceux relatifs à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la validation et à la revue périodique, par la direction des risques, des modèles de valorisation, – la vérification indépendante des paramètres de valorisation, – la détermination des principaux ajustements de valorisation, ainsi que les corrections de valeurs opérées. <p>Nous avons effectué ces diligences avec l'assistance de nos experts en valorisation, avec lesquels nous avons également procédé à des travaux de valorisation indépendante consistant à examiner, sur la base d'échantillons, les hypothèses, les méthodologies et les modèles utilisés pour estimer les principaux ajustements de valorisation.</p> <p>Nous avons également examiné sur la base d'échantillons les éventuels écarts d'appels de marge avec les contreparties marchés de Natixis, permettant d'apprécier le caractère approprié des valorisations.</p>

— Provisions techniques d'assurance :

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Dans le cadre de son activité d'assureur, le groupe Natixis comptabilise des provisions techniques qui représentent ses engagements vis-à-vis des assurés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constituait un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent un montant significatif dans les comptes du groupe et que certaines de ces provisions font appel au jugement dans la détermination des hypothèses (exemple : tables d'expérience et lois comportementales) ou des modèles de calcul utilisés.</p> <p><i>Les provisions techniques des contrats d'assurance représentent 76 602 M€ au 31 décembre 2017 dont 51 493 M€ correspondant aux provisions relatives à l'activité d'assurance vie. Se référer aux notes 2.8, 5.23, 6.9.3, 6.15, 7.5 et 15.3 de l'annexe</i></p>	<p>Nous avons eu recours aux spécialistes actuaires de nos cabinets pour nous assister dans l'exécution de nos procédures d'audit sur ces postes.</p> <p>Les principales procédures d'audit mises en œuvre consistent notamment, en fonction de la nature des risques provisionnés, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Prendre connaissance des conditions générales relatives aux contrats d'assurance commercialisés par le groupe, – Apprécier les méthodes et hypothèses retenues pour le calcul de ces provisions, notamment leur conformité à la réglementation applicable, aux pratiques de marché et au contexte économique et financier, – Tester sur la base de rapprochements comptables, de tests de récurrence, ou de sondages, la fiabilité des informations relatives aux contrats d'assurances enregistrées dans les systèmes de gestion et utilisées pour l'évaluation des provisions techniques,

aux comptes consolidés pour plus de détails.

– Procéder à un recalcul indépendant de certaines provisions, le cas échéant sur base d'un échantillon de contrats,
 – Apprécier les modalités de calcul et le résultat du test de suffisance des passifs, tel que requis par la norme IFRS 4.
 Nous avons également vérifié les informations publiées dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe relatives aux passifs d'assurance.

— Impôts différés actifs liés aux pertes fiscales reportables :

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le groupe Natixis comptabilise des actifs d'impôts différés en date d'arrêté au titre des pertes fiscales reportables dès lors qu'il est jugé probable que l'entité fiscale concernée dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels les pertes fiscales reportables pourront s'imputer, selon un horizon déterminé.</p> <p>L'estimation de la capacité à générer des bénéfices futurs imposables sur cet horizon nécessite l'exercice du jugement de la direction notamment pour élaborer des business plans fiscaux, permettant de justifier la comptabilisation d'actifs d'impôts différés.</p> <p>Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit en raison de la sensibilité des actifs d'impôts différés ainsi reconnus, aux hypothèses et options retenues par la direction.</p> <p><i>Au 31 décembre 2017, un montant de 1 585 M€ est comptabilisé dans le bilan consolidé de Natixis au titre des impôts différés actifs, dont 1 084 M€ de pertes fiscales reportables. Se référer aux notes 5.20, 5.23 et 6.8 de l'annexe pour plus de détails.</i></p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'élaboration des données budgétaires utilisées pour l'estimation des bénéfices futurs imposables et avons apprécié la fiabilité du processus d'établissement des business plans fiscaux sur la base desquels nous évaluons la probabilité que le Groupe recouvre ses actifs d'impôts différés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> – examinant les modalités d'élaboration et d'approbation du dernier business plan qui a servi de base aux estimations ; – vérifiant les projections de résultats des exercices antérieurs avec les résultats réels des exercices concernés ; – évaluant le caractère raisonnable des hypothèses prévisionnelles et paramètres retenus par la direction pour l'estimation des bénéfices futurs et le caractère recouvrable des montants d'impôts différés actifs reconnus, à partir notamment de notre expérience et de notre connaissance des activités et de la stratégie du groupe Natixis. <p>Nous avons vérifié avec l'aide de nos spécialistes que la méthodologie retenue par la direction pour identifier les pertes fiscales reportables existantes qui seront utilisées, soit par des impôts différés passifs soit par des profits taxables futurs, est appropriée.</p> <p>Sur la base des projections déterminées par la direction, nous avons procédé à des tests visant à vérifier le correct calcul des assiettes d'impôts différés actifs ainsi que la pertinence des taux d'imposition utilisés. Nous avons en particulier vérifié avec l'aide de nos spécialistes la prise en compte de l'impact des évolutions législatives intervenues au cours de l'exercice concernant le changement de taux d'imposition en France et aux États-Unis.</p>

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de votre conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires.

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natixis par les assemblées générales du 24 mai 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit, du 17 novembre 2006 pour le cabinet Mazars et du 16 juin 1998 pour le cabinet Deloitte & Associés (compte tenu des fusions de cabinets intervenues depuis cette date), le mandat étant auparavant détenu par d'autres entités du réseau Deloitte dont l'historique n'a pas pu être reconstitué.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 2ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 12ème année. A cette date, la durée de la mission sans interruption du cabinet Deloitte & Associés était supérieure à 20 années, dont 12 années depuis le rapprochement des activités Ixis de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE) et Natixis Banques Populaires de la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) ayant abouti le 17 novembre 2006 à la constitution de Natixis par apports de titres de filiales et de participations de la CNCE à l'entité Natixis Banques Populaires renommée Natixis.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Natixis SA.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit.

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 23 mars 2018.

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & Associates :

Charlotte Vandeputte ;

Jean-Marc Mickeler,

PricewaterhouseCoopers Audit :

Agnès Husscherr ;

Patrice Morot.

MAZARS :

Charles de Boisriou ;

VIII. — Rapport de gestion.

Le rapport annuel de gestion, les éléments juridiques ainsi que les renseignements de caractère général concernant Natixis SA sont tenus à la disposition du public au siège de notre établissement situé 30 avenue Pierre Mendès France .